

EN ISRAËL

Le président Sadate a été accueilli en grande pompe à Haïfa.

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,00 dir.; Tunisie, 1,00 mt; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 13 sch.; Belgique, 15 fr.; Canada, 5 000 \$; Côte d'Ivoire, 100 F CFA; Danemark, 4 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-Bretagne, 20 s.; Grèce, 20 dr.; Iran, 20 rls.; Italie, 200 L.; Japon, 250 y.; Liban, 15 l.; Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 20 esc.; Suède, 100 F S.; Suisse, 3 fr.; Thaïlande, 10 baht; Turquie, 20 liras.

Tarif des abonnements page 21

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 02
C. C. P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 6 60012
Tél. 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Le tiers-monde après La Havane

L'affrontement Tito-Castro au sommet des pays non alignés, à La Havane, a finalement été moins sévère qu'on ne le prévoyait. Non que les chefs de file des deux tendances qui dirigent le mouvement aient aplani leurs divergences, mais parce qu'ils ont accepté de ne les évoquer qu'à demi-mots.

Il revenait à M. Fidel Castro, en tant que représentant du pays hôte, de parler le premier. Sans rien renier de ses thèses sur la « solidarité naturelle » du bloc soviétique avec les pays non alignés, le chef de l'Etat cubain a surtout cherché à justifier dans son discours les liens privilégiés qui unissent Cuba à l'U.R.S.S. Sans le soutien soviétique, a-t-il dit en substance, la révolution cubaine n'aurait pas survécu. Cuba ne peut pas oublier. Cela dit, a-t-il ajouté, Cuba « ne veut imposer son radicalisme à personne, encore moins aux non-alignés » et fera preuve pendant les trois années durant lesquelles lui revient la présidence du mouvement « de patience, de prudence, de souplesse et de sérénité ».

Le maréchal Tito a choisi, semble-t-il, de prendre le mot de chaque pays à la liberté, à l'indépendance et au développement autonome. Sans citer ni Cuba ni l'U.R.S.S., mais l'allusion était claire, le chef de l'Etat yougoslave a ajouté : « Nous n'avons jamais accepté d'être la courroie de transmission de qui que ce soit ».

Que le conflit n'ait pas éclaté entre les deux hommes qui incarnent deux périodes de l'histoire ne signifie cependant pas qu'il ait été résolu. Simplement, ni M. Castro ni le maréchal Tito n'ont intérêt aujourd'hui à déclencher une scission claire et nette dans le mouvement pourtant combien hétéroclite dont ils sont le dénominateur. Pour le maréchal Tito, l'issue d'un affrontement ouvert serait incertain : les pays que l'on qualifie de « modérés », et qui se méfient autant que la Yougoslavie des ambitions soviétiques, sont loin d'appartenir à la même famille politique et ne sont souvent animés d'aucun esprit militant. Il en va tout à fait différemment de ceux qui suivent M. Fidel Castro : dépendant économiquement et militairement de l'U.R.S.S., la lutte est pour eux une question de vie et de mort. Que deviendrait le Vietnam, l'Éthiopie, l'Angola, le Mozambique, Cuba, sans l'aide soviétique ?

Les dirigeants cubains semblent avoir parfaitement compris ces différences de motivations. Et, pour M. Fidel Castro, l'opposition yougoslave à ses thèses est sans doute supportable dans la mesure où le maréchal Tito — qui est âgé de quatre-vingt-sept ans — ne sera pas toujours là pour donner à la fraction qu'il incarne un prestige exceptionnel. Une fois le chef de l'Etat yougoslave disparu, il est probable que Cuba accentuera son action pour rallier le mouvement à ses conceptions, quitte à abandonner en chemin quelques pays déjà prêts de toute façon au boycottage du mouvement. Les promesses « de prudence et de sérénité » de M. Castro risquent alors de ne pas peser lourd.

La thèse exposée par le chef de l'Etat cubain sur la « reconnaissance » de la Havane à l'égard de Moscou serait en effet plus convaincante s'il avait évité de reprendre à son compte tous les aspects de la politique extérieure soviétique, brossant le tableau somptueux d'un monde divisé en anges et en démons, érigé en grand-prêtre infallible d'une religion de l'histoire dont l'histoire nous a pourtant appris à douter.

(Lire nos informations page 3.)

La défense de l'Occident

- Bonn rejette toute participation à une force nucléaire
- Les sénateurs américains ajournent l'examen de SALT 2

Les problèmes de défense et le renforcement des moyens militaires soviétiques provoquent en Occident de nouvelles prises de position. Tandis que le gouvernement de Bonn réaffirme une politique atlantique très orthodoxe, rejetant toute ambition nucléaire, à Washington, la commission

des affaires étrangères du Sénat a brusquement ajourné, mardi 4 septembre, l'examen du traité américano-soviétique SALT 2 pour demander au gouvernement les explications sur la présence signalée, la semaine dernière, de troupes soviétiques à Cuba.

Un rapport complet sur cette affaire a été remis mardi au président Carter. La commission des affaires étrangères devait se réunir, ce mercredi, pour interroger le secrétaire d'Etat, M. Vance, et les responsables des services de renseignements.

La commission — a indiqué son président, le sénateur Church — veut savoir depuis quand les soldats soviétiques (deux à trois mille d'après le département d'Etat) stationnent à Cuba, dans quel but, et quelles sont les

implications de cette présence militaire pour les Etats-Unis et les pays occidentaux.

A Moscou, la presse soviétique réagit vivement aux propos de M. Kissinger selon lesquels la stratégie soviétique rend les Etats-Unis « vulnérables » (le Monde du 4 septembre). La Pravda et l'Agence Tass accusent l'ancien secrétaire d'Etat d'avoir « trahi son auditoire au sujet d'une prétendue menace militaire soviétique ». Selon l'organe du P.C. de l'U.R.S.S., M. Kissinger « fait semblant d'être terrorisé par la prétendue incursion de tanks soviétiques sur tous les continents sans exception ».

« L'ancien secrétaire d'Etat », écrit la Pravda — « qui, à une certaine époque, avait participé à l'élaboration de SALT 1 », se reprend maintenant à parce qu'il brigue un siège au Sénat. « Son ardeur à satisfaire le Pentagone et les monarques militaires-industriels s'explique aisément si l'on songe aux prochaines élections de 1980 », ajoute le journal.

(Lire la suite page 8.)

L'exigence de la dissuasion

par MICHEL DEBRÉ

Quand on exprime l'idée que la force militaire française doit être en mesure, le cas échéant, de participer à la sécurité du continent, on ne fait qu'affirmer une nécessité d'intérêt national à laquelle il est bon, qu'en d'autres termes, la France se prépare.

Quand on soutient que, en vue d'assurer la défense de l'Europe, la force militaire française doit être intégrée dans un ensemble dont la stratégie et le commandement échapperaient à la France, on livre la nation à une politique qui est l'opposé de l'intérêt national. La confusion entre cette exigence, d'une part, et le renoncement, d'autre part, aboutit, par crises périodiques depuis trente ans, à d'étranges confusions, d'où certaines arrière-pensées, c'est le moins qu'on puisse dire, ne sont pas toujours exclues.

Un principe doit toujours être rappelé, car son évidence échappe souvent aux constructeurs de système. Il n'y a de défense que nationale.

La défense, ce n'est pas seulement des plans et des programmes. La défense, ce n'est pas seulement des états-majors et des stocks d'armes. La défense, ce n'est pas seulement un corps militaire. La défense, c'est d'abord à bâtir une force militaire, et le premier devoir de celui qui veut préserver son pays en le dotant d'une capacité de défense, c'est d'accompagner son effort technique de la formation civique qu'appelle tout pays constitué par l'histoire, et qu'exige en particulier une démocratie où l'origine du pouvoir est dans le peuple.

Ce caractère national de la défense est accentué par la stratégie de la dissuasion. Lorsque les Américains et les Russes se sont engagés, il y a quelques années, à n'employer leurs forces nucléaires qu'en cas où leur ter-

ritoire serait menacé, ils ont couché noir sur blanc l'expression d'une réalité qui s'imposait à eux. S'agissant au moins de faire face à une très grande force de destruction, on n'expose la vie des siens que pour une cause sacrée, celle de la patrie. Or la dissuasion, au moins pour la France, c'est la stratégie de non-guerre.

(Lire la suite page 8.)

Des policiers et des « bavures »

Les deux C.R.S. qui, au cours d'un contrôle d'identité à Annecy (Haute-Savoie), avaient maltraité un jeune homme seront traduits devant un conseil de discipline quand la justice se sera prononcée. Ils sont écroués.

Cette nouvelle « bavure » policière s'ajoute

à une liste déjà longue. Elle est l'occasion de s'interroger sur ce qui tient à des comportements individuels et sur ce qui relève d'un mauvais fonctionnement de l'institution policière en France, notamment le recrutement et les conditions de travail.

I. — « Un métier d'homme »

par GEORGES MARION

L'homme regardait la scène, intrigué. Des cris l'avaient attiré dehors, sur le pas de sa porte. Quelques mètres plus loin, en aval de sa rue, il vit deux agents en train de verbaliser un automobiliste. Scène banale, à ce détail près que l'un des agents injurait copieusement l'automobiliste arrêté. Il s'approche pour ne pas perdre une miette du spectacle.

« Ça t'regarde ? » L'agent s'était retourné brusquement, abandonnant sa première victime pour s'adresser à ce témoin inattendu. L'homme eut l'impression qu'il était ivre.

« Non, mais je regarde quand même, répondit-il.

— Dépêche !
— J'ai pas à déguer, j'habite là. » Il fit un vague signe de la main pour indiquer son immeuble.
« Pédé ! Enculé ! », hurla l'agent en empoignant l'homme par le col.

de sa chemise, dont les boutons sautèrent. Ce dernier eut à peine le temps de protester par un « Soyons polis ! » qui se voulait désarmant qu'il reçut les premiers coups dans la figure.

Les passants commençaient à se rassembler, faisant cercle autour de cette scène peu commune. D'autres curieux avaient ouvert leur fenêtre.

L'homme vit sa femme arriver.

« Appelle police-secours ! », lui cria-t-elle, sans se rendre compte

de l'incongruité de sa demande. La femme n'eut pas le temps de faire un geste. Déjà l'agent était sur elle, lui décochant des coups de pied dans le ventre. Personne n'était intervenu, mais l'attroupement grossissait, bourdonnant de réprobation. L'agent semblait maintenant avoir perdu tout contrôle de lui-même. Il porta la main à son arme, dégaina et hurla à l'adresse de la foule : « Barrez-vous ou je vous tire dedans ! »

(Lire la suite page 12.)

● **ALGÉRIE : Vaste opération de police contre le « parasitisme ».**
(Lire, page 4, l'article de Daniel JUNQUA.)

● **R.F.A. : D'importants succès ont été remportés dans la lutte contre le terrorisme.**
(Lire, page 6, l'article de Bernard BRIGOULEIX.)

LES ENFANTS

Les mal-aimés de la culture

Dans les allées de la création, l'Année de l'enfant est passée inaperçue. Discrète, elle n'a provoqué que quelques festivals et rencontres, où l'on a rappelé les mauvais sort réservés au public enfantin, l'absence, d'une politique culturelle nationale. C'est que l'enfance n'est pas vraiment considérée en France comme un public. On enferme son droit à la culture dans une fausse alternative, où l'éducation a pour vis-à-vis la récréation.

Pas efforts ni entreprises par les animateurs, pas les institutions de l'action culturelle, dans les municipalités — la Fédération des centres culturels communaux a notamment organisé sur ce sujet des journées de réflexion au Festival d'Avignon. Dans le domaine de la littérature, des arts plastiques, de la danse et du théâtre, il y a des artistes pour s'adresser aux enfants, et il y a une mise en œuvre de cette communication, même si, par exemple, les centres dramatiques pour enfants sont quatre fois moins subventionnés que les autres. Mais il n'existe pas de films pour enfants, et bien peu d'exploitants réfléchissent à la

façon d'accueillir les jeunes spectateurs.

On connaît mieux l'enfant-client, le consommateur assidu de la publicité, qui elle-même les consomme. Elevés dans ses images et dans les histoires du cinéma et de la télévision, les enfants peuvent s'entourer de leurs héros : on les habille en Superman, on leur fait collectionner images, poupées, jeux et jouets. Les maisons de disques profitent aussi de ces passions et leurs ventes records, c'est Goldorak et Cosmion (personnages de télévision), et les contes qui n'ont plus qu'un auteur : Walt Disney.

Dans une interview à la revue « Parents », M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, vient d'annoncer le lancement d'une opération pour 1980 (« la plus importante de mon programme à venir », a-t-il déclaré). Elle aura pour objectif de faire des enfants « des télespectateurs actifs » pour modifier leurs dangereuses habitudes de consommation.

Cl. D.

(Lire nos articles dans « Le Monde des arts et des spectacles », pages 17 à 19.)

le mur[®] de Cartier
Paris

Perfection technique, raffinement esthétique, garantie à vie.

UM DES MALES
sante et audacieuse

LINE PEUGEOT DE SOCHAUX
N'EMBAUCHERA PLUS
QUE SUR CONTRATS
A DUREE LIMITEE

LE CONGRES AMERICAIN
LA REPRISE L'EXAMEN
DES TEXTES SUR L'ENERGIE

NOUVEAU RECORD POUR L'OR :
324 DOLLARS L'ONCE

LE CHIC, LE REVE.
TISSUS "COUTURE"
AUTOMNE-HIVER

T LONG BARRINGTON
POLYMERISANT
METAMORPHOSE A LA C.E.E.

RODIN

DIPLOMES DE L'UNION
POUR LA PROFESSION

COIFFURES
pour la personne
qui aime la mode

COUTURES
MODERNES

TAILLEURS DAME
SUR MESURE

TECRAID

L'ESPRIT DES LOIS

Les impostures de la démocratie

par JACQUES ROBERT (*)

La France est une démocratie. Une grande démocratie. Représentative, libérale, humaine, raisonnable et sobre...

Qui pourrait, en effet, sérieusement contester que le suffrage y est, depuis longtemps, universel, que les élections — multiples (présidentielles, législatives, sénatoriales, cantonales, municipales, européennes...) — s'y déroulent librement, que les partis politiques participent à l'expression de la voix populaire, que les grandes libertés sont encore l'apanage du plus grand nombre ?

Les vieilles querelles de jadis sont éteintes : on ne se bat plus autour de l'école ou de l'église. On se réunit et on s'associe librement. On manifeste, même si les vrais casseurs ne sont pas finalement les vrais payeurs. On fait la grève, même si d'anciens s'acharnent à en vouloir limiter le droit dans certains secteurs. On s'exprime sans censure, sauf en matière cinématographique. On circule sans être illégitime. Le domicile reste sacré, le droit d'asile reconnu et effectif. La vie est protégée, même si une peine de mort toujours maintenue fait quelque peu tâche...

Ce sont les attributs — inestimables — de la démocratie.

Mais derrière ce décor, séduisant et réel, combien de lents grignotages, de restrictions insidieuses, de mauvaises volontés évidentes, d'habitudes néfastes trop souvent contractées, de textes dangereux !

Ce sont les impostures — inacceptables — de la démocratie.

Imposture électorale, d'abord.

Le phylaxie spectaculaire de l'élection européenne le résume tout entier.

La loi du 7 juillet 1977 — votée pourtant par une majorité large, n'a pas seulement fixé un seuil de représentativité minimum (5 %), limitant ainsi les chances des petites listes. Elle a délibérément entravé leur participation à la consultation en reprenant une vieille disposition du code électoral qui prévoit que l'Etat ne rembourse le coût du papier, l'im-

pression des documents et les frais d'affichage qu'aux candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages.

La loi de ces dépenses étant considérable, les petits partis pauvres sont écartés du débat. Ils renoncent à présenter des listes ou renoncent à imprimer autre chose que les bulletins destinés aux bureaux de vote. Exclue déjà des ondes où triomphe, d'ailleurs inégalement, le monopole des forts, ils le sont encore des bureaux.

Par une ironie singulière du destin, une telle discrimination apparaît dans le contexte d'une représentation proportionnelle dont on sait pourtant depuis toujours qu'elle a essentiellement pour but de faire passer la justice avant l'efficacité.

Ainsi, sous le parapluie déployé du suffrage universel, on en revient à un système électoral censitaire et tout-philippard... Alors qu'il faudrait une fois pour toutes s'atteler aux problèmes du coût des campagnes, du financement des partis politiques, du contrôle de l'enrichissement des élus.

Quant au débat démocratique qui devrait largement ouvrir toute élection, on a vu comment il pouvait être détourné et obscurci. A une interrogation confuse (votait-on pour l'Europe — mais laquelle ? — ou pour M. Barre — mais sur quelle politique ?) — il a été d'ailleurs répondu : « Et l'on a pourtant entendu qu'un d'autre temps Georges Pompidou avait ressenti comme un cuisant échec... »

Pour couronner le tout, on interprète, à l'occasion d'une comptabilité tardive et douteuse de bulletins contestés, la volonté supposée d'électeurs distraits ou indifférents. Et si la remise dans l'urne d'une profession bleue était l'expression voulue d'un vote blanc ?

Cette triple imposture électorale n'est qu'un aspect d'une imposture politique plus fondamentale encore.

Le déséquilibre des pouvoirs

Nous en restons encore aux conceptions constitutionnelles chères à Montesquieu, à une démocratie parlementaire formelle, privilège des « despotes » et des « philosophes » éclairés. Nous dissertons toujours sur la séparation des pouvoirs alors que nous vivons tous les jours le déséquilibre des pouvoirs. De l'exécutif et du législatif, certes, mais aussi et surtout de l'économique et du politique.

Le citoyen — on l'a vu récemment — commence à se laisser d'être périodiquement appelé à remettre un chèque en blanc à un représentant du peuple — qui ne rencontre peut-être jamais et qui, pris lui-même dans un réseau complexe de règles byzantines, croira gouverner en son nom. Alors que l'on sait bien que c'est par la décision économique,

la vraie décision réelle, celle que prend le manager ou le technocrate, évertué et informé, que se modifie et se transforme effectivement l'existence quotidienne de chacun. Le pouvoir politique, partagé, désarmé, délégué et diffus — même s'il se personnalise en apparence — cède la place au pouvoir économique, occulte, omniprésent et efficace. Au gouvernement des hommes se substitue inéluctablement l'administration des choses.

Il faut imaginer une nouvelle et vraie démocratie dans laquelle d'autres pouvoirs — syndical, associatif — pourraient participer aux décisions à la décision en tant que partenaires obligés et actifs. Sans exclusion. En confiance. Afin que s'équilibrent vraiment les différents pouvoirs aux prises.

Discriminations sociales

Entre une société étatique hyperprotégée et une société « civique » de bénévoles trop encadrés ou mis en condition, il y a place pour une « démocratie participative », institutionnelle, ouverte et de bon aloi.

Il y va du consensus national. Or celui-ci ne peut reposer à son tour sur une imposture sociale. C'est vrai que l'on dramatise souvent à l'excès en France nos divisions internes. Et c'est vrai aussi qu'il existe un consensus majoritaire sur quelques points essentiels. Les institutions ne sont plus sérieusement contestées, même si la gauche reste nostalgique d'une lecture parlementaire de la Constitution et du contrat de législature, même

si M. Jacques Chirac doute, entre deux écarts, de la « légitimité » du chef de l'Etat.

Personne ne remet en cause la nécessité impérative d'une défense nucléaire. Personne ne ressuscite le débat sur l'armée de métier. Personne ne prêche — et heureusement — pour l'insoumission et le syndicalisme dans l'armée.

L'indépendance nationale rallie l'ensemble des suffrages. On fait, d'un bord à l'autre, passer les impératifs nationaux devant les liens longtemps affichés — de la solidarité internationale.

(*) Professeur de droit à l'Université de Paris II.

Mais il y a pourtant différentes façons de concevoir la société de demain, différentes approches des choix de l'avenir. Et les discriminations sociales sont ici d'un poids très lourd.

Aux disparités culturelles et économiques s'ajoutent aujourd'hui celles de l'emploi. Qui aggrave les précédentes car les risques de chômage croissent avec les insuffisances de la formation, et l'orientation du départ ne dépend point toujours seulement du mérite de l'enfant.

Que peut-il y avoir de commun entre les France dissemblables et hétérogènes qui s'alignent devant nous ? Entre la France « privilégiée » des secteurs sans chômage (secteur public et secteurs économiques en expansion : nucléaire, informatique, électronique...), la France « vulnérable » des campagnes, du bâtiment, du textile et de la dégringolade, et la France « exclue » des personnes retraitées, âgées et démunies, des travailleurs temporaires, des émigrés ?

Que peut-il y avoir de commun entre les 2 % de foyers ayant les meilleurs revenus et possédant 16 % de la fortune française et les 30 % des plus petits revenus ne disposant que de 12,4 % du total de la richesse des Français ?

La démocratie, certes, ne peut prétendre à l'harmonisation complète des conditions individuelles puisque « les hommes ne sont pas égaux », mais elle suppose un minimum d'indivisibilité : une équité de représentation ; un respect des libertés ; une justice bien administrée et égale pour tous.

Les différents groupes humains qui campent aujourd'hui sur notre territoire sont-ils tous traités d'une manière semblable ?

On aimerait — même si les impératifs de l'ordre public peuvent peser, certains jours, à la sévérité — que ne soient justement traités que les vrais facteurs de troubles, que les procédures judiciaires — qui sont faites pour la protection des personnes — ne soient point détournées de leur sens, que soient écoutés et jugés avec la même équité le pulsant et le misérable, la femme et le mari, l'adolescent et l'adulte, le débiteur et le créancier, le malade et le médecin, l'ouvrier et le chef d'entreprise, la victime et l'agresseur.

On aimerait aussi que l'on ne se retranche point derrière une opinion publique appréhendée ponctuellement au travers de sondages contestables pour empêcher des choix éditoriaux fondamentaux ou qu'après avoir verrouillé nos frontières on ne se donne pas les moyens, par des taxes trop sévères ou injustes, de refouler de notre territoire des travailleurs étrangers qui auraient simplement cessé d'être utiles à notre appareil productif !

La démocratie, ce n'est point seulement une doctrine politique ou une organisation des pouvoirs. C'est un état d'esprit. Qui ne peut naître que d'une longue pratique.

La démocratie se vit et s'édifie tous les jours. C'est un chantier permanent. Que la construction s'arrête ou s'altère, et l'équilibre de tout l'ensemble est compromis. Les impostures, ouvrent toujours la porte aux aventures.

Les géraniums dans le jardin

par LUCIEN SFEZ (*)

Les amis nous disent : « Ce système se dégrade. Les politiciens nous mentent et au cloche nous amènent. Vivant en vase clos, loin des réalités quotidiennes, ils ont un autre langage que le nôtre. Nous, nous avons trouvé notre chemin de vérité. Dans nos petites associations, nous échappons aux contraintes mortifères des grandes organisations, des grandes réglementations économiques, des partis, de l'Etat. »

On nous dit encore : « Les élites nationales ne sont plus crédibles. Il n'y a plus de valeurs, plus de sens. C'est à nous, à la base, à reconquérir le sens perdu, les réalités essentielles de la vie quotidienne. Et qu'importe le lieu où nous agissons. »

C'est la question du sens qui est posée ici : le sens, l'esprit des lois ou du peuple. Il est clair que la mise au travail, par ces descendants, avec un projet venu du haut, n'a plus cours aujourd'hui. Ce ne sont pas les moyens qui manquent, ni les médias. Mais voilà : ça n'embraye plus. On n'y croit plus. Il est confortable d'imaginer un nouveau départ par le bas. On rencontre ici les préoccupations des pouvoirs centraux : les réglementations de papa sont inefficaces. Il vaut mieux laisser faire les vies locales. Laissons s'échapper quelques jets de vapeur et la marmite ne sautera pas.

On perçoit déjà toute l'ambiguïté de cette nouvelle mode des associations et de la vie quotidienne. Libérés certainement qu'accomplissent les milliers d'associations qui naissent chaque année. Normalisation du pouvoir en même temps. Qu'en penser ? Une vision nous hante : celle, idyllique, d'une gestion de la société par des microgroupes qui refusent la bureaucratie. Tout serait alors réglé. La gratuité contre le monde de l'argent, le désintéressement contre la carrière et l'ambition, l'effort personnel dans un groupe collectif militant contre la « marchandisation ». Penser à l'autre, désenclaver la solitude. La vie associative régulerait les corps sociaux par le bas, donnerait un nouveau sens des responsabilités. La reprise s'amorcerait. Une nouvelle cohésion gagnerait peu à peu les sphères élevées.

Ces arguments de bonne volonté sont indiscutables, même si l'on peut penser que les milieux d'Etat sont de trop bon aloi, ne s'achant pas sur ce point que pour en récupérer d'autres.

On posera en revanche une question : on peut limiter la « marchandisation » de la société, mais qu'est-ce qui a produit le phénomène, a rendu abstraits les rapports de représentation, a rendu moins crédibles et l'Etat et ses préteurs, et les médias, et le père, et la mère ? Il convient alors de s'interroger sur les conditions et les contraintes de longue durée, sans quoi tout l'effort associatif, tous les mouvements à la base, toutes les recherches de la vie quotidienne risquent de s'enliser dans le verbiage.

Mieux encore : repérer le fondement commun des analyses du président de la République et des associés de tout poil. N'y a-t-il pas dans les deux cas une vision commune, celle d'une société avec un bas et un haut, un « haut » qui n'irradie

plus de ses rayons, un « bas » en dérive ? Un centre qui ne peut revitaliser ses périphéries qu'il a préalablement dévorées ? D'où alors la nécessité de repartir de ces abîmes périphériques pour redonner chair et sang à l'ensemble.

Divergence ici, et ici seulement. Pour les pouvoirs officiels, la société gagne en cohésion. Pour une bonne partie des associés, un sens nouveau, des valeurs nouvelles peuvent se répandre. Divergence des buts sur décor commun : le haut central opposé au bas périphérique, local. Un seul malheur, cette opposition n'existe pas.

Au départ, les associations remplissent des services collectifs non accomplis par les autorités officielles : Croix-Rouge, pompiers, etc., autant de gratitudes nobles. Aujourd'hui, la situation est bien différente avec la notion de transfert social, sorte de charité inavouée à l'échelle nationale. Nous rencontrons ici deux limites structurelles des sociétés industrielles, capitalistes ou non capitalistes.

La première limite tient à la ségrégation de la consommation. Ainsi en matière de logement. La vie associative est forte, non dans les villes traditionnelles où la population est mêlée, mais dans les nouvelles villes traditionnelles, où la population des hommes et des femmes cherchent une nouvelle identité, se regroupent en associations de résidents homogènes, avec les mêmes problèmes. Associations ségréguées, quartier par quartier, questions par question, qui sont le reflet des structures ségréguées de la consommation. Même les écologistes sont contre-dépensants de ces structures.

Maignon, comme Pechiney ou la C.G.T.

A vrai dire, la question était viciée dès le départ par le schéma linéaire et hiérarchique qui croit incarner la raison unique : les associations sont le bas, le pouvoir est le haut. Il faut faire remonter le bas vers le haut, puisque le haut ne peut plus descendre. Or, dans nos sociétés, il n'est pas plus d'abîmes que de sommets. Maignon est un groupe, comme Pechiney ou la C.G.T., une base, brisons les codes, les apriorismes, laissons les associés se collecter à la règle, la contenance, la violence ou la respect, cessons de les guider à l'avance, selon nos modèles uniformes ; finançons-les et sans tutelle aucune : autant de propos scandaleux pour des légistes français. Mais ne savent-ils pas déjà qu'un nom de leur raison lui gère le non-sens, c'est-à-dire une structure sans haut ni bas. Que l'irrationalité fréquente des microgroupes, l'errance parfois dérisoire des associations, c'est la recherche même du sens, d'un sens nouveau ? Diable, cela mérite au moins une petite réflexion.

En un mot, les géraniums, ne les plaçons pas à l'abri. Laissons-les au grand air, au grand soleil, dans le jardin.

(*) Professeur de sciences politiques à l'université de Paris-IX.

Pour un ministère de l'Administration

par GÉRARD LONGUET (*)

Il faut pour une œuvre de ce type du souffle, de la continuité et de la persévérance. La qualité de l'homme est essentielle, elle est insuffisante. Il faut donner à la France un état-major permanent de la réforme administrative. Trois objectifs devraient lui être assignés :

— « Vider les greniers » : l'administration pratique l'accumulation sédimentaire. Il faut organiser l'allègement permanent, en se posant constamment la question « est-ce encore à l'Etat, structure unitaire et centralisée, d'assurer telle mission ? »

— « Lire entre les lignes » : la France a choisi une voie libérale, mais ses comportements sont empreints d'un socialisme honteux et d'une centralisation insidieuse. Le libéralisme se mérite, s'organise et se défend, et « l'enfer bureaucratique » est pavé de bonnes intentions. Il faut donc lire en libéral toutes les mesures d'organisation administrative.

— « Renforcer l'Etat » en l'allégeant et en l'affranchissant de tout ce qui n'est pas essentiel. L'Etat n'a pas le monopole du service public. Les collectivités

locales, mais aussi les établissements publics, sous toutes leurs formes, peuvent prendre en charge plus de services publics.

Mais ce qui relève de l'Etat doit être assuré avec toute la rigueur de sa haute mission.

Le pouvoir politique s'intéresse à juste titre à l'agriculture, à l'industrie, à la santé, au cadre de vie, au cinéma... Il faut qu'il s'intéresse aussi aux moyens de son action et à l'organisation générale du service public.

Les hommes compétents existent au sein de l'administration. Les cellules de réflexion existent, même si elles travaillent en ordre dispersé. Mais il faut un responsable politique permanent qui ait à l'égard de ses collègues l'autorité d'un ministre pleinement responsable, et, face à l'armée immense des agents du service public, les moyens de réflexion, de proposition et de contrainte.

Pour ne pas devenir une simple fédération de fédération ou de corporation, toute animation des meilleures intentions sans doute, l'administration doit avoir son ministre. Une autorité politique qui prépare le changement et s'oppose au statu quo ne s'oppose pas à l'unité de l'Etat et la poursuite de la démarche libérale et démocratique.

(*) Député de la Meuse (U.D.F.).

Porto
OFFLEY
Distribué par St-Raphaël

Le Monde

étranger

IRAN

L'armée poursuit le « nettoyage » des régions kurdes occupées

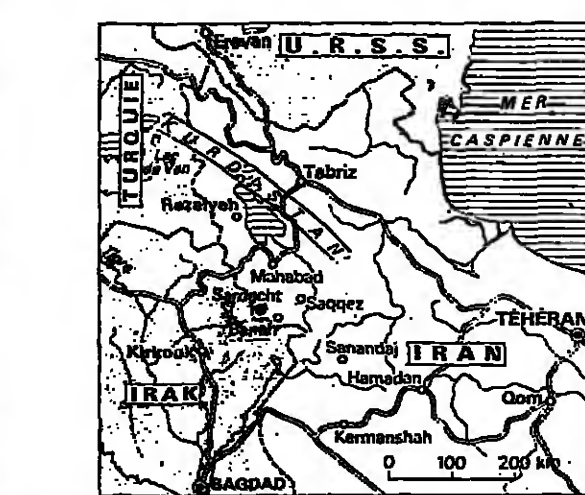
Tandis que les forces de l'ordre iraniennes poursuivent le « nettoyage » des régions kurdes occupées ces derniers jours, des unités se dirigent vers le dernier réduit de la rébellion, le bourg de Sardasht, accolé à l'Irak. La vie paraît revenir à la normale dans la ville de Mahabad, où une bonne partie de la population qui avait fui lors des récents combats semble revenue. Le maintien de l'ordre a été confié aux pasdars (militiens islamiques) et non à l'armée, qui s'est abstenue de pénétrer dans la ville. Elle a cependant établi des barrières sur toutes les routes d'accès, empêchant notamment les journalistes de s'approcher de la localité.

Le premier ministre, M. Bazargan, a annoncé que le gouvernement allait allouer à toutes les provinces iraniennes des crédits d'un montant égal aux revenus d'une journée d'exportation pétrolière, soit environ 70 millions de dollars. Les provinces du Kurdistan et du Khuzestan seront les premières régions à recevoir cette somme pour des projets de développement économique.

L'événement politique de la

journée du mardi 4 septembre a été la rencontre à Qom de l'imam Khomeiny avec l'ayatollah Chahab-Madadi. Les deux adversaires ne s'étaient pas revus depuis plusieurs semaines. L'ayatollah Chahab-Madadi avait dénoncé, le mois dernier, les conditions dans lesquelles se déroulerait l'élection de la Constitution, et avait même menacé de provoquer un soulèvement populaire dans sa province natale de l'Azerbaïdjan. L'imam Khomeiny lui a manifesté des égards particuliers en se rendant à son domicile pour « le féliciter de son récent séjour dans la ville sainte de Mécque ».

Entre-temps, les autorités poursuivent et aggravent leur répression de la presse. Mardi, les quatre correspondants étrangers de l'agence Associated Press ont reçu l'ordre de quitter le pays dans les quarante-huit heures. Les bureaux de l'agence sont fermés jusqu'à l'arrivée d'une nouvelle équipe. Huit autres journalistes occidentaux, dont le correspondant du *Daily Telegraph*, ont été sommés de quitter le pays. Des menaces pèsent sur les trois autres agences de presse occidentales, accusées dernièrement par



le porte-parole du gouvernement d'être des « nids de spions ». Le ministre de l'orientation nationale a, pour sa part, averti les journalistes étrangers qu'ils ne pourraient plus désormais se rendre en Iran avec des visas de tourisme pour effectuer ensuite

des enquêtes professionnelles. Il a indiqué que des sanctions seraient prises contre les journaux étrangers qui s'abstiendraient de publier les démentis et les mises au point que son ministère leur adresserait éventuellement. (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

Moscou commence à critiquer les milieux dirigeants de Téhéran

De notre correspondant

Moscou. — L'U.R.S.S. a catégoriquement démenti le mardi 4 septembre, toute participation dans la rébellion au Kurdistan iranien. Dans un commentaire « autoritaire », l'agence Tass a affirmé que les « déclarations et certaines personnalités influentes d'Iran et des organes de presse de Téhéran (...) n'avaient aucun fondement et étaient insensées de toutes pièces ».

Ce n'est pas la première fois que les autorités soviétiques démentent la rébellion kurde. En avril dernier, elles avaient déjà rejeté les mêmes accusations mais en en identifiant la sources aux « milieux réactionnaires et impérialistes ». Cette fois, sans même ouvertement en cause ni l'imam Khomeiny ni le gouvernement iranien, elles indiquent clairement que les « rumeurs » ont pris naissance dans les milieux qui ne sont pas proches.

Les Soviétiques ne pouvaient pas longtemps leur méconnaissance de l'Iran. Ils ont, sans doute, subi des renseignements satisfaisants que les Américains aient perdu en Iran une base à partir de laquelle ils surveillaient leur territoire et

qu'un régime, qui prétendait jouer dans la région un rôle de gendarme, ait disparu. Mais l'échec des Américains ne s'est pas traduit directement en succès soviétique. L'U.R.S.S. s'inquiète en particulier de la situation en Afghanistan, où les rebelles mullahs ont trouvé des soutiens actifs dans les nouveaux dirigeants iraniens. C'est d'ailleurs à propos de l'Afghanistan que Moscou avait adressé au mois de mars dernier son premier avertissement public au gouvernement de Téhéran.

Les Soviétiques ont, d'autre part, toutes les raisons de s'inquiéter sur l'avenir de leur coopération économique avec l'Iran. Quelques semaines après que la Pravda ait solennellement salué le renforcement d'une « coopération mutuellement avantageuse » et vanté l'accord triangulaire Iran-U.R.S.S.-Europe occidentale comme « profitable à tous les signataires », Téhéran dénonçait un contrat qui prévoyait la livraison, via l'U.R.S.S., de 10 milliards de mètres cubes

de gaz iranien à l'Europe, à partir de 1981. L'attitude de Moscou vis-à-vis du nouveau régime iranien a progressivement évolué. Les Soviétiques ont commencé par lui adresser des avertissements déguisés, destinés apparemment à dissuader les manœuvres et les intrigues impérialistes, mais en fait à mettre en garde contre une évolution jugée dangereuse. Puis ils ont tenté leur analyse de la révolution, insistant sur la place prépondérante occupée au pouvoir par les milieux de la petite et moyenne bourgeoisie qui se sont révélés comme « les adeptes les plus zélés de Khomeiny ».

Considérant le caractère « peu ordinaire et même unique » de la révolution iranienne, le spécialiste du Moyen-Orient de la Pravda se demandait, il y a quelques semaines, s'il était possible de « trouver dans le Coran des réponses aux questions du vingtième siècle ». Mais il a fallu attendre la répression contre le parti communiste Tondch (proche de Moscou)

pour que l'U.R.S.S. critique les orientations de l'imam Khomeiny. Encore l'a-t-elle fait de manière indirecte, en citant abondamment les déclarations du Tondch et en soulignant « l'incertitude sur le sort de la révolution manifestée notamment par les forces démocratiques (iranienne) qui ont supporté les plus grands sacrifices pendant la lutte contre le chah ».

En dehors du démenti sur leur participation aux combats du Kurdistan, les Soviétiques continuent à s'abriter derrière le parti Tondch ou les divisions de la presse occidentale pour manifester un discret soutien à la cause des rebelles. L'agence Tass a largement repris une lettre du comité central du Tondch se prononçant pour l'octroi aux Kurdes de l'autonomie « dans le cadre de l'unité nationale de l'Iran ».

La publication de ces déclarations par la presse soviétique témoigne moins de la sympathie, incertaine, des dirigeants du Kremlin pour l'autonomie kurde que de leur désapprobation générale de la révolution politique en Iran.

DANIEL VERNET.

UN LIVRE DE L'IMAM KHOMEINY

« Pour un gouvernement islamique »

L'Islam est la religion de ceux qui luttent pour la justice, la liberté et l'indépendance. Il est l'école des combattants contre le colonialisme. Mais cette image a été faussée pour le public, et la représentation accrue, que l'on en donne dans les centres d'études religieuses a bien sûr pour but de dévaloriser l'Islam et de masquer ses caractéristiques révolutionnaires et dynamiques (...). Les éléments dont il a été question plus haut ont, par exemple, répandu l'idée que l'Islam n'était pas une religion, mais une doctrine, ou qu'elle n'était pas une religion de la vie, qu'elle n'avait ni doctrine, ni lois, ni système gouvernemental, en un mot qu'elle s'occupait bien de quelques principes relatifs entre autres à la « construction » des femmes ; à la rigueur, on lui accorde une morale, mais rien au niveau de la vie ou de l'administration de la société (...).

L'Islam ne reconnaît pas la royauté. Si c'est un défaut, soit ! L'Islam est définitif. De même qu'il n'a rien prévu pour la propriété capitaliste, le système bancaire à base d'usure, la vente de l'alcool ou la prostitution, pour la bonne raison que ces choses ont été interdites à la base. Et ce sont les équipes gouvernementales mises en place par le colonialisme qui cherchent à instaurer ce genre de pratiques dans les pays musulmans (...).

On insiste souvent sur le caractère draconien et cruel des lois pénales islamiques. Quelqu'un a même eu l'audace d'écrire : « Ce sont des lois impitoyables d'origine arabe, c'est la cruauté des Arabes qui a donné naissance à ce genre de loi ! ».

Je m'étonne beaucoup de cette manière de penser.

Pour un gouvernement islamique, la seule œuvre politique connue de l'imam Khomeiny, publiée lors de son exil en Irak, en 1971, est *« Pour un gouvernement islamique »*. Livre-manifeste, l'ouvrage expose les propos, les gestes et les réactions d'un homme qui s'applique désormais à modeler l'Iran selon ses propres conceptions de l'Islam chrétien. Nous extrayons les passages suivants de la préface rédigée par l'imam Khomeiny.

déjà comme cruel, tandis qu'extérieurement, les plus sévères de l'hérésie ne l'est pas. Pourtant nous savons combien de maux rencontrés dans la société ont pour origine la consommation de l'alcool : accidents de la route, crimes, suicides, et il semble que même l'usage de l'hérésie provienne de l'accoutumance à l'alcool. Cependant l'alcool est interdit chez nous, car en Occident sa commercialisation est libre.

En ce qui concerne la prostitution, qui est l'une des conséquences les plus éhontées de la consommation de l'alcool, si nous laissons de quatre-vingts coups de fouet, ou que nous sévèreront pour déclarer que nous sommes cruels et que c'est la faute des Arabes ! Alors que les lois pénales islamiques sont nées pour le bien de toute une vaste communauté. La prostitution qui se répand de nos jours si largement au point de devenir un fléau dévastateur et corrompeur de générations entières, et un frein au travail, n'est que le corollaire de ces débâcles et de ces conditions. Dans ces conditions, si l'Islam ordonne de fouetter publiquement un individu en vue d'empêcher la corruption de s'installer chez les jeunes, faut-il appeler cela de la cruauté ? (...)

A l'époque du Prophète, les lois n'étaient pas seulement rédigées puis promulguées, mais également appliquées. Le Prophète exécutait lui-même ces lois : il coupait les mains des voleurs, infligeait les châtiments lapidaire. Le calife lui-même était là pour cela. C'est en ce sens que l'établissement du gouvernement est nécessaire aussi que l'organisation des pouvoirs exécutif et administratif : ils font partie intégrante de l'exercice du pouvoir de même que font partie de la foi les luttes et les efforts pour y accéder.

Les politiques au peuple que les dix-huit (1) ne se contentent pas de rester dans un coin à Qom ou à Najaf à étudier quelques pro-

blèmes secondaires — tel celui de la construction chez les femmes, en se contentant de la politique, puisque la religion doit être séparée de la politique ! Coupez court aux rumeurs propagées par les colonialistes et aux propos d'adhésion à l'époque du Prophète, y avait-il la classe des clercs, puis celle des hommes politiques ? Et sous les califes, vrais ou faux, sous les califes d'Al ? Ces propos sont tenus par les impérialistes et leurs agents politiques pour détourner la religion des affaires terrestres et l'écarter de l'organisation de la communauté musulmane ; pour séparer les oulémas du peuple et des combattants pour la liberté et l'indépendance. C'est leur seul moyen pour imposer au peuple et s'emparer de nos richesses. C'est ainsi leur unique objectif.

Quant à nous, musulmans, si nous ne faisons rien d'autre que des prières, les colonialistes nous laisseront tranquilles ! Mais nous ne devons pas nous permettre de s'emparer de nos richesses et nous contenter de prier sous prétexte que Dieu les punira et que nous serons récompensés après la mort ! Si nous suivons cette logique, il ne nous arrivera rien. Souvenez-vous de cet Anglais au moment de l'occupation de l'Irak qui demanda un jour si l'appel à la prière lancé du haut des minarets par le muezzin comportait quelque danger pour la politique anglaise. Le Non, lui répondit-on. Laissez-le donc dire ce qu'il veut.

Si vous ne vous occupez pas de la politique des colonialistes, si vous réduisez l'Islam aux prières, certes vous avez l'habitude de discuter et si vous ne dépensez jamais cette frontière, on ne vous fera rien, on ne vous dira rien. Fiez-vous à vous pour vous. Pendant ce temps-là, les impérialistes n'auront d'eux que pour votre prière. Que voulez-vous que vos prières leur fassent ? Ils réclament nos mines, ils veulent transformer notre pays en un musée à leur service ! Et c'est bien pour cette raison que nos équipes au pouvoir, qui leur sont

dévouées, freinent notre industrialisation et ne créent chez nous que des industries de montage. Ils préfèrent que nous ne vivions pas comme des hommes, car ils ont peur des hommes. Ce sont des hommes qui ne peuvent se reproduire, et leur influence peut devenir telle qu'ils constituent un danger pour le despotisme. Le colonialisme et les gouvernements qu'il soutient ne peuvent que nous dévoter.

Chaque fois qu'est apparu un homme de grande envergure, ou bien ils l'ont tué, ou emprisonné, ou exilé, ou ils l'ont enchaîné de telle sorte qu'il ne puisse que leur soit dévoué. En bien, politique, le Prophète l'était ! Ne vous laissez pas abuser par les fausses propagandes qui veulent nous enchaîner de la politique et des affaires ayant trait à la société et nous empêcher de combattre les États traités et leurs politiques anti-populaires de l'Islam. Ils veulent tout simplement agir comme ils l'entendent, sans que personne leur barre la route.

M. Dayan

ISRAËL

ACCUEILLI EN GRANDE POMPE A HAIFA

Le président Sadate insiste sur la nécessité d'une « paix globale »

« Mes chers cousins. C'est par ces mots que le président Sadate a commencé, mardi 4 septembre, sa seconde allocution à la tribune d'honneur, où il a été accueilli par le maire de Haïfa. Après avoir réaffirmé sa volonté et celle du peuple égyptien de ne plus permettre que du sang soit versé », il a assuré ses auditeurs que, « grâce à nos efforts conjugués, ceux de mon cher ami Menahem Begin et les miens, nous réussirons à réaliser la volonté de nos peuples, de vivre à jamais dans la paix et la fraternité ».

C'est escorté par des navires de guerre israéliens et égyptiens que le président Sadate était arrivé à Haïfa à bord de son yacht « Horreya ».

Des avions à réaction Kfir ont survolé le « Horreya » alors qu'il accostait, et une fanfare de l'armée a accueilli le rais tandis que des élèves officiers de la marine israélienne en uniforme blanc se tenaient de part et d'autre d'un tapis rouge déroulé jusqu'au pied de la passerelle.

De notre correspondant

Haïfa. — A chaque nouvelle rencontre entre les dirigeants égyptiens et israéliens, les rayons de soleil de plus en plus détendus. La première journée de la visite du président Sadate à Haïfa a confirmé cette impression. Au cours du dîner offert en son honneur, mardi soir, le chef de l'Etat égyptien a souligné les progrès de la « confiance mutuelle » entre les deux pays. M. Sadate avait insisté précédemment sur le caractère irréversible du processus de paix, mais il a surtout retenu l'attention de son auditoire en accordant dans son discours une large place à la question palestinienne, laissant entendre ainsi que, en dépit des progrès réalisés dans les relations bilatérales entre Israël et l'Egypte, les divergences de vues sur cette question restent un obstacle sur la voie d'une normalisation véritable. C'est du moins l'interprétation qui a été retenue dans la plupart des milieux politiques israéliens, avec souvent une certaine inquiétude.

« Ce serait une grave erreur dont on ne peut payer le prix », a déclaré le président Sadate. « C'est en ayant cela présent à l'esprit, a-t-il ajouté, que nous devons forger notre détermination d'ouvrir la voie vers un règlement juste du problème palestinien. Le rais à préciser que ce problème réside « le cœur de tout le conflit ». Il a, d'autre part, fait remarquer que la « réalisation des droits légitimes du peuple palestinien n'est pas incompatible avec les intérêts d'Israël ».

Ces propos n'étaient pas neufs, mais l'insistance avec laquelle ils ont été tenus a suscité la mauvaise humeur de certains membres de la majorité gouvernementale. Le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, a explosé de colère lors au cours d'une interview télévisée, les raisons de ses récentes rencontres avec des personnalités proches de l'O.L.P. dans les territoires occupés. M. Dayan a profité de l'occasion pour bien préciser qu'il n'était pas question de modifier la position d'Israël, hostile à toute négociation avec l'O.L.P. Il a toutefois ajouté que cette attitude n'était pas une raison pour refuser tout dialogue avec les représentants de la population des territoires occupés, mais qu'il s'agissait d'une question de principe.

Le président du groupe du Likoud à la Knesset, M. Abraham Shari, a déclaré lundi que M. Dayan avait causé un grand dommage au combat d'Israël contre l'offensive diplomatique de l'O.L.P. Par ailleurs, un autre député du Likoud a dénoncé la politique « personnelle » de M. Dayan et réclamé que l'on remette ce dernier « à sa place ».

Il y a eu peu de commentaires jusqu'à présent en Cisjordanie à propos de la dernière rencontre entre M. Dayan et le Dr Ahmed Hamzeh-Natché (*le Monde* du 5 septembre). Cependant, M. Bassem Chkhat, maire de Naplouse, a vivement critiqué la démarche du ministre israélien des affaires étrangères, « en déclarant : « M. Dayan essaie de créer en Cisjordanie un nouveau leadership à la place de l'O.L.P., mais il n'y réussira pas ». M. Chkhat, qui est proche de l'O.L.P., semble faire allusion au fait que le Dr Hamzeh pourrait, lors des prochaines élections municipales en Cisjordanie, en 1980, créer des listes de tendance communiste, distinctes de celles favorables à l'O.L.P.

Le gouvernement militaire de Cisjordanie a pris, lundi, un certain nombre de mesures pour empêcher que d'éventuelles manifestations ne se déroulent à Jérusalem-Est. Le gouvernement militaire craignait que la réunion prévue mardi pour la manifestation de la politique du président Sadate et ne se termine par une manifestation.

FRANCIS CORNU.

Dans le Sud-Liban

RUDE JOURNÉE POUR L'AMBAassadeUR DES ETATS-UNIS

Beirut (A.F.P.). — Le gouvernement libanais a tenté et réussi, le mardi 4 septembre, une « opération vérité » dont les résultats étaient aléatoires : enlever les ambassadeurs en poste à Beyrouth dans le sud du Liban, et, plus précisément, à Tyr, dont le contrôle lui échappait complètement au profit des Palestiniens, pour leur montrer les dégâts causés par les bombardements israéliens.

Plusieurs ambassadeurs étaient en poste à Beyrouth, mais John Gunther Dean, avait choisi de participer personnellement à la visite, « dans l'intérêt du Liban », a-t-il dit. L'ambassadeur a passé une rude journée.

Dès l'arrivée à Saïda, la capitale du Sud, il était patent qu'il serait la vedette de cette journée. A l'intérieur même du *mohawzar* (préfecture), cent cinquante à deux cents réfugiés du Sud — ils sont des dizaines de milliers à Saïda — le poursuivaient, l'interpellant avec véhémence, en arabe, à 30 centimètres du visage.

A Tyr, ville à peu près vidée de ses habitants par les bombardements israéliens, l'ambassadeur a fait le tour d'un quartier bombardé, mais, lorsqu'il a voulu recueillir sa voiture, des scènes très pénibles ont éclaté : chacun voulait que M. Gunther Dean aille voir les ruines de sa maison. L'ambassadeur est alors redescendu de sa voiture pour aller voir les ruines d'une maison parmi beaucoup d'autres.

Partout les demandes étaient les mêmes : « Nous ne voulons plus d'aucun étranger ni même de la FINUL (Forces intérimaires des Nations unies au Liban) à la limite. Nous voulons la paix et la présence de l'armée libanaise ».

Ecole des Attachés de Direction

Ecole supérieure de gestion. L'EAD, forme des cadres aptes à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'entreprise.

Cinq options professionnelles définissent le profil de sa formation et ouvrent des débouchés réels :

ÉCONOMIE ADMINISTRATION DÉVELOPPEMENT

15, rue Soufflot, 75240 Paris cedex 05. Tél. 329-97-60

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

Tunisie

National congrès du parti unique se place
le signe de l'ouverture et de la libéralisation

Le congrès national du parti unique tunisien, qui s'ouvre à Tunis, est marqué par une atmosphère de libéralisation. Les débats sont plus ouverts que par le passé, et les participants ont l'impression d'être écoutés. Le congrès se déroule dans une ambiance de confiance et de coopération.

Le congrès national du parti unique tunisien, qui s'ouvre à Tunis, est marqué par une atmosphère de libéralisation. Les débats sont plus ouverts que par le passé, et les participants ont l'impression d'être écoutés. Le congrès se déroule dans une ambiance de confiance et de coopération.

MICHEL DEURE

AFRIQUE

LE MENSUEL

Al sommaire
de septembre

- SAHARA : L'indépendance
- CENTRAFRIQUE : Le régime de Bangui
- GHANA : Le régime de Nkrumah
- DOSSIER DU MOIS : L'Afrique du Sud
- COMMONWEALTH : Le rôle de l'Organisation
- CONGO : Le rôle de l'Organisation

Dans les kiosques, 5F

Octobre à Juin
• Plein-Temps
• Paratèle

IPEC

AMÉRIQUES

Chili

L'ASSOCIATION
FRANCE-AMÉRIQUE LATINE
PROTESTE
CONTRE LA VISITE PROCHAINE
DE M. CUBILLOS À PARIS

Les protestations se multiplient à l'approche de la visite de travail en France de M. Hernan Cubillos, ministre chilien des affaires étrangères, qui doit être reçu le 12 septembre, à Paris, par M. Jean-François Poncelet, l'Association France-Amérique latine « dénonce », dans un communiqué publié mardi 4 septembre, cette visite qui est destinée, selon elle, à « améliorer l'image internationale du régime chilien » et à « approfondir les liens, déjà trop nombreux, entre les gouvernements français et chilien et faire aboutir des projets importants de coopération ». L'Association rappelle que quinze cadavres de personnes portées disparues depuis 1973 ont été découverts dans la mine abandonnée de Longue et que les coupables, des carabiniers, viennent d'être amnistiés. D'autre part, l'Association rappelle que le 21 août, après avoir été torturé par les services de sécurité, M. Cubillos est depuis mardi à Madrid, après une « visite préventive » à Londres, au cours de laquelle il a cependant rencontré lord Carrington, secrétaire au Foreign Office. Le ministre chilien n'est pas parvenu à convaincre les Britanniques de rétablir les relations diplomatiques avec son pays. Celles-ci avaient été rompues en 1975 en raison des sévices infligés par la police chilienne à Mme Shelia Cassidy, une ressortissante britannique, qui a été relâchée par la suite et autorisée à rentrer en Grande-Bretagne. Des parents de personnes disparues au Chili pourvont d'autre part, depuis lundi, une grève de la faim à l'église Saint-Merri, dans le quatrième arrondissement, à Paris, pour obtenir des informations sur le sort de ces personnes, et par solidarité avec des mouvements identiques dans plusieurs églises de Santiago.

* 11, rue du Calvaire, 75002 Paris.

Argentine

La « solution finale » du problème des disparus

Un appel de Julio Cortazar et de Carlos Fuentes

Une journée de jeûne est organisée jeudi 6 septembre à l'église Saint-Séverin, à Paris, par le Comité de solidarité avec les familles de disparus et emprisonnés en Argentine. Le but de cette manifestation est de soutenir l'action des parents de disparus en Argentine, ainsi qu'en Uruguay, et de dénoncer les projets de loi visant à considérer comme décedés les disparus argentins qui n'auraient pas répondu dans un délai de quatre-vingt-dix jours à une convocation par voie de presse devant un juge.

A propos de cette loi, l'écrivain argentin Julio Cortazar et l'écrivain mexicain Carlos Fuentes nous ont fait parvenir l'appel suivant :

« Les projets de loi annoncés par la dictature militaire le 22 août dernier légalisent ou entérinent la mort de milliers d'opposants politiques, « disparus », c'est-à-dire enlevés, torturés et détenus dans les camps de concentration du régime. Ils sont quinze mille selon Amnesty International, vingt-cinq mille selon les organismes qui défendent les droits de l'homme en Argentine, trente mille à trente-cinq mille selon d'autres estimations. » Ils ont été enlevés par des commandos militaires au plus profond de la nuit. En plein jour, les militaires prétendent ne rien savoir d'eux. Cette formidable opération d'hypocrisie de la dictature argentine, arrivée à sa conclusion, est destinée à « punir » les « disparus » et à la suite d'un avis diffusé par la presse, ne se manifesterait pas dans un délai de quatre-vingt-dix jours. Il n'est pas pensable que la dictature militaire ouvre ses camps de concentration pour que les disparus se présentent devant le juge qui les a fait disparaître. La liquidation des « disparus » a déjà commencé. » Cette « solution », accélérée par l'arrivée de la commission

des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains qui se rend à Buenos-Aires le 6 septembre, a bien un antécédent : la « solution finale » du problème juif perpétrée par les nazis. On trouve à Auschwitz un curieux livre de comptes qui date de cette époque. A côté des noms, âge, nationalité du déporté, figure l'heure du « décès » et la cause de celui-ci : grippe, influenza, typhoïde, grippe, des pages et des pages d'influenza et de grippe mortelles. La dictature militaire argentine a préféré que les tribunaux légalisent le terrorisme d'Etat et le massacre des opposants politiques.

L'opinion publique mondiale, les organismes internationaux, les gouvernements démocratiques, ne doivent pas permettre que ce crime, ces milliers de crimes soient passés sous silence. Cela aussi ébranlerait la légalité. Nous demandons à la prochaine Assemblée générale des Nations unies de condamner et de sanctionner la dictature du général Videla. Le peuple argentin ne mérite pas pareille solitude. »

* COSOPAM, 76, rue de la Verrière, 75004 Paris.

● Le FIDA (Fonds international pour le développement agricole), agence spécialisée des Nations unies, vient d'accorder un prêt de 7,5 millions de dollars au Paraguay pour financer des projets agricoles dans l'est du pays.

ASIE

CORRESPONDANCE

Une mise au point de l'ambassade de Corée du Sud

A la suite de la publication d'un article sur le cas d'un membre du KOTRA (organisme sud-coréen chargé du commerce extérieur) qui avait demandé l'asile politique en France avant de changer d'avis et de rentrer dans son pays (le Monde daté 26-27 août), nous avons reçu de M. Chang Duk Sang, attaché de presse de l'ambassade de Corée du Sud, une lettre dont voici quelques extraits :

Démentant que cet officier, M. Hahn, ait été contraint de rentrer en Corée du Sud, M. Chang affirme que « tout au contraire, des pressions ont été exercées sur M. Hahn, pendant qu'il se trouvait, par plusieurs sympathisants du régime de Pyongyang, notamment par l'un de ses anciens disciples à l'université de Séoul, M. Yi Yu Jin, qui le conduisit à la délégation commerciale de Pyongyang à Paris (...) on l'a tenté de le persuader du danger qu'il courait s'il rentrait à Séoul, lui qui venait d'adresser une demande d'asile politique au gouvernement français, et on l'incita à se rendre à Pyongyang. »

« Quelque temps après, M. Hahn, qui n'est pas communiste, se rendant compte qu'il était tombé dans un piège tendu par les Nord-Coréens, décida de rentrer à Séoul. C'est pourquoi il se présente au

KOTRA et demande la protection de sa sécurité personnelle, menacée par les Nord-Coréens. (...) »

Cette affaire peut paraître mystérieuse si l'on ne tient pas compte du bouleversement dans la vie d'un officiel coréen causé par la fin tragique de son épouse — suicidée — fin qui était donné les structures de la société coréenne, serait peut-être mal comprise par la famille de la jeune femme. D'où le brusque départ de ce dernier, immédiatement à Séoul, de rester quelque temps encore en France, où un simple permis de séjour aurait pu, dans ce cas, n'être pas accordé. (...) »

« La « mise au point » de l'ambassade sud-coréenne ne contribue pas à désigner l'échec de cette romanesque affaire. Elle n'explique pas pourquoi M. Hahn a demandé l'asile politique et a fait part à ses amis de sa peur d'être assassiné et pourquoi, finalement, il s'est ravisé et est rentré à Séoul. Les choses seraient sans doute plus claires si le régime du général Park ne voyait pas systématiquement tout opposant, un « agent nord-coréen », et si M. Hahn avait été autorisé par ses « protecteurs » à rencontrer des journaux français liés d'appartenance seulement lors d'une « conférence de presse » réservée à ses seuls compatriotes dans les locaux de l'ambassade. — F. de B. »

Institut de Gestion de Personnel

RECRUTEMENT DE LA PROMOTION 79-81

L'INSTITUT DE GESTION DE PERSONNEL est un programme spécialisé d'insertion professionnelle, développé par l'Institut de Gestion Sociale.

25 diplômés, niveau DUT, DEUG, BAC + 2 seront sélectionnés, pour suivre un cycle de formation technique de 2 ans, organisé en alternance (entreprises-école) avec les milieux professionnels et débouchant sur les carrières de relations sociales et de gestion des hommes.

La sélection se fera en septembre.
Renseignements et inscriptions :
25, rue François 1^{er} - 75008 PARIS

TÉLEX PARTAGÉ

ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

Bienheureux les retardataires.

(Ils paieront moins cher leur voyage vers l'Irlande).

De quelque façon qu'ils s'y prennent, ceux qui ont attendu pour partir que tout le monde ou presque soit rentré seront récompensés.

Voulez-vous laisser leur voiture en France écouter de belles histoires de bouchon ? Depuis le 1^{er} septembre, ils ont, s'ils sont au moins 2, un jet Aer Lingus et une voiture à kilométrage illimité pour explorer l'Irlande pendant 6 jours avec le volant à droite, histoire de changer un peu. Le tout pour 1.475 F par personne.

Voulez-vous aller directement en Irlande avec leur voiture ? Toujours depuis le 1^{er} septembre, il leur suffit

de partir à 4 pour qu'elle ne paye rien sur le Saint-Patrick et le Saint-Killian, les bateaux qui partent tous les jours du Havre ou de Cherbourg vers l'Irlande (s'ils ne sont que 2 ou 3, elle paiera demi-tarif).

Bref, si on n'est pas parti, il n'y a vraiment aucune raison de rester. Et plein de raisons d'aller voir un Agent de Voyages et de lui parler de l'Irlande à cet homme.

Irlande
Allez loin sans aller loin.

J'aimerais recevoir votre documentation "Irlande pour les retardataires" UN
Nom _____
Adresse _____
Envoyez ce coupon au Tourisme Irlandais ou venez nous voir 9 Bd de la Madeleine 75001 Paris ou téléphonez au 061.84.06

Cet ouvrage sera tiré selon le nombre de souscriptions et relié au fur et à mesure des demandes.
le livre capital sur la peinture

LE TRAITÉ DE LA PEINTURE de LÉONARD DE VINCI

Ce texte, toujours d'actualité, est aujourd'hui introuvable dans sa totalité. Jean de Bonnot propose aux amateurs de livres rares et précieux cette œuvre magistrale dans ses versions française et italienne.

Le TRAITÉ DE LA PEINTURE qui révèle les secrets perdus du "Grand Art", comporte notamment les étonnantes dessins de Léonard figurant dans les manuscrits originaux.

Traduction nouvelle d'André Keller, diplômé de la Société Dante Alighieri de Rome, précédée par la biographie de Léonard rédigée en 1550 par Giorgio Vasari.

Toujours épris de raretés, Jean de Bonnot a retrouvé l'édition italienne du Traité, imprimée à Bologne en 1786, où figurent les dessins de Léonard de Vinci, gravés d'après les interprétations de Nicolas Poussin.

En tout, 307 illustrations parfaitement reproduites en parant directement des gravures originales de l'époque.

Edition en un volume unique d'environ 600 pages, grand format in-quarto (21 x 27 cm).

Cette édition intégrale du "Traité de la Peinture" de Léonard de Vinci est un livre précieux par la noblesse de ses matériaux et sa fabrication dans les grandes traditions de l'artisanat ancien : plein cuir de mouton d'une seule pièce pour la reliure et or fin véritable pour le décor du dos et de la tranche supérieure, frappe à froid des deux plats, papier vergé chiffon



à la forme ronde filigranée dans la masse, pages de garde, signet et tranche-fils assortis.

Quel surprenant personnage que Léonard ! Il domine toute la Renaissance et son influence se manifeste jusqu'à nos jours. Son Traité notamment a guidé tous les grands maîtres de la peinture, de Rubens aux impressionnistes. Les cubistes eux-mêmes et les artistes les plus révolutionnaires d'aujourd'hui y ont trouvé matière à réflexion. On peut dire sans exagération que la compréhension de la peinture passe par Léonard et son Traité. Ce livre est une somme. On y trouve à côté des conseils pratiques pour peindre, dessiner, construire un tableau, des pensées et des réflexions d'une élévation d'esprit qui rejoint Pascal.

Peintre, sculpteur, architecte, urbaniste, ingénieur, anatomiste, physicien, il était universel et eut un destin à la mesure de son génie. Fils naturel et sans fortune, il vécut dans l'intimité des grands et mourut en France dans les bras de François I^{er} à qui il légua la Joconde, le 2 mai 1519.

Garantie de fabrication

J'atteste que mon papier est un véritable papier chiffon, vergé au naturel, que les peaux de mouton de mes reliures sont coupées d'une seule pièce sans couture ou collage apparent ou caché, que les lers utilisés pour le décor des plats et du dos sont gravés à la main et signés, que l'or employé est de l'or véritable tirant 22 carats.

ci-dessus spécimen du dos de la reliure réduit.

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une estampe originale sur bois représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision. Jean de Bonnot.

BON à renvoyer à JEAN DE BONNOT 712 St-Honoré, 75392 Paris Cédex 08 1

Envoyez-moi, à l'adresse ci-dessus, le premier volume du Traité de la Peinture de Léonard de Vinci auquel vous joindrez ma gravure en cadeau. Quelle que soit ma décision, je garderai ma gravure.

Deux possibilités de paiement me sont proposées (mettre une croix dans la case choisie) :

☐ régler à réception, au facteur, la somme de 91,00 F + 24,55 F de frais de port T.T.C., soit 115,55 F.

☐ Joindre à ce bon de souscription un chèque de 91,00 F.

Je bénéficie alors des frais de port qui restent à votre charge.

Si je ne suis pas convaincu de la valeur et des soins apportés à la réalisation de cet ouvrage et décide de vous le renvoyer, je serai intégralement remboursé de la somme versée, y compris des frais de port si j'ai réglé à réception.

Nom _____
Prénoms _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Signature _____

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

DEUX ANS APRÈS L'AFFAIRE SCHLEYER

Les autorités ont obtenu d'importants résultats dans la lutte contre le terrorisme

Le lundi 5 septembre 1977, en fin d'après-midi, un groupe de la Fraction Armée rouge enlevait dans un faubourg de Cologne le président du patronat ouest-allemand, Hanns-Martin Schleyer, après avoir tué les quatre membres de son escorte.

C'était le début d'une longue « affaire » qui, durant un mois et demi, occupa tous les

esprits outre-Rhin et retenu l'attention du monde entier.

Cette affaire a trouvé un triple épilogue le 18 octobre, lorsqu'un commando, venu de la République fédérale, a pris d'assaut le Boeing de la Lufthansa qu'un second groupe terroriste avait détourné le 13 octobre pour faire piler

le gouvernement de Bonn devant les exigences des ravisseurs — qui réclamaient notamment la libération de la plupart des « chefs historiques » de la Fraction Armée rouge détenus en R.F.A. — puis avec le triple suicide, dans leur prison de Stammheim, d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe, et, enfin, avec la découverte du corps de Hanns-Martin

Schleyer dans le coffre d'une voiture à Mulhouse, le 19 octobre.

Deux ans après le début de l'« affaire Schleyer », Bernard Brigouleix dresse le bilan de la lutte, parfois spectaculaire, mais le plus souvent discrète, que les autorités ouest-allemandes ont menée non sans succès contre le mouvement terroriste depuis cette date.

Lorsque, voici exactement deux ans, Hanns-Martin Schleyer fut enlevé à Cologne, en plein après-midi, et ses quatre accompagnateurs — dont trois policiers — assassinés, la R.F.A. semblait depuis plusieurs années malade de ses terroristes. Situation qui contrastait singulièrement avec les succès de son économie et la stabilité de son régime politique, et qui suscitait chez ses amis une consternation mêlée parfois de la crainte d'une possible contagion. Chez ses adversaires au contraire, l'Allemagne de l'Ouest fut prompt à déceler une certaine joie maladroite devant ses malheurs, une « Schadenfreude », comme disent les Allemands. Faisant suite à une longue liste d'attentats, chantages et autres coups de main, l'affaire de Cologne parut confirmer aux yeux de l'opinion mondiale, et d'abord en République fédérale elle-même, que la R.F.A. s'enfonçait dans une ère de terrorisme particulièrement sombre.

Paradoxalement, le calme observé depuis l'épilogue de cette opération, le 18 octobre 1977 à Mogadiscio, autorise à se demander si celle-ci n'a pas, au contraire, marqué le terme, sinon de toute forme de terrorisme en Allemagne fédérale, du moins d'une phase essentielle de la lutte armée contre le régime de Bonn. Au point que, tout récemment, le quotidien espagnol ABC citait, dans son édition dominicale, « l'exemple allemand » de victoire sur le terrorisme.

Sans doute convient-il de se montrer prudent : l'histoire du mouvement terroriste d'extrême gauche outre-Rhin, né à Berlin voici douze

ans, a déjà fourni d'autres exemples de relative accalmie, et il serait sans doute prématuré de parler de son extinction. Mais le fait est que depuis deux ans, aucun attentat de quelque importance n'est venu troubler la vie publique ouest-allemande.

Il est vrai que le succès remporté par les autorités lors de la prise d'assaut du Boeing de la Lufthansa à Mogadiscio et, peut-être plus encore, la mort dans leur prison de Stammheim de trois des principaux fondateurs de la Fraction armée rouge, Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe (même si la thèse du suicide a été vivement contestée par certaines personnalités et organisations d'extrême gauche, en R.F.A. et ailleurs) avaient de toute façon porté un coup sévère au mouvement.

Depuis deux ans, activement mais

sans tapage, Bonn s'est attaqué au démantèlement du terrorisme. Ce combat a été mené sur trois fronts : la prévention des attentats, la répression de leurs auteurs et un certain effort de réinsertion des anciens terroristes « amendés » dans une vie plus normale.

La prévention de nouveaux attentats était d'autant plus urgente et impérative pour les autorités ouest-allemandes que la Fraction armée rouge, après l'échec du détournement de Mogadiscio, avait annoncé qu'elle ferait exploser en vol trois appareils de la Lufthansa à partir du 15 novembre 1977, à la fois pour « punir » la compagnie aérienne ouest-allemande de sa coopération avec le gouvernement, pour frapper la R.F.A. dans un domaine qui lui tient particulièrement à cœur : l'économie — et pour entretenir le

L'affaire de la Lufthansa

En liaison avec les autorités de police des nombreux pays où la compagnie fait escale, d'importantes mesures de sécurité ont été prises.

Il n'était, pour s'en convaincre, que d'emprunter, à Orly, un vol de la Lufthansa quelques jours après le 15 novembre : l'appareil était entouré de gardes mobiles mitrailleurs au poing, puissamment éclairés par des projecteurs, les bagages à main et de toute minutieusement fouillés — de même, naturellement, que les passagers — et ceux-ci devaient d'attendre leurs valises avant de monter à bord.

Mais ce cérémonial impressionnant ne constituait que la partie la

plus visible du dispositif de sécurité. Les instructions spéciales données aux contrôleurs de la navigation aérienne, par exemple, remplissaient plusieurs gros volumes. Les « aiguilleurs du ciel » devaient notamment faire effectuer une montée très rapide aux avions de la Lufthansa, et un grand virage très serré dès que l'altitude, la vitesse et la météo le leur permettaient. Une voiture de gendarmerie accompagnait l'avion durant tous ses déplacements au sol. Il était, en outre, interdit de prononcer, à la radio, pour les communications entre l'avion et la tour de contrôle (ou le centre de contrôle régional) le nom de la compagnie

Ces mesures n'ont pas dispensé le gouvernement de Bonn et ceux des différents Länder de lancer, pour retrouver les auteurs des précédents attentats, et tout particulièrement celui de Cologne, la plus vaste opération policière jamais organisée en République fédérale. Durant les semaines qui ont suivi l'enlèvement de Hanns-Martin Schleyer, près de cinq cent mille personnes ont été contrôlées dans l'ensemble du pays. Des centaines de suspects ont été interpellés. Au point que le « milieu » ouest-allemand s'est ému de cet inhabituel déploiement de forces, et s'est mis, assurément certains, à rechercher lui-même les terroristes.

Dès octobre 1977, le gouvernement avait lancé un appel solennel à la population pour qu'elle aide la police dans sa recherche des auteurs des précédents assassinats de personnalités. M. Walter Scheel, alors président de la République fédérale, devait y insister à nouveau quelques semaines plus tard. La célèbre affiche des quelque vingt « terroristes recherchés d'urgence » (« dringend gesuchte Terroristen ») couvrit en quelques jours les murs de tout le pays.

Cette mobilisation générale n'allait pas tarder à créer, dans les milieux de la gauche libérale ouest-allemande, un certain malaise. Y compris chez des personnalités qui, comme Heinrich Böll ou Günter Grass, avaient clairement condamné le terrorisme, n'en déplaisait aux amalgames démagogiques et aux simplifications abusives de certains journaux de droite. En outre, elle ne semble pas avoir beaucoup aidé la police — et ce n'est à mesurer les erreurs et les négligences commises durant l'affaire Schleyer, qu'un rapport sévère devait mettre en lumière le 2 novembre 1977.

Il est vrai que, malgré le prestige personnel que lui avait valu Mogadiscio, le chancelier Schmidt voulait, au lendemain de la conclusion de l'affaire, montrer à l'opinion que le gouvernement ne restait pas inactif. D'autant plus que l'opposition chrétienne-démocratique ne devait pas tarder à engager le fer sur ce terrain. Mais, en réalité, le vrai « travail » s'est effectué ailleurs — et d'abord au fameux GSG 9, cette unité spécialement entraînée à la lutte anti-terroriste.

Un groupe de travail, réunissant différents spécialistes, a d'autre part été constitué pour analyser le phénomène du terrorisme et définir les moyens de le combattre efficacement. Il ne s'agissait pas seulement de policiers, mais aussi de juristes, de psychologues et de sociologues. Enfin, l'office criminel fédéral (B.K.A.), rassemblant quelque deux mille cinq cents agents de tous grades sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, a mené en R.F.A. et dans différents pays voisins une enquête minutieuse, mais fort discrète, cependant que les vastes déploiements policiers occupaient l'avant-scène.

Deux ans après l'affaire Schleyer, d'importants résultats témoignent de l'efficacité des investigations du B.K.A. Sans doute — et on le regrette évidemment à Bonn, — il

D'autant plus que certains avocats, toujours selon les autorités ouest-allemandes, avaient outrepassé leurs prérogatives en servant d'intermédiaires entre ces prisonniers et leurs amis de l'extérieur. Les facilités accordées aux terroristes prisonniers ont été, dans la plupart des cas, supprimées, et leurs défenseurs ont été soumis à des « fouilles corporelles rapprochées », comme on dit pudiquement, qui ont soulevé de leur part de très vives protestations.

Les extrémistes détenus, traditionnellement regroupés dans deux « prisons-modèles », Moabit à Berlin-Ouest et, surtout, Stammheim, à Stuttgart, ont été répartis dans l'ensemble des établissements pénitentiaires de la République fédérale à partir de novembre 1977, fût-ce au prix de coûteux aménagements de ces établissements. Celui de Stammheim, dont la réputation de fermeté inviolable s'était révélée particulièrement usée, lorsque l'enquête sur le triple suicide du 18 octobre révéla que des armes à feu y avaient été fournies à Andreas Baader et ses amis, et que de nombreuses caches y furent découvertes, a été passé au peigne fin et la surveillance y a été renforcée.

Une très vaste opération de police

Ces mesures n'ont pas dispensé le gouvernement de Bonn et ceux des différents Länder de lancer, pour retrouver les auteurs des précédents attentats, et tout particulièrement celui de Cologne, la plus vaste opération policière jamais organisée en République fédérale. Durant les semaines qui ont suivi l'enlèvement de Hanns-Martin Schleyer, près de cinq cent mille personnes ont été contrôlées dans l'ensemble du pays. Des centaines de suspects ont été interpellés. Au point que le « milieu » ouest-allemand s'est ému de cet inhabituel déploiement de forces, et s'est mis, assurément certains, à rechercher lui-même les terroristes.

Citons, parmi les principales, et pour la seule fin de l'année 1977, celle de Rolf Clemens Wagner et de

Sévérité ou clémence ?

Dans le même temps, un grand nombre de procès ont lieu. Certains verdicts sont sévères. Ils sanctionnent, il est vrai, des crimes ou des séries de crimes qui, dans aucun pays du monde, ne suscitent d'indulgence du tribunal : des assassinats ou des tentatives d'assassinats commis contre des policiers. C'est le cas, notamment, pour Verena Becker, condamnée à la réclusion criminelle à perpétuité — la peine maximale en R.F.A. — le 28 décembre 1977. De même pour Günter Sonnenberg, le 26 avril 1978 ; il était accusé d'avoir tué deux policiers et participé au meurtre du procureur fédéral général Siegfried Buback. Loin de Bonn, Soraya El Anasri, unique survivante du commando terroriste de Mogadiscio, est condamnée à vingt ans de prison en Somalie, en avril 1978 également. Christine Kuby est, elle aussi, condamnée à perpétuité le 2 mai 1978 à Hambourg, comme Irmgard Möller, le 31 mai à Stuttgart.

D'autres sont beaucoup plus légères. C'est le cas, en général, pour les avocats de la Fraction armée rouge, notamment Klaus Croissant et Kurt Grottel — qui bénéficieront, si l'on peut dire, de verdicts relativement cléments, du moins au regard des charges qui leur sont imputées — et pour les comparses. Mais même certaines « vedettes » du terrorisme obtiendront une relative indulgence, comme Volker Speitel et Stuttgart en novembre 1978 (le premier, il est vrai, a reconnu que les avocats du groupe Baader-Meinhof avaient fourni des armes en prison au fondateur de la Fraction armée rouge), Astrid Proll elle-même est

Christophe Michael Wackemagel, le 11 novembre, au cours d'une fusillade à Amsterdam ; et celle de Gabriele Kröcher-Tiedemann et Christian Möller, à Delémont, dans le Jura suisse, également après une fusillade, le 20 décembre. Le 15 septembre 1978, Astrid Proll est interpellée à Londres, où elle vivait sous une fausse identité depuis plusieurs années. Une dizaine de jours plus tard, Angelika Speitel est arrêtée près de Dortmund ; elle est soupçonnée d'avoir pris part à l'enlèvement et au meurtre de Hanns-Martin Schleyer, de même que Rolf Heissler, arrêté le 9 juin à Francfort.

De nombreux « sympathisants » des terroristes — notion dont le vague juridique alimentera, non sans raison dans certains cas, bien des polémiques — ont également été interpellés depuis deux ans, probablement une centaine au total. Quant à Elizabeth Von Dyck, elle est tuée le 5 mai dernier à Nuremberg, après avoir ouvert le feu sur les policiers qui l'arrêtaient.

La notion d'« espace judiciaire européen », comme la définit M. Giscard d'Estaing, s'est bel et bien mise en place durant ces deux ans, face à l'espace terroriste européen : Bonn obtiendra, dans tous les cas sauf un, l'extradition des extrémistes arrêtés à l'étranger, y compris celles de Knut Folkerts et Gert Schneider, interpellés précédemment aux Pays-Bas. Des novembre 1977, M. Klaus Croissant a été remis par la justice française aux autorités ouest-allemandes. L'exception — d'outremerisme ressemblant par la R.F.A. — est celle de la Yougoslavie : Belgrade devait refuser de remettre à la justice de Bonn quatre terroristes particulièrement importants arrêtés en mai 1976 à Zagreb, la R.F.A. n'ayant pas accepté de livrer en échange des réfugiés politiques croates.

traités avec modération (le Monde du 28 juin). Siegfried Haag et Roland Mayer, compte tenu des chefs d'accusation pesant sur eux, se tirent plutôt bien d'affaire, avec respectivement quatorze et douze ans de prison, le 11 juillet dernier.

C'est que, d'une manière générale, le gouvernement ouest-allemand a tenté de jouer la carte de la réinsertion sociale des ex-terroristes, du moins de ceux qu'il jugeait récupérables et qui n'avaient pas trop, comme on dit, de « sang sur les mains ». Sans doute tout n'est-il pas pur dans un tel comportement, qui, plus d'une fois, a pu prêter la flanc à l'accusation de marchandage. Les déclarations d'un Volker Speitel, par exemple, sont venues à point nommé pour apporter à la thèse du suicide d'Andreas Baader et de ses deux codétenus une confirmation que les rapports des experts internationaux avaient d'ailleurs déjà fournis. Mais, dans l'ensemble, on s'est efforcé à Bonn de ne pas pousser ceux des extrémistes qui semblaient désireux de rompre avec leur passé vers le vertige de l'irréparable, du non-retour.

Il est encore trop tôt pour mesurer si une telle attitude a porté ses fruits. Et si, complétée par la prévention minutieuse de nouveaux attentats et un combat sans merci contre les éléments les plus durs de la Fraction armée rouge, elle a vraiment permis à l'Allemagne fédérale d'en finir avec la menace du terrorisme d'extrême gauche. Mais le fait est que, depuis deux ans, les Allemands vivent en paix avec eux-mêmes.

BERNARD BRIGOLEIX.

TARIF ÉTÉ

PARIS-PALMA
750 F.*
RETOUR
COMPRIS.

Départ tous les jours d'Orly Sud
à 12 H 45 par vol régulier.

Séjour : 6 jours minimum • 1 mois maximum.

Renseignements - Réservation :
Iberia - 261.57.40 - 31, avenue Montaigne - 75008 Paris
742.38.60 - 1, rue Scribe - 75009 Paris
686.46.60 - Aéroport d'Orly

Et dans votre Agence de voyages habituelle.

* 750 F jusqu'au 30.9.79
645 F du 1.10.79 au 31.10.79.

IBERIA
LIGNES AÉRIENNES INTERNATIONALES D'ESPAGNE

VOS AMIS DEPUIS PLUS DE 50 ANS

vous êtes BACHELIER

vous souhaitez vous orienter vers la

GESTION D'ENTREPRISE

ipag

Institut de préparation à l'Administration et à la Gestion
Établissement privé d'enseignement technologique
supérieur reconnu par l'État (association loi 1901).

recrute sa nouvelle promotion

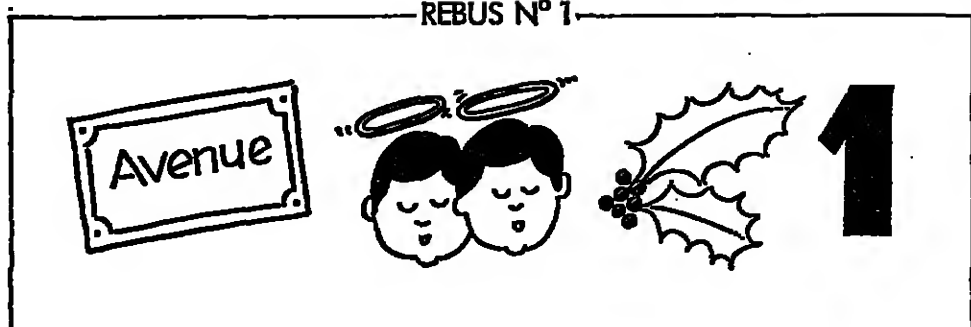
FORMATION EN 3 ANS alternant
Stages en Entreprise et à l'Étranger - Études à l'Institut
avec expérimentation active des techniques de gestion grâce à un corps
enseignant issu de l'entreprise et à un matériel pédagogique adapté.

DERNIÈRE SESSION D'ADMISSION :
19 Septembre 1979

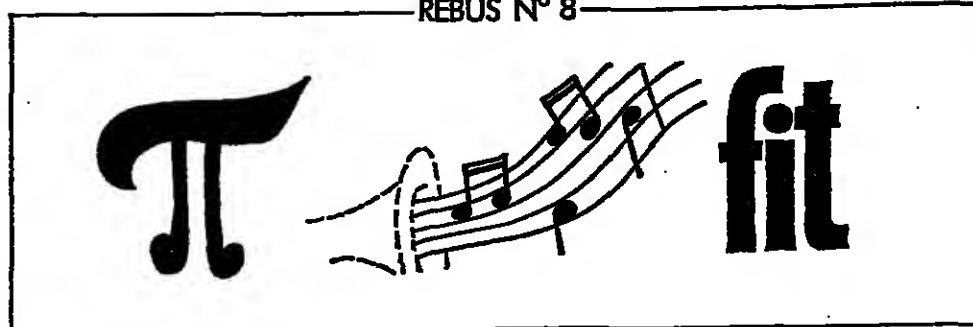
Information à l'IPAG - Mme PRIEUR
184, Boulevard Saint Germain 75006 Paris
Téléphone 222.06.55

TROUVEZ VOTRE DARTY.

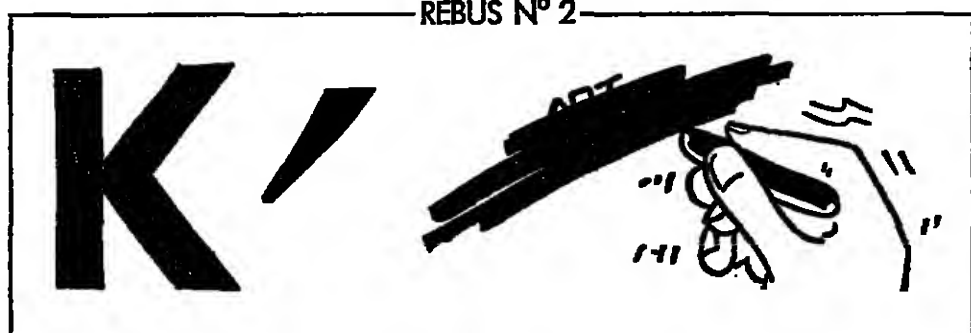
REBUS N° 1



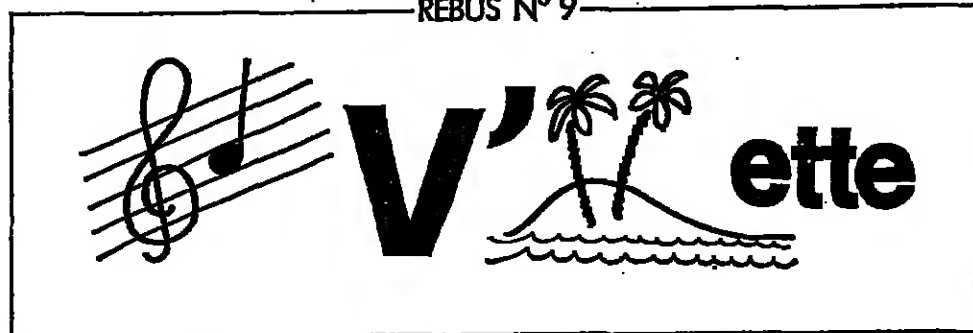
REBUS N° 8



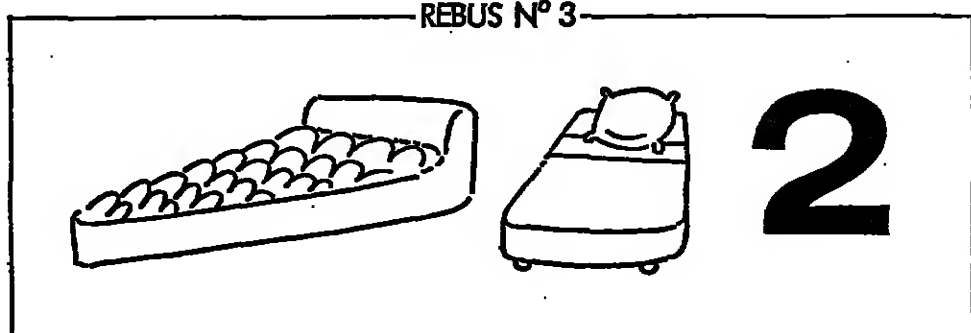
REBUS N° 2



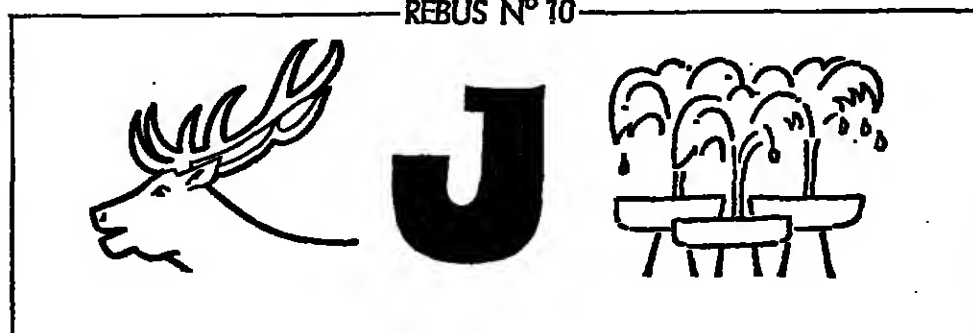
REBUS N° 9



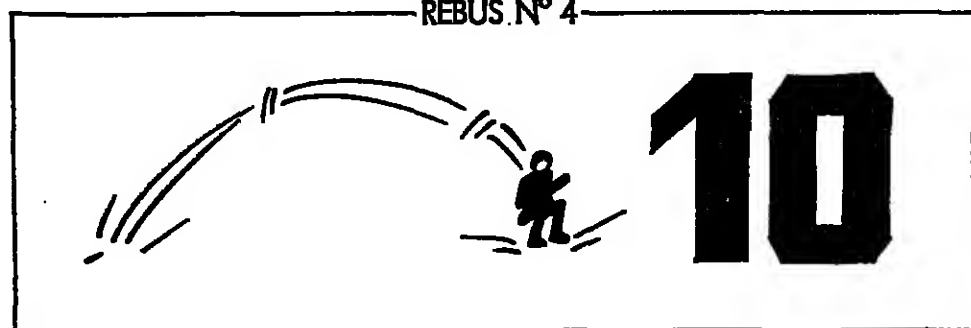
REBUS N° 3



REBUS N° 10



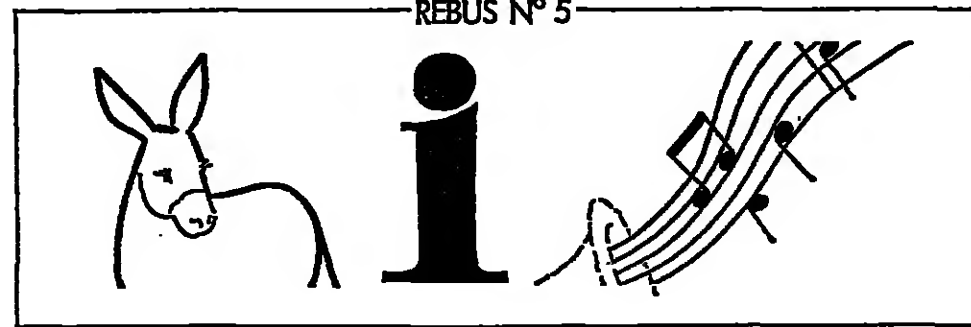
REBUS N° 4



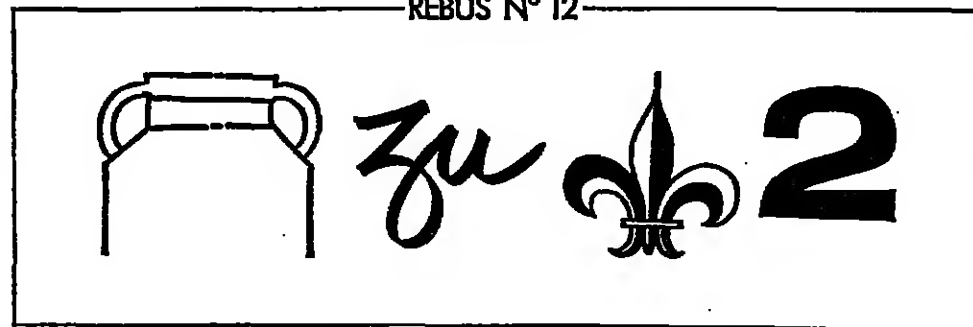
REBUS N° 11



REBUS N° 5



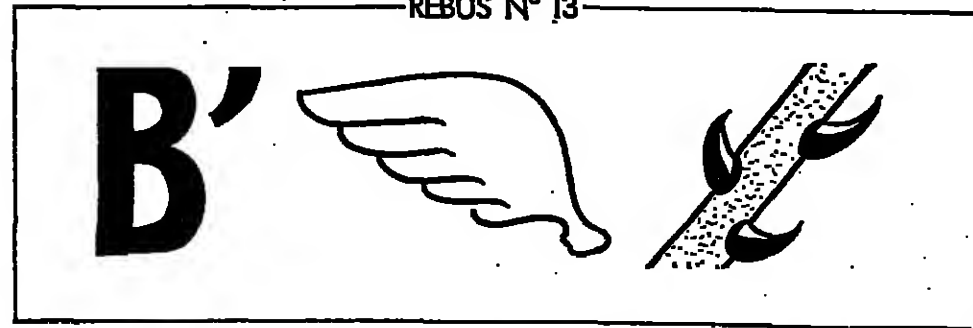
REBUS N° 12



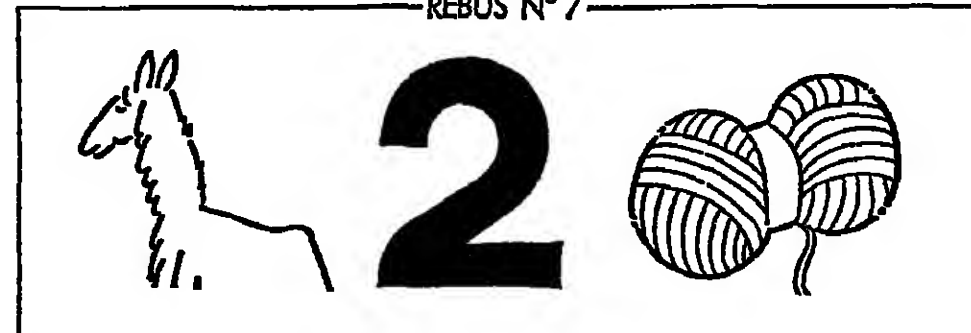
REBUS N° 6



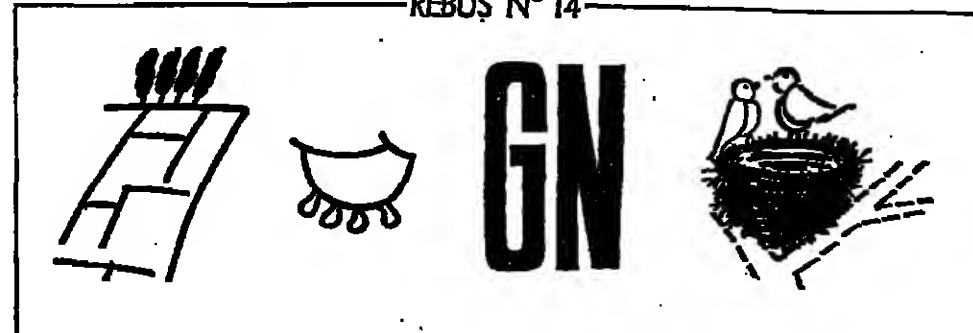
REBUS N° 13



REBUS N° 7



REBUS N° 14



Z
RTY.

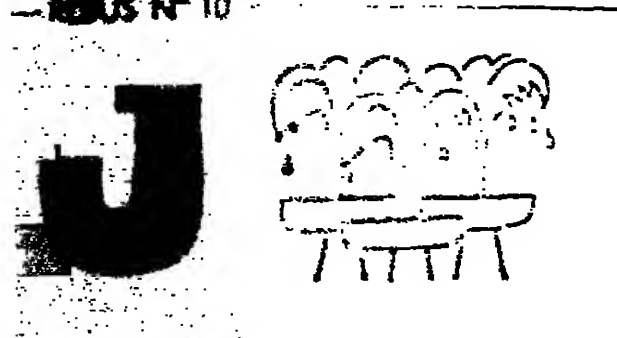
REBUS N° 8



REBUS N° 9



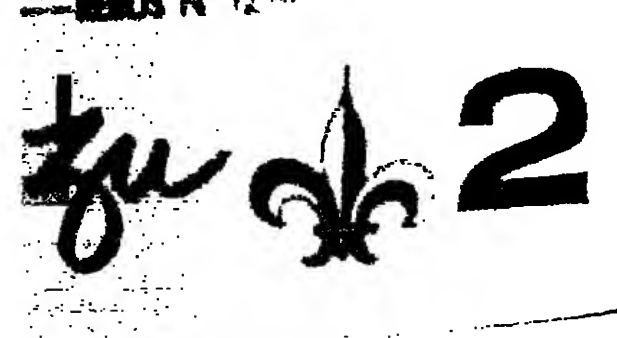
REBUS N° 10



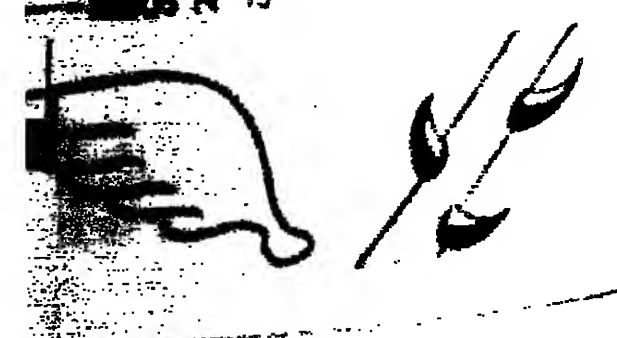
REBUS N° 11



REBUS N° 12



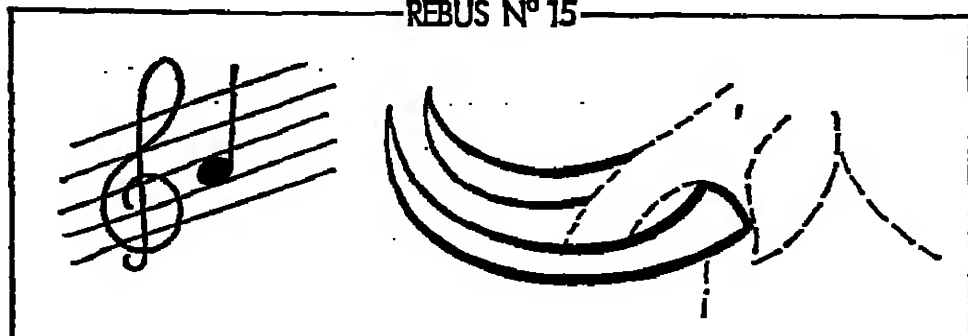
REBUS N° 13



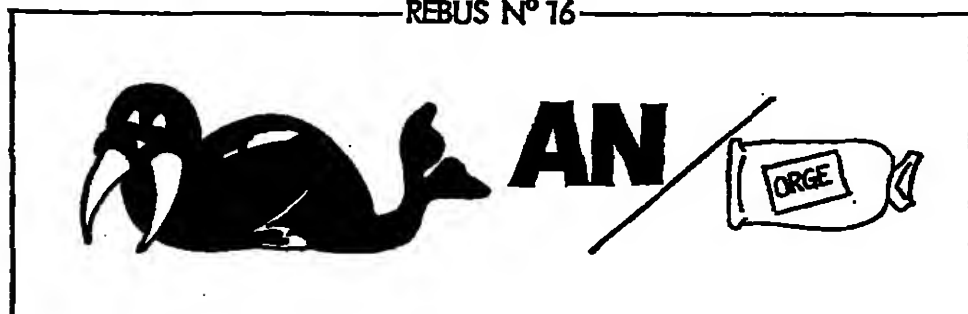
REBUS N° 14



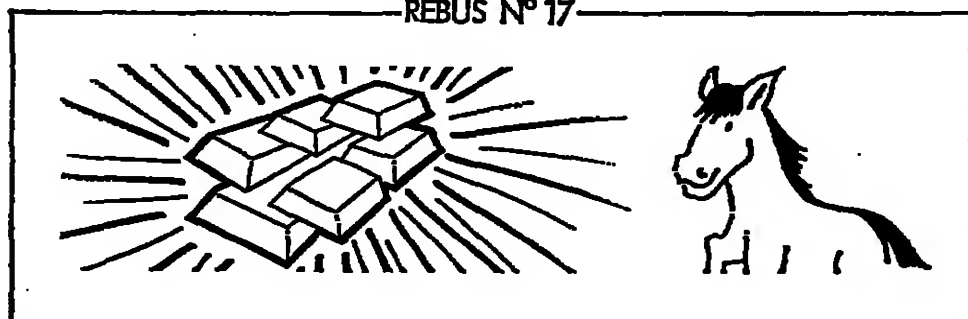
REBUS N° 15



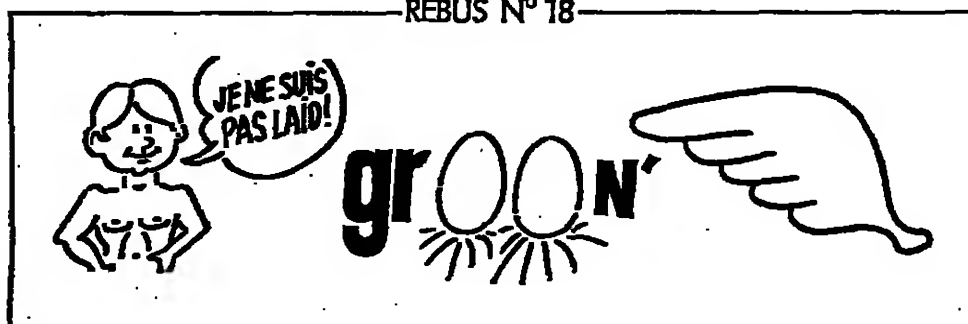
REBUS N° 16



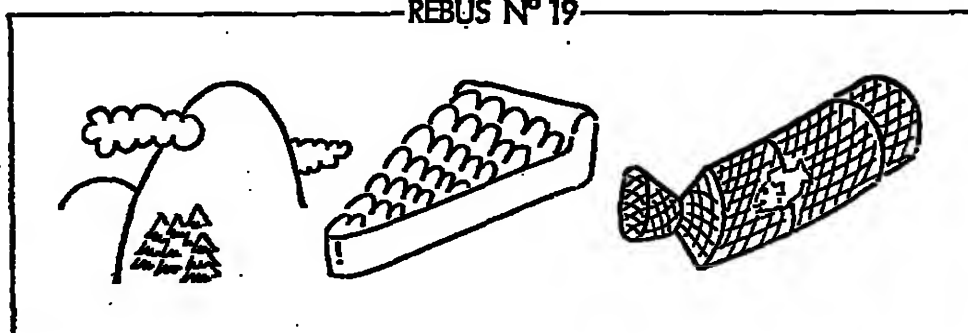
REBUS N° 17



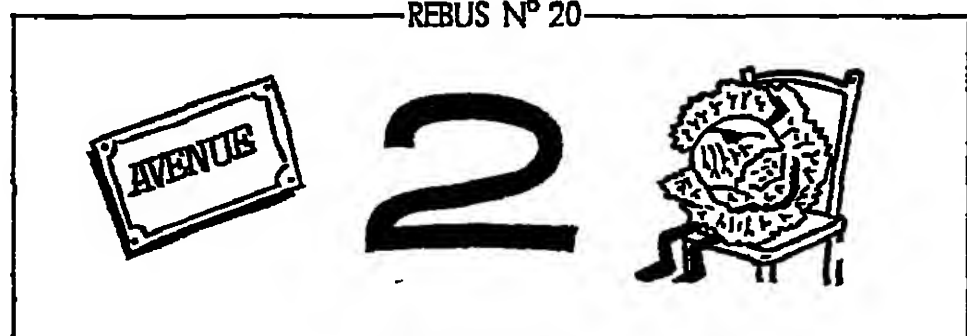
REBUS N° 18



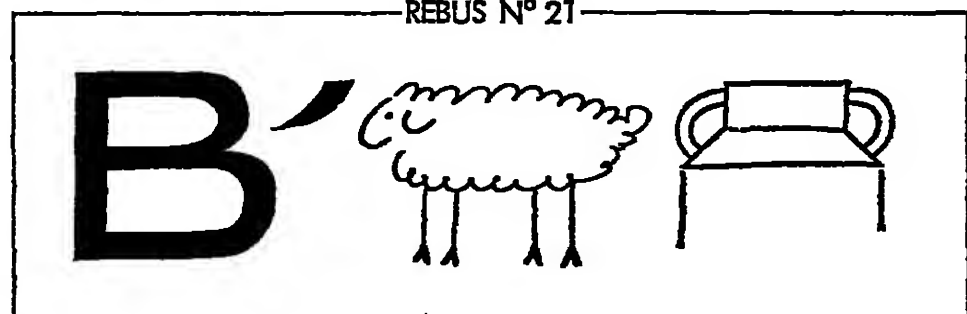
REBUS N° 19



REBUS N° 20



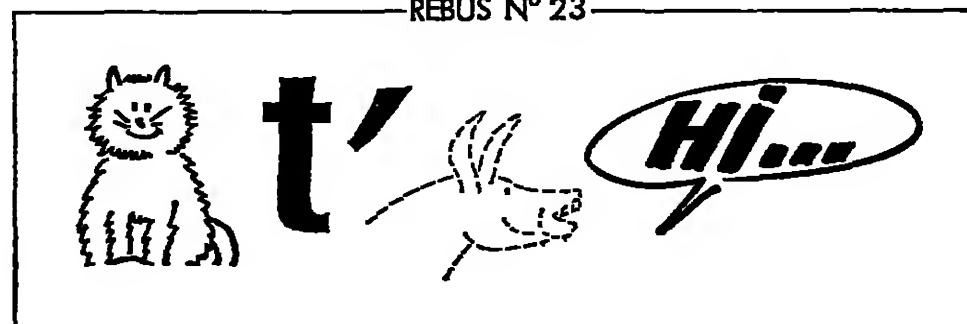
REBUS N° 21



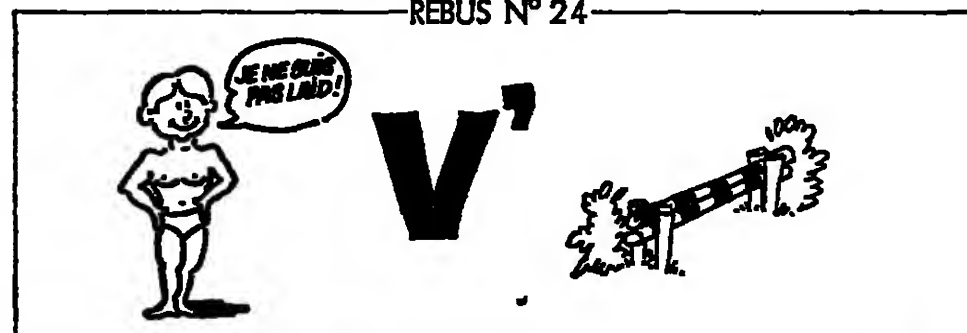
REBUS N° 22



REBUS N° 23



REBUS N° 24



Avez-vous trouvé? Voici la réponse et l'adresse exacte de votre Darty:

- N° 1 - AVENUE DE ST-OUEN (avenue-2 saints-houx-1): 128, avenue de St-Ouen - Paris 18°.
- N° 2 - CREIL (K-roye): 10, avenue de l'Europe.
- N° 3 - PARLY 2 (part-ir-2): Centre Commercial Parly 2.
- N° 4 - BONDY (bond-10): 123, 155, avenue Gallieni - RN 3.
- N° 5 - ASNIÈRES (âne-i-air): Carrefour des 4-routes - RN 309.
- N° 6 - NOISY-LE-GRAND (noix-2-ile-grand): Centre Commercial "Les Arcades".
- N° 7 - LA MADELEINE (lamo-2-laine): sous la Madeleine - Place de la Madeleine - Paris 8°.
- N° 8 - PIERREFITTE (Pi-air-fit): 102, 114, avenue Lénine - RN 1.
- N° 9 - LA VILLETTE (La-v'-ile-ette): Porte de la Villette - Centre Pariphérique - Aubervilliers.
- N° 10 - CERGY "3 FONTAINES" (Cerf-i-3 fontaines): Centre Commercial "3 fontaines".
- N° 11 - BELLEVILLE (B'-aile-ville): 25, bd de Belleville - Paris 11°.
- N° 12 - LES ULIS 2 (lait-zu-lus-2): Centre Régional des Ulis - Bures-sur-Yvette.
- N° 13 - BELLE-ÉPINE (B-aile-épine): Centre Régional de Belle-Épine - Thiais-Rungis.
- N° 14 - CHAMPIGNY (champ-pis-gn-nid): 12, avenue Roger-Salengro - RN 4.
- N° 15 - LA DÉFENSE (La-défenses): sur le parvis de La Défense, à côté du C.N.I.T.
- N° 16 - MORSANG-SUR-ORGE (morse-an-sur-orge): 51, rue de Montlhéry.
- N° 17 - ORGEVAL (or-chéval): Centre Commercial "Art de Vivre".
- N° 18 - BEAUGRENELLE (beau-gr'-œufs-n'-aile): Centre Commercial Beaugrenelle, 71, quai de Grenelle - Paris 15°.
- N° 19 - MONTPARNASSE (mont-part-nasse): Centre Commercial Gâté-Montparnasse, 80, avenue du Maine - Paris 14°.
- N° 20 - AVENUE DE CHOISY (avenue-2-choux assis): 168, avenue de Choisy - Paris 13°.
- N° 21 - BAGNOLET (b'-agneau-lait): Porte de Bagnolet - Centre Commercial.
- N° 22 - CRÉTEIL-SOLEIL (Crête-eil-soleil): Centre Régional "Créteil-Soleil".
- N° 23 - CHÂTILLON (chat-hi-hon): 151, avenue Marcel-Cochin.
- N° 24 - BEAUVAIS (Beau-v'-haie): Centre Commercial "Le Franc-Marché", 2 à 4, place du Franc-Marché.



TV. Electroménager. Hi-Fi.

Le Monde

Société

A ANNECY (Haute-Savoie)

La chasse aux cheveux longs

De notre correspondant

Les deux C.R.S. inculpés de violences et écroués après l'interpellation, à Annecy (Haute-Savoie), d'un jeune homme de vingt-deux ans, comparaitront devant un conseil de discipline des services de police de la Haute-Savoie. Le hasard du calendrier a voulu que, au moment où prenait fin sa mission, la population annécienne apprenne la fâcheuse « bavure » qui s'est produite le vendredi 31 août à proximité du quartier de la gare (le Monde du 5 septembre).

Il était un peu plus de 23 heures. Un jeune homme de vingt-deux ans, Michel Chesnays, attendait ses amis devant le magasin d'un appartement délaissé qu'ils occupent depuis le début de l'été. Ce soir-là encore, il sera contrôlé par une patrouille de C.R.S. puis embarqué dans leur voiture. Au lieu de se rendre au commissariat, le véhicule grimpe vers la Visitation, un endroit désert la nuit, situé sur les contreforts de la montagne du Semnoz. Les C.R.S. font descendre Michel Chesnays. Ils lui rappellent qu'il est « indésirable » dans la ville et qu'il doit quitter Annecy. Puis le chef de patrouille, Claude Jacquot, lui assène plusieurs coups de poing. La victime portera plainte, et les deux C.R.S. qui l'avaient contrôlé, Claude Jacquot et Robert Antier, seront inculpés, lundi 3 septembre, de violences avec préméditation et placés sous mandat de dépôt. Leur chauffeur a été suspendu d'activité et placé sous contrôle judiciaire.

« Fermeté » et... « courtoisie »
Les trois hommes étaient bien connus dans la ville pour avoir contrôlé systématiquement tous les « cheveux longs » et les « marginaux » qui stationnaient notamment sur les pelouses du square de l'Évêché situé non loin du commissariat de police. « Ils nous connaissaient parfaitement pour nous avoir fichés, photographiés à plusieurs reprises, mais ils continuaient à nous contrôler presque quotidiennement », fait remarquer l'un des compagnons de Michel Chesnays. Ils semblaient avoir horreur de tout ce qui ne s'identifiait pas à la ville.
Une citation en effet très belle, très propre, recouverte de fleurs, qui s'étend au bord d'un lac aux eaux limpides. Annecy est réputée pour son calme et sa propreté. Le 5 juillet, en accueillant les C.R.S. de Montélimar, le maire

de la ville, M. André Fumex (sans étiquette), leur avait rappelé que leur action devait être essentiellement préventive auprès de la population annécienne et des touristes. « Si la fermeté est nécessaire, avait-il dit, la courtoisie, l'amabilité à l'égard des habitants, doivent être au rendez-vous ».

A l'hôtel de police d'Annecy, on ironise : « Les C.R.S. ne sont peut-être pas fondamentalement destinés à faire des relations publiques ni à avoir des rapports agréables avec la population ». Pourtant, on ne peut manquer de rapprocher l'attitude de ces C.R.S. des services de police d'Annecy à commettre certains abus. Ces services avaient alors entrepris de « nettoyer » le centre de la ville de tout ce qui pouvait apparaître comme « indésirable » aux yeux des Annéciens, et en premier lieu, les clochards. Les fonctionnaires de police avaient pris l'habitude de les conduire au sommet du Semnoz pour des « promesses », l'une d'elles se termina par la déesse, le 12 décembre 1972 de M. Marcel Beaupaire, qui fut retrouvé dans la montagne, mort d'épuisement et de froid.

CLAUDE FRANCILLON.

Des policiers et des « bavures »

(Suite de la première page.)

Un car de police, prévenu par on ne sait qui, arriva. Plusieurs policiers en descendant se ruèrent sur l'homme et l'embarquèrent sans ménagement. Un peintre en bâtiment, témoin de la scène, qui demandait la raison de cette interpellation, fut emmené dans le même état. Il y eut encore des coups dans le car, à l'indifférence d'un brigadier qui refusait d'intervenir, puis toujours des coups, au commissariat. Les collègues de l'agent ne bougeaient pas, vaguement gênés pourtant par cet acharnement. Lorsqu'on exigea de l'homme qu'il souffrait de l'alcoolisme, ce qui ne donna aucun résultat, il demanda en vain que le policier y soit également soumis.

Le lendemain, après vingt-quatre heures de garde à vue, il était présenté au parquet. Le substitut écouta son histoire, le ponctua d'un « Vous n'avez pas me faire croire une chose pareille », et lui indiqua rapidement qu'il était poursuivi pour avoir « outragé par paroles des agents dépositaires de la force publique », ainsi que pour avoir « exercé des violences et voies de fait envers des agents (...) dans l'exercice de leurs fonctions ».

Les textes applicables étaient les articles 224, 228, 230 et 231 du code pénal. Le substitut ajouta qu'il serait libéré dans quelques instants mais qu'il devrait se présenter plus tard devant le tribunal pour y être jugé. Puis il lui signifia que c'en était fini. L'audition n'avait duré que quelques minutes.

Telle est la mésaventure survenue, le 6 juillet dernier, à M. Jean-Claude Jakubova, trente-six ans, qui n'a rien d'un « gauchiste chevelu » puisqu'il caressait longtemps l'idée d'entrer dans la police avant d'apporter un concours actif au C.D.R. et au S.A.C. A quelques détails près, il y a tout lieu de croire que la version qu'il en donne est conforme à la vérité.

Une circonstance fortuite permet peut-être une première — et partielle — explication : ces événements se sont déroulés rue Louis-Blanc, à Paris, juste en face du siège de la C.G.T. Or les gardiens qui patrouillaient dans ce secteur ont pour consigne de ne manifester aucune indulgence, les contrevenants étant tous susceptibles de se rendre dans les locaux de la Confédération ou d'en sortir. L'association C.G.T.-troubles à l'ordre public est, chez certains policiers, si bien ancrée que, quelques jours après les faits, le Syndicat des gradés de la police nationale — organisation qui ne fait pas mystère de son anticommunisme militant — soulignait dans un tract cette proximité géographique pour mettre en doute la sincérité des nombreux témoins.

A ce jeu, les grands perdants demeurent le citoyen, qui ne sait plus s'il possède des voies de recours contre les exécutés policiers ou s'il s'y trouve désormais complètement livré, et le policier honnête, qui demeure attaché à la notion de service public et qui, de jour en jour, se trouvera confronté aux reproches, parfois aux injures d'une population mal informée. Autant d'occasions de bavures supplémentaires. Entre la fatalité résignée (« c'est comme ça, il y a du bon et du mauvais »), et la généralisation abusive (« tous des porcs »), n'y aurait-il pas place pour l'explication ? La bavure ne serait-elle pas le produit de causes décelables ?

Mal parti, mal formé, mal arrivé

« La police, un métier d'homme », proclament — non sans succès — les affiches apposées dans les commissariats par les services de recrutement de la police nationale. On pourrait ajouter : des hommes qui ont leurs caractéristiques propres.

Une première donnée s'impose : en grande majorité, la police s'autorecrute. Le futur policier a un père, un parent ou un ami proche dans la police. Seule une minorité choisit ce métier par goût personnel. 26,5 % des effectifs de la quatre-vingt-neuvième promotion, sortie récemment de l'école des gardiens de la paix de Vannes, motivent ainsi leur choix tandis que 66,5 % invoquent leurs relations familiales ou amicales. Pour 1977, les pourcentages relatifs aux quatre-vingt-quatrième et quatre-vingt-cinquième promotions de l'école de Sens, plus spécialement destinée à former les C.R.S., sont à peine différents : respectivement 25 % et 65 %. Encore faut-il remarquer que les raisons « familiales » peuvent en recouvrir d'autres, telle, par exemple, la situation de l'emploi. L'issue des origines régionales, promotion après promotion, indique bien que le chômage, qui ne figure d'ailleurs jamais parmi les motivations dans les statistiques officielles, joue un rôle non négligeable. Seul le métier librement choisi est bien fait ; le policier fait souvent mal le sien, parce que les circonstances le lui imposent.

Laissez-pour-compte de la croissance économique, le futur gardien de la paix est souvent aussi un « accidenté » du système scolaire. Selon un responsable syndical, le recrutement de la décade 1968-1978 a compté une moyenne de stagiaires issus à 85 % des classes de transition. S'il semble s'être amélioré depuis deux ans (le nombre de bacheliers et d'écoles de terminale s'est sensiblement accru, vraisemblablement, la proportion de ceux qui n'ont pour tout diplôme que le certificat d'études primaires ou qui n'ont pas dépassé le cap de la quatrième du cycle des études secondaires est encore forte. Une statistique portant sur le test psychométrique de la dernière promotion de l'école de Vannes indique que plus de 89 % des stagiaires ont fait entre onze et plus de quarante fautes dans une dictée ; 45,7 % ont fait entre onze et vingt fautes ; 0,5 % de l'effectif a fait moins de six fautes. Autre reflet du bas niveau du recrutement : c'est par hasard et après maintes interrogations sur la qualité de l'indicateur des rues remis à chaque gardien, que des instructeurs de l'école des gardiens de la paix de Vincennes ont compris pourquoi leurs stagiaires ne savaient pas s'en servir : ils maîtrisaient mal l'ordre alphabétique.

Ce retard, qui tient à des causes sociologiques depuis longtemps reconnues, n'est pas comblé par la formation que reçoit le futur gardien de la paix. Après un concours d'entrée et un examen médical — en fait, le seul obstacle sérieux — il sera dirigé sur un des quatre centres régionaux d'instruction des corps urbains (CRICU) — Vannes, Reims, Châtell-Guyon, Fos-sur-Mer — le centre de formation des C.R.S. de Sens ou encore le centre d'application des personnels en uniforme (CAPIU) de Vincennes, où sont formés les gardiens parisiens. Il y recevra une formation de cinq mois (elle fut longtemps de quatre mois), récemment portée à neuf par adjonction d'un stage pratique effectué dans les services.

A l'évidence, cette formation, qui atteint plusieurs années dans des pays voisins, est insuffisante. On le reconnaît au ministère de l'Intérieur, où l'on se félicite des dernières mesures prises, tout en estimant positif pour la qualité du recrutement futur qu'il y ait actuellement onze candidats gardiens pour chaque poste offert. Mais, en attendant, il faut faire avec ce que l'on a, c'est-à-dire les recrues des dix dernières années, dont les « anciens », engagés dans les années 1950-1967, soulignent l'immaturité et le manque de sang-froid devant la moindre situation sortant de l'ordinaire. Ce sont pourtant ces « bleus » qui, à partir de 1968, ont massivement renouvelé le corps, en quelques années de recrutement forcé. Mal parti, mal formé, mal arrivé, c'est ce gardien-là qui est à l'origine de la bavure la plus « banale », celle qui débute par une simple altercation avec un automobiliste, continue par un échange où la menace de l'un répond au mépris trop affiché de l'autre, et se termine parfois par des coups, et des poursuites contre celui qui en a été la victime. Il est des revanches sociales que l'on s'octroie parfois à coups de gencive, de verbalisation abusive ou de matriage. Surtout, comme c'est le cas à Paris, lorsqu'ils contraignent de son service le policier ajoute celui qui présente sur sa vie de banlieusard. 85 % des gardiens de la paix parisiens habitent hors de la capitale et de sa petite couronne, dans ce qu'il faut bien appeler des « favelles » situées parfois à plus de 50 kilomètres du lieu de travail. Tous les quatre jours, le gardien prend son service à 6 h 30 pour interrompre à 12 heures. Le lendemain, à 19 heures et le lendemain à 23 h 30. C'est ce qu'on appelle la « grande tournée ». Les autres jours il commencera successivement à 13 h, 6 h 30 et encore 12 h. Ces horaires différents chaque jour, ces déplacements interminables, ne sont évidemment pas propices à une bonne harmonie familiale ou professionnelle. Est-ce un hasard si l'alcoolisme est fort répandu dans les commissariats et si, en 1978, sur les vingt-deux mille gardiens que comptent Paris et les trois départements de la « petite couronne », plus de mille trois cents ont fréquenté la consultation neuro-psychiatrique de la préfecture de police ? En est-ce un autre, aujourd'hui, six mille huit cent quatre-vingt-seize gradés et gardiens attendent impatiemment d'être mutés en province n'ayant pas, chaque année, à renouveler la même demande qui mettra neuf à onze ans à être satisfaite ?

GEORGES MARION.

Prochain article :

LA LOI DU SILENCE

MÉDECINE

Au IX^e congrès européen de thérapie comportementale

Apprentissage et conditionnement

Le neuvième congrès européen de thérapie comportementale réunit, du 4 au 7 septembre à Paris, plus de cinq cents participants venus du monde entier, dont cent cinquante français. C'est la première fois qu'un pays francophone accueille ce congrès, ce qui montre l'intérêt croissant mais récent que les praticiens français manifestent pour cette discipline, qui connaît dans les pays anglo-saxons un succès certain depuis plusieurs décennies.

L'Association française de thérapie comportementale ne compte que cent soixante adhérents et une soixantaine de praticiens seulement, utilisent cette méthode, enseignée à l'université dans le cours des études de psychiatrie et de psychologie.

Cette réticence des pays latins correspond, en grande partie, à des préjugés d'ordre dogmatique, ou conceptuel. En effet, la thérapie comportementale recourt aux principes du conditionnement pour modifier un comportement humain.

D'autre part elle peut, à certains égards, paraître s'opposer à la psychanalyse. Mais, en fait, elles sont complémentaires dans leur principe. Cette technique, en effet, n'a pas pour objet d'étudier un conflit intrapsychique. Elle vise simplement à déconditionner un comportement pour le conditionner dans un autre sens, afin d'aider un individu à retrouver une vie normale. Il s'agit en somme d'une méthode d'apprentissage issue à la fois des travaux de Pavlov, au début de ce siècle, et de ceux de Watson et de Skinner aux États-Unis plus récemment.

La « désensibilisation » systématique est certainement la méthode de thérapie comportementale la plus connue. C'est Joseph Wolpe (États-Unis) qui a formulé le premier les bases théoriques à la suite de travaux portant sur les névroses expérimentales induites chez les chats. Il s'agit d'inhiber une réaction anxiieuse qui se produit dans certaines situations auxquelles le sujet est anormalement sensible (les pièces fermées, pour la claustrophobie ; les rues, les foules pour l'agoraphobie ; les microbes, les animaux ou les femmes, par exemple).

La thérapie consiste à préciser le lien entre certaines situations et la réponse d'anxiété en utilisant des techniques reposant sur le prin-

cipe de l'inhibition réciproque. Wolpe propose alors une définition qui, quoique n'englobant pas tous les aspects de ce traitement, exprime bien son mécanisme : « C'est l'utilisation du principe d'apprentissage expérimental défini en vue de changer les comportements inadéquats ».

Cette technique permet, le plus souvent, non la guérison mais l'amelioration d'états pathologiques très variés (névroses principalement) chez l'enfant, l'adulte ou le vieillard.

Des comportements pathologiques (obsessionnels, comme l'agoraphobie, anxieux ou autres) peuvent être modifiés, au grand soulagement du malade, par un système de reconditionnement recourant au principe des « récompenses » ou des « punitions » pour les comportements nocifs ou bénéfiques.

Le recours à ces techniques pose cependant des problèmes éthiques majeurs. De plus, le principe de la punition a déjà entraîné aux États-Unis des abus et des procès retentissants. Mais les excès restent très limités et les spécialistes considèrent qu'ils ne sauraient être un frein à la diffusion de cette méthode remarquablement efficace.

Enfin, et c'est en psychiatrie que la thérapie comportementale est la plus fréquemment utilisée, elle est également efficace dans une série de situations auxquelles est souvent confronté le médecin généraliste, telles que l'hypertension, les céphalées, les douleurs rhumatismales, l'obésité, l'alcoolisme, la tabagie, l'asthme ou les difficultés sexuelles. L'absence de tout enseignement, voire de toute information du futur généraliste français sur les possibilités et les indications de ce traitement, est à cet égard regrettable. Les programmes du congrès leur laissent une très large place.

Série regrettable

Ces deux derniers sont unanimes. Immédiatement après l'incident, ils ont signé une pétition de protestation et plusieurs d'entre eux se sont spontanément rendus au commissariat où était retenu M. Jakubova. La porte leur a été fermée au nez. D'autres ont fait parvenir des témoignages écrits qui laissent peu de doutes sur les responsabilités. L'un d'eux — une femme — précise : « J'ai été personnellement insultée parce que je cherchais à m'informer. Il [le gardien] m'a tuoté et m'a dit : « Je te chie sur la gueule, salope. » C'est intolérable et inadmissible ».

Inadmissible ? Certes. Intolérable ? De moins en moins. Depuis le début de l'été, les violences qu'on qualifie de « bavures policières » se sont accumulées : deux gardiens lyonnais inculpés de viol dans l'exercice de leurs fonctions ; deux autres sévèrement condamnés par les assises de Paris pour le même motif ; l'intervention musclée, accompagnée de chiens, contre un mariage dans la communauté immigrée de Marseille ; un rodéo motocycliste pour disperser un rassemblement du 14 juillet sur le plateau Beaumont ; d'autres interventions encore, à Tourcoing, à Caluire, autant d'exemples qui témoignent de ce que le préfet de police de Lyon a appelé « une série regrettable ».

A chaque nouvelle « affaire », le même scénario se répète, quasiment immuable : une partie de la presse s'en indigne, une autre la passe sous silence ou la minimise, les responsables de la police se taisent puis, « l'enquête étant en cours, aucune déclaration ne sera faite » ; la magistrature, enfin, quand elle saisit ce baricade derrière le secret de l'instruction. Des mois, voire des années, plus tard, « l'affaire », si elle n'est pas terminée par un non-lieu, sera jugée, souvent mal. Entre-temps, le policier fantôme aura parfois été sanctionné par la commission de discipline de son corps, dans le secret de l'administration.

DÉPRESSION

(De notre correspondant.)

Poitiers. — Une jeune femme dépressive, Mme Mireille Jarras, âgée de trente-trois ans, divorcée, habitant à Poitiers, à la ZAC de Beaulieu, a mis fin à ses jours, entraînant dans la mort trois de ses cinq enfants, dont le plus jeune avait deux ans et demi. Elle leur avait fait absorber, comme elle, des doses mortelles de médicaments et avait placé sur sa porte un écriteau invitant les voisins à ne déranger la famille sous aucun prétexte. Les enfants étaient âgés de treize ans, de neuf ans et de deux ans et demi. Le drame a été découvert lundi soir 3 septembre, huit jours après les faits, une voisine, alertée par une forte odeur ayant donné l'alerte. On suppose que les deux autres enfants du ménage se trouvaient chez leur père, médecin exerçant à Oyon (Orne).

une rentrée de classe!

Pour l'enfant, la jeune fille et la femme

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE PARIS
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER



des personnes intéressées
du parti national
est décédé



FRANCE INTER

BE

de L'ORIENT

THEATRE DES CHAMPS
RADIO FRANCE, COMPTON

en direct

JUSTICE

Dans la Drôme

Une des personnes intoxiquées par du pastis « artisanal » est décédée

L'ouvrier de Montélimar (Drôme), M. Michel Barratier, le plus gravement intoxiqué, lundi 3 septembre, par du pastis « artisanal » contenant de l'alcool méthylique, et hospitalisé au centre antipoison Edouard-Herriot, à Lyon (« le Monde » du 5 septembre), est décédé ce mercredi 5 septembre. Ce même jour, M. Mohamed Merahbe n'était pas sorti de son coma. Une troisième victime est atteinte de cécité.

Dans la journée de mardi 4 septembre, les gendarmes ont procédé à vingt-neuf perquisitions. Ils détiennent en garde à vue quatre suspects, au domicile desquels ils ont découvert plusieurs centaines de doses d'anéthol — l'extrait d'ails qui entre dans la fabrication du pastis — et une trentaine de litres d'alcool contenant vraisemblablement du méthanol. Les suspects devaient être présentés au parquet de Valence ce mercredi 5 septembre, dans l'après-midi.

Les degrés de toxicité de l'alcool

L'alcool est toujours toxique... mais beaucoup plus gravement encore s'il s'agit d'alcool méthylique (ou méthanol), impropre à la consommation. L'alcool utilisé pour la préparation des liqueurs ou spiritueux est l'alcool éthylique ou éthanol, que l'organisme élimine rapidement, en l'oxydant, au niveau des reins et des reins, à raison de 10 millilitres à l'heure.

Le méthanol, qui peut être extrait du processus de carbonisation du bois ou préparé par synthèse, est métabolisé, dégradé, cinq fois moins rapidement que l'éthanol, par voie respiratoire et par les reins, pour aboutir à la formation d'acide formique et de formaldéhyde.

Une dose massive d'alcool éthylique, celui qui contient nos boissons alcoolisées, entraîne un coma. Une alcoolémie égale ou supérieure à 5 grammes par litre justifie le placement d'un rein artificiel et, naturellement, une ventilation artificielle car les centres respiratoires sont en profonde dépression.

Les intoxications par l'alcool méthylique surviennent de la même façon, mais pour des doses cinq fois moindres (1 gramme par litre). Elles se traduisent également, dans les cas graves, par un coma profond et un abaissement de la tension artérielle.

Les troubles visuels (lésions de la rétine et du nerf optique) sont caractéristiques de cette intoxication ; ils peuvent laisser, si le sujet survit, des séquelles définitives graves allant jusqu'à la cécité.

Un rétrécissement définitif du champ visuel peut accompagner de même les intoxications légères au méthanol qui se traduisent essentiellement par des migraines et des vertiges. La grande toxicité du méthanol explique qu'il soit impropre à la consommation et qu'il soit strictement interdit de l'utiliser à cette fin.

Docteur E. L.

MERCREDI



hebdomadaire chez votre marchand de journaux

L'avocat belge de François Besse a été inculpé de complicité d'évasion.

M. Michel Gralindorge, l'avocat belge de François Besse, le complice de Jacques Mesrine, a été inculpé, mardi 5 septembre, après son arrestation le 31 août (« le Monde » du 5 septembre), pour avoir participé à l'évasion de son client, le jeudi 26 juillet, du palais de justice de Bruxelles. Il est accusé de complicité dans une prise d'otage, d'avoir facilité une évasion avec « transmission d'armes », d'association de malfaiteurs et de recel de criminel.

M. Pierre Legros, avocat chargé de la défense de M. Gralindorge, affirme que les accusations du parquet ne reposent sur aucun élément matériel : les perquisitions au domicile de l'avocat n'auraient rien donné, ce serait uniquement, d'après lui, sur la base des déclarations de Mlle Isabelle de Andros, arrêtée, elle aussi, la semaine dernière pour avoir participé à l'évasion de François Besse, que le parquet aurait agi.

Dans une interview à la radio belge, le 27 juillet au lendemain de l'arrestation de François Besse, M. Gralindorge avait clairement défini son attitude : « Tant qu'on pratique le métier d'avocat, on a une mission qui, je crois, est la même, on trace une ligne de démarcation entre un attachement farouche au devoir de la défense et le projet d'évasion que peut nourrir un délinquant. C'est une question, non pas de morale, mais de bon sens. Quand un délinquant parle de projet d'évasion, je trace une ligne de démarcation immédiate en disant que ce domaine-là ne me regarde pas. Pourquoi ? Parce que tout simplement je n'ai pas envie de mettre en cause un métier qui me passionne et pour lequel j'ai l'intention de continuer à combattre pour améliorer une série de choses fondamentales. » — (Corresp.)

LE MONDE
mercredi 6 septembre 1979
de la maison
que vous recherchez

Faits et jugements

L'enquête sur l'attentat de Vesoul.

L'enquête sur l'attentat qui a détruit dimanche 2 septembre la quincaillerie Catena de Vesoul (« le Monde » du 4 septembre) s'oriente vers les milieux d'extrême droite, alors qu'une information judiciaire a été ouverte et confiée à Mlle Marie-Dominique Vergès, juge d'instruction par intérim à Vesoul.

La police judiciaire s'attache en particulier à comparer les explosifs utilisés à Vesoul avec les engins qui avaient servi notamment lors des attentats signés « Groupe Felpey » contre les sièges du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, de la Ligue internationale contre l'antisémitisme et de la Ligue des droits de l'homme à Paris, depuis le début de l'affaire Felpey.

Des indices nouveaux paraissent, d'autre part, pouvoir contribuer à l'identification des auteurs de cette « vengeance nazie », visant, par l'intermédiaire de son ancien employeur, le militant communiste qui avait retrouvé le criminel de guerre de Trèves. Il s'agit, par exemple, du sigle O.N.S. inconnu jusqu'à présent en France et qui reprend l'apparence d'un groupe fasciste polonais d'avant guerre ; de la façon propre à l'extrême droite d'écrire le « P » du « P.C.P. » et enfin de l'emblème de trois flèches vers le haut barrées d'un cercle. — (Cor.)

M. Peyrefitte en voyage d'études aux États-Unis.

Le garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, quitte Paris jeudi 6 septembre, pour un voyage de huit jours aux États-Unis. Il s'agit d'un voyage d'études à l'occasion duquel le ministre de la justice entend prendre connaissance du système pénitentiaire américain. Il se rendra notamment à New-York, Washington, Chicago, San-Francisco et Los Angeles. Pendant l'absence de M. Peyrefitte, son intérim sera assuré par le premier ministre.

Interpellation d'un dirigeant agricole.

Un responsable de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.) de la Corse, M. Maurice Acquaviva, quarante-deux ans, président du groupement interprofessionnel des vignerons, a été appréhendé le lundi 3 septembre à l'île-Rousse (Haute-Corse). Il a fait l'objet d'une contrainte par corps pour le refus de paiement de frais de justice s'élevant à 2 000 francs. Le dirigeant agricole avait été condamné à une peine d'amende par le tribunal de grande instance, ainsi que plusieurs autres agriculteurs, pour sa participation au sac de la direction départementale de l'agriculture à Ajaccio, au cours d'une manifestation, en mars 1978.

D'autre part, dans un entretien accordé au quotidien espagnol El País, M. Edmond Simeoni, porte-parole du mouvement autonomiste l'Union du peuple corse (U.P.C.), estime que « la Corse se trouve placée dans un état de « légitime défense » à son avis, la violence des nationalistes est « inévitable à cause du blocage de la situation maintenu par Paris avec une répression obsessionnelle ». Il juge qu'aujourd'hui « l'idée de l'indépendance ne fait pas rire ».

● L'assassinat de Zouheir Mohsen. — La France a demandé officiellement, le mardi 4 septembre, l'extradition de M. Mohsen Jaroudi, l'étudiant libanais accusé d'avoir participé à l'assassinat du dirigeant de l'O.L.P., M. Zouheir Mohsen, en juillet dernier, à Casablanca. Jaroudi a été arrêté le 20 août, à Genève, à la demande des autorités françaises. — (A.F.P.)

● Le tribunal de Paris a refusé d'ordonner la saisie du numéro de septembre de la revue Que choisir ?, demandée en référé, le lundi 3 septembre, par la société des éditions Télaguë qui édite notamment des revues et posters pour enfants. Que choisir ? dénonçait dans son article les mécanismes commerciaux de vente de ces autocollants.

Nouveau règlement de comptes à Marseille : deux morts.

M. Jean-Michel Rispoli, trente et un ans, et M. François Clavell, trente-trois ans, ont été assassinés à coups de revolver de calibre 11,43 dans le quartier Thiers à Marseille, vers 23 h. 30, au milieu des terrasses de café encore pleines et des tables de restaurant non desservies, un tueur embusqué a tiré sur trois hommes. Le premier a été tué sur le coup par une balle. Les deux autres se sont enfuis, poursuivis par le tueur, qui a atteint à son tour Jean-Michel Rispoli, touché de quatre balles. Il devait décéder peu après. Le troisième, selon des témoins, serait parvenu à s'échapper, au lieu.

Immédiatement des policiers de la sûreté marseillaise, patrouillant à proximité, ont intercepté le tueur, Armand Filippini.

Selon les policiers, ce double meurtre n'a rien à voir avec l'extradition de Jean Blanchini, gérant du bar La Rotonde, survenue lundi après-midi 3 septembre. Il s'agit d'un règlement de comptes entre petits truands. Depuis le début de l'été sept personnes ont péri sous les balles à Marseille.

● Six personnes ont trouvé la mort, au cours de la nuit du mardi 4 au mercredi 5 septembre, dans l'incendie d'un hôtel à Madrid, sur une île française de la R.I.A. en mer du Nord. — (A.F.P.)

FRANCE INTER



LE 6e SALON DE LA MUSIQUE

BERNSTEIN

4 concerts exceptionnels de L'ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES: MARDI 11 et MERCREDI 12 SEPTEMBRE à 20h30

● Leonard BERNSTEIN: Suite "On the Waterfront" Danses Symphoniques de West Side Story

● RACHMANINOV: Concerto pour piano et orchestre n° 3. Soliste **ALEXIS WEISSENBERG**

RADIO-FRANCE/GRAND AUDITORIUM: JEUDI 20 et VENDREDI 21 SEPTEMBRE à 20h30

Leonard BERNSTEIN: Songfest, création en France. Enregistré par Antenne 2.

en direct sur FRANCE INTER les 11 et 21 SEPTEMBRE

INVITATIONS A RETIRER POUR CHAQUE CONCERT: AU THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, le jeudi 6 à partir de 11h, pour les concerts du 11 et du 12 septembre

A RADIO-FRANCE, le vendredi 14 à partir de 11h, pour les concerts du 20 et du 21 septembre

LE 6ème SALON DE LA MUSIQUE aura lieu du 19 au 23 septembre 1979 au Parc Floral de Vincennes

J. P. V. 10.15.79

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

★ Hôtel confortable et école dans le même bâtiment.
★ 1 heure de cours par jour, pas de limite d'âge.
★ Petite groupe (maximum 12 élèves).
★ Cours dans toutes les langues.
★ Laboratoire de langues modernes.
★ Ecole reconnue par le ministre de l'Éducation anglaise.
★ Faculté d'anglais, sciences, maths, etc.
★ Situation tranquille bord de mer 100 km de Londres.
REGENCY LANGUAGE KENT, S.E.
10, The Priory 512-12
ou 11, The Priory 512-13
4, rue de la République, 95 - 93000 St. Omer.
Tél. : 039-25-33 (par).

LE MONDE

meil. chaque jour à la disposition de vos lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

SPRECHEN SIE DEUTSCH!

Enfin une méthode rigoureuse, simple, individuelle, efficace

- 1 LIVRE
- 1 GUIDE D'UTILISATION
- 4 CASSETTES

SPRECHEN SIE DEUTSCH!
par C. Le Gall

En vente chez votre libraire

FERNAND NATHAN

ÉDUCATION

Une enquête du « Monde de l'éducation » sur le travail des enfants

Un récent rapport du Bureau International du Travail (B.I.T.) évalue à près de cent millions le nombre des enfants qui, à travers le monde, sont contraints de travailler (le Monde date 26-27 août), notamment dans des mines et des usines d'Asie et d'Amérique latine. Ce phénomène est aussi observé dans une moindre mesure, en Europe (Portugal et Italie en particulier).

La France, pays « hautement civilisé », semble à l'écart de telles pratiques : la scolarité obligatoire, les lois et les règlements en vigueur et, bien sûr, la morale, s'y opposent, du moins en apparence.

Une enquête de Danielle Rouard, dans le dernier numéro du Monde de l'éducation (1),

prouve pourtant que cette survie du passé n'a pas complètement disparu.

Par de multiples exemples, cette enquête montre que la pratique des « petits métiers » par les enfants est encore assez répandue en France. Il y a ceux, garçons et filles, qui piquent à la machine, ceux qui récupèrent la ferraille pendant que d'autres vendent sur les marchés ou trient des déchets dans les usines.

Enfants scolarisés pour la plupart, ils exécutent de petits travaux en plus des heures de classe. Parfois, le soir à la sortie de l'école, plus souvent le mercredi, pendant les week-ends ou les vacances. Mais il faut, dans certains cas, augmenter la production au détriment des études. C'est alors l'absence ou pire, comme cette « fille de douze ans qui écoute l'instituteur en tricotant », car, explique Danielle Rouard, cette enfant doit fabriquer des poupées de laines bariolées « pour vendre avec sa famille le brin de muguet dès qu'il sort ». Le même numéro présente, d'autre part, « les enfants de l'Allemagne », ces élèves des classes préparatoires à l'apprentissage (C.P.A.) et parfois des classes professionnelles de niveau (C.P.P.N.), qui passent alternativement une semaine au collège à suivre des cours et une semaine à travailler dans une petite entreprise ou chez un commerçant.

(1) Septembre 1979, n° 53, 7 F.

● Comme chaque année le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) recommande, dans une note aux chefs d'entreprise, d'accorder « dans toute la mesure du possible des absences compensées d'horaires le jeudi 13 septembre 1979 pour donner aux élèves qui le souhaitent, le temps d'emmener les très jeunes enfants à l'école ».

(Cette initiative, prise par le C.N.P.F., depuis quelques années, est fort louable. Mais pourquoi ne pas l'étendre aux parents qui le souhaitent ?)

RELIGION

Une lettre de l'Église de la nouvelle compréhension

A la suite de notre article « La scientologie ne désarme pas » (le Monde du 21 août), qui posait des questions sur les liens qui existent entre la scientologie et l'Association pour le respect des libertés spirituelles, l'Église de la nouvelle compréhension (ex-Église de scientologie), usant de son droit de réponse, nous adresse le texte suivant :

Si derrière l'utilisation gratuite d'une main-d'œuvre pour tester anonymement sur des personnes non prévenues de puissantes drogues mises au point dans un but de contrôle mental. C'est par contre au grand jour que la commission « Les citoyens américains pour l'honneur et le bien du gouvernement », officiellement parrainée par l'Église de scientologie, a dénoncé ces pratiques.

Une campagne internationale a été lancée par cette commission avec l'appui officiel de l'Église de scientologie. Elle vise le secret dont le gouvernement américain entoure le crime contre l'humanité représenté par le B.Z., arme chimique dix à cent fois plus puissante que le L.S.D., et c'est très officiellement que l'Église de scientologie de Suisse a déposé un mémoire très documenté à ce propos à la conférence du désarmement à Genève.

C'est également très officiellement et au grand jour que la commission de citoyens pour les droits de l'homme, qui lutte contre les abus de la psychiatrie, est parvenue en France par la scientologie, en l'occurrence, l'Église de la nouvelle compréhension.

ISTH
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
Expérience pédagogique depuis 1953

PREPA médecine

● Septembre 4 semaines et
● Octobre à JUIN

AUTEUIL 5. Av. Léon-Henry
75016 Paris - Tél. 288.52.09
TOLBIAC 23. Av. d'Italie 75013 Paris
Tél. 585.59.35

ÉCOLE INTERNATIONALE EUROPÉENNE DE PARIS
Établissement Privé d'Enseignement Primaire et Secondaire, agréé par l'Office du Recrutement International

- Préparation au bilinguisme des classes élémentaires
- Préparation au baccalauréat français (A.B.C.D.) et au baccalauréat international
- Sections franco-étrangères (anglais, allemand, néerlandais)
- Laboratoires (sciences et langues)
- Activités sportives et culturelles

Situation exceptionnelle en bordure de la forêt de Sénart
Calme et plein air

Château des Bergeries - 91210 DRAVEIL - Tél. 903.70.03

INTERNAT — DEMI-PENSION — EXTERNAT

SCIENCES

UN COSMONAUTE FRANÇAIS POURRAIT VOLER DÈS 1982 A BORD D'UN SOYOZ

Le cosmonaute français qui doit s'intégrer à l'équipage d'un Soyouz et passer quelques jours dans une station Salout pourrait voler dès 1982. C'est ce qu'a indiqué le président du Centre national d'études spatiales (CNES), M. Hubert Curien. La date de 1982 est la première possible compte tenu des délais nécessaires à la définition précise de la mission, à la sélection des candidats et à l'apprentissage poussé du russe : il faut ensuite prévoir un an ou dix-huit mois d'entraînement à la « cité des étoiles », près de Moscou. Il faut aussi que cette date soit compatible avec le programme soviétique. Mais le vol du cosmonaute aura lieu avant l'autre grand programme franco-soviétique, l'envoi d'un ballon dans l'atmosphère de Vénus. Cette opération était prévue pour 1983, mais les difficultés techniques plus grandes que prévu l'ont fait repousser.

C'est au cours du sommet franco-soviétique d'avril 1978 que le président Brejnev a proposé au président de la République de faire participer un Français au programme soviétique de vols habilités, proposition qui a immédiatement été acceptée dans son principe. Une mission française composée de médecins et de techniciens de l'espace va partir à Moscou pour mettre au point avec les Soviétiques les critères physiques exigés et le mode de sélection.

SOIXANTE-DEUX ASTRONAUTES POUR LA NAVETTE SPATIALE

La NASA vient de sélectionner trente-cinq nouveaux astronautes, parmi lesquels figurent six femmes. Tous pourront faire partie des futures équipes de la navette spatiale. Quinze d'entre eux seront formés comme pilotes, tandis que les autres deviendront des « spécialistes chargés utiles ». Ces derniers seront appelés à occuper des expériences scientifiques et techniques embarquées dans les soutes de la navette.

Le corps des astronautes de la NASA compte désormais soixante-deux personnes, qui, en principe, doivent suivre un entraînement de deux ans. Mais, selon les responsables de la NASA, les nouveaux admis ont fait de tels progrès depuis l'an dernier qu'ils ont satisfait aux exigences techniques et physiques en moitié moins de temps que prévu. Ainsi, la NASA a-t-elle décidé de limiter désormais à six l'entraînement de ses futurs astronautes.

REORGANISATION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MÉTÉOROLOGIE

Le Journal officiel du mercredi 5 septembre publie un décret portant réorganisation du Conseil supérieur de la météorologie. Désormais, les usagers (aviateurs, marins, agriculteurs, entrepreneurs de travaux publics — entre autres) sont représentés au Conseil. Les présidents des commissions chargées des différents domaines de la météorologie font maintenant partie du Conseil. Ces commissions ont désormais une existence officielle. Auparavant, elles existaient au titre du seul règlement intérieur du Conseil. Ces modifications sont une conséquence de la récente réorganisation du ministère des transports qui a la tutelle de la météorologie. Le secrétaire général de l'aviation civile, qui collait la météorologie à disposition, a été remplacé par deux directions indépendantes l'une de l'autre, celle de l'aviation civile et celle de la météorologie.

MERCREDI

MERO

hebdomadaire chez votre marchand de journaux

Rédité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général : Jacques Favret, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde », 5, rue d'Italie, PARIS-14^e. 1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

MSL

73, bd Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93.
11, Pl. A. Briand 69003 LYON - Tél. (78) 62.08.33.

Cadre exportation

120.000 F + voiture

Bourgogne

Une très importante société d'exportation de vins de Bourgogne (plus de 100 personnes, C.A. avoisinant les 100 millions de francs), recherche pour faire face à son expansion, un cadre chargé des ventes à l'exportation. Sous l'autorité du directeur général, il s'occupera en priorité des pays du marché commun, en motivant les agents en place, et en développant la clientèle existante. Dans un second temps, il participera à l'accroissement des ventes auprès des clients dans plus de 80 pays. Le candidat, âgé d'au moins 35 ans et de formation supérieure, aura déjà acquis une réelle expérience professionnelle dans le domaine des vins fins ou spiritueux. L'anglais et l'allemand sont impératifs pour un tel poste qui devrait déboucher rapidement vers de plus importantes responsabilités. Ecrire à P. Rigollier - Réf. B 10174 (Lyon).

Directeur de l'agence textile

120.000 F

Paris

Une société française (450 personnes, C.A. 120 millions de francs) regroupant plusieurs activités textiles et industrielles recherche, pour remplacer le titulaire désirant faire valoir ses droits à la retraite, son directeur de l'agence textile à Paris. Sous l'autorité du directeur général, il sera chargé de suivre et de développer les ventes de produits axés sur la tresse pour : la mode, la confection et la décoration du vêtement. Le candidat, âgé d'au moins 32 ans et de formation style Ecole Supérieure du Commerce aura acquis une réelle expérience de la vente et du négoce auprès des confectionneurs ou grossistes, et aura, si possible, une bonne formation textile. L'anglais est nécessaire. A terme, ce poste devra évoluer vers la direction commerciale et plus, au siège dans la région Rhône-Alpes. Ecrire à P. Rigollier - Réf. B 10171 (Lyon).

Cadre commercial

Paris

Une société française spécialiste de l'étiquette (simple, sophistiquée, adhésive, etc.) tous formats, recherche un cadre commercial pour lui confier la responsabilité du développement de la clientèle. Travaillant sur tout le territoire national, il procédera aux études de marchés, déterminera les nouveaux secteurs à prospecter et contactera les principaux clients. Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement commercial (HEC, Sup. de Co., etc.), âgé d'au moins 28 ans, ayant déjà une expérience de la vente aux grandes surfaces, sociétés nationales, groupes importants, etc... Le titulaire du poste aura une personnalité affirmée et la capacité de s'intéresser aux problèmes de fabrication et de gestion lui permettant d'envisager, à moyen terme, la fonction de directeur général. Rémunération attractive comportant fixe, plus bonus, plus intéressement. Voyages environ 50 % du temps. Ecrire à B. Mangou - Réf. B 2304 (Paris).

Financial controller

180/200.000 F

Paris

Un groupe international leader mondial dans son domaine (C.A. 500 millions de dollars) recherche un « financial controller » pour sa filiale française (C.A. 90 millions de francs, 450 personnes). Hiérarchiquement sous les ordres du directeur général français, mais rendant également compte au contrôleur européen en Angleterre, le titulaire du poste sera responsable de la gestion budgétaire, financière et administrative de la société. Dirigeant la comptabilité et assurant les relations bancaires, il gèrera la trésorerie, préparera les budgets prévisionnels et les états mensuels, établira les prix de revient, contrôlera et expliquera les écarts. Le candidat retenu âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (comptable et financier) aura une expérience de quelques années acquise, d'une part en cabinet d'audit, et d'autre part au sein d'une société multinationale. Il aura également la connaissance du milieu industriel et saura utiliser l'informatique. Anglais nécessaire. Poste à pourvoir en proche banlieue Sud-Ouest. Voiture fournie. Ecrire à B. Mangou - Réf. B 2306 (Paris).

Chef des services comptables

150.000 F

Paris

Un groupe français en croissance soutenue, spécialisé dans la construction de maisons individuelles, recherche le chef des services comptables de sa société-mère (C.A. : 1 milliard de francs). Sous l'autorité du directeur des services comptables du groupe, le titulaire dirigera et gèrera l'ensemble des services comptabilité générale et analytique de la société-mère (30 personnes environ). Il participera activement à l'opération de mise en place d'antennes comptables opérationnelles au sein des délégations régionales. Agé de 35 ans environ, de formation comptable supérieure (DECS complet au minimum), il a déjà dirigé avec succès depuis plusieurs années un service comptable dans sa globalité et a acquis une connaissance très approfondie de la comptabilité générale et analytique dans une société de taille comparable. Ecrire à C. Laurens - Réf. B 4509 (Paris).

Attaché de direction

110/120.000 F

Paris

Le même groupe que ci-dessus (réf. B 4509) crée dans le cadre de son développement un poste d'attaché de direction auprès du directeur de ses services comptables. Sous l'autorité de ce dernier, le titulaire conduira des missions multiples et variées aussi bien au niveau de chaque société d'exploitation qu'au niveau groupe. Son action l'amènera à entretenir des relations régulières avec les départements bilan-consolidation, méthodes-organisation, contrôle interne et informatique. Le candidat retenu, âgé de 27 ans au moins, sera diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP) ou licencié sciences économiques avec en outre une formation comptable supérieure (DECS complet au minimum). Il aura par ailleurs déjà une première expérience de trois années environ des techniques comptables et budgétaires. D'importantes possibilités de développement personnel et professionnel sont offertes à un candidat de qualité. Ecrire à C. Laurens - Réf. B 4510 (Paris).

DISCRETION TOTALE ASSURÉE
Europe - Amérique Nord et Sud - Afrique - Australie - Moyen et extrême Orient

SCIENCES

Quand on porte ce sur le cœur, on es de l'avoir toujours



Le Monde

régions

PARIS

Le Forum des Halles sous le verdict du public

Avant d'être ouvert au public ce mercredi 5 septembre, le forum des Halles a reçu, lors de son inauguration, la visite de quelque quinze mille personnes. Le service d'ordre s'est déroulé sans incident, et des centaines de plantes vertes avaient été placées près des escaliers mécaniques qui irriguent les quatre niveaux du centre commercial depuis la gare du R.E.R.

La place basse entourée de verrières était

comble mardi à midi, à l'heure des discours. Après M. Claude Pierre-Brossolette, président-directeur général du Crédit lyonnais et président de la société civile du Forum, M. Christian de La Malène, premier adjoint au maire et président de la société d'aménagement des Halles (SEMAH), a rappelé les procès d'intention, les critiques passionnées, les évocations dramatiques du trou, parfois même les injures qui ont accompagné le travail quotidien de

l'équipe de cent personnes qui ont eu la charge d'un investissement de presque 2 milliards de francs. M. de La Malène évoqua la nouvelle conception d'urbanisme que représentent les Halles.

M. Chirac insista ensuite sur la « remarquable continuité » du déroulement du plan initial approuvé par le Conseil de Paris. Ignorant les hésitations et les incertitudes qui ont marqué cet aménagement depuis cinq ans,

oubliant le défilé des architectes, M. Chirac rappela le terme de 1983 fixé à l'opération.

Le maire de Paris avait auparavant visité, en compagnie de M. Lucien Lanier, préfet de la région d'Ile-de-France, et de nombreuses personnalités, l'exposition qui retrace l'histoire du quartier, réalisée par la SEMAH et présentée sous un chapiteau rue Pierre-Lescot jusqu'au 5 octobre. Dans la soirée, un spectacle était présenté au centre du Forum.

L'ART DES PROFONDEURS :

Le moins et le plus

Un programme comme celui des Halles ne pouvait pas se passer d'art. Donc on en a prévu : des choses faites pour durer (hélas ! a-t-on parfois envie de dire) et d'autres qui resteront seulement le temps du lancement.

Voyons d'abord le définitif, situés dans des lieux de passage assurés : un mur peint, une vitre peinte, un mur d'images, vingt-huit piliers décorés de céramiques, une sculpture. La sculpture, il est impossible de ne pas la voir. Elle trône à l'air libre sur la place, groupe en marbre de figures bizarroïdes, symbolico-surréalistes - quelque chose. Académique au fond, elle est érigée pyramidale avec ses rondeurs hirsutes, inexpressives et ses roseaux polés et noyés dans le blanc d'un piédestal pompeux qui n'en finit pas de se mouler. Elle s'appelle *égyptomanie* et est signée Julio Silva.

Les piliers : ils sont aux trois portes d'accès des niveaux - 1 et 2, soit quatorze à chaque niveau. Les auteurs : Rietz pour le 1, Cucco pour le 2. Ils ont renoué un bestiaire enroulé sur gros cylindres porteurs. Pas mal du tout, en fait. Un pilier pour les jeux de perspectives, l'autre pour le jeu de la surface colorée appliquée à des bestioles de rang différent : le lion, la girafe ou l'oiseau de

Rietz se trouvent d'ailleurs dans le secteur des grands magasins de mode; la girafe, le mouton ou le chien de Cucco dans celui, plus terre à terre, de l'artisanat et de l'équipement de maison.

Passons aux murs et aux peintures regroupées dans la zone d'ombre - 3. Pour égarer ? Abstraits dans sa voute, semble-t-il, tremblant et multiplié les repères au point, rue de l'Arc-en-Ciel, de passer ses couleurs à l'eau de Javel. Moretti, c'est l'inverse. Avec une assurance à vous couper le souffle, la vitre à lui-même, c'est-à-dire à une somme mal digérée de pastiches invraisemblables, de Mathieu au pop. Le pire, c'est que c'est effrayantement grand. Rietz, un mur d'images d'Antoine de Bary, plus discret celui-là, pour l'entrée d'un cinéma. Noir et blanc, c'est un montage copieux d'images et de textes, pour se référer à sa propre histoire du cinéma.

Et maintenant l'éphémère, qu'il faut aller chercher au fin fond des rues, dans des boutiques qui n'ont pas encore trouvé d'acquéreurs : on n'allait pas les laisser vides pour l'ouverture. La Société d'aménagement a donc confié à une agence artistique d'un style nouveau : l'agence Art + (plus, moins, on donne décidément dans

le calcul) qu'anime Gilles de la Roche, le soin de faire occuper ces espaces par des artistes, qui se sont chargés de détourner allégrement les espaces pour mettre un peu d'air dans tout ça.

Et c'est ainsi que pendant un mois on pourra s'égarer un peu. Se plonger dans une contemplation mystique sur fond de carreaux blancs (J.-P. Raynaud) ou recueillir dans le bleu cryptique d'un monument perché (Damian), se mouvoir dans une épure cinétique de Soto, s'intercaler entre les + au nom d'ici et de là-bas de Kowalski, prendre un bain de reflets et de poudre d'argent dans les mirallages de PVC moulés sur feuilles de bettes de Messager, se reposer dans un transit en écoutant le bruit de la terre et en regardant l'ombre d'un palmier (Malaval), méditer sur le pourquoi du maître carré artistique de Brad Forst, voyager dans l'île de Sanquhar, une grande maquette-sculpture de poudres colorées, habillée autrement ; et aussi, se souvenir des Halles, dans le mur de l'arc-en-ciel, en observant la lente dégradation des aubergines, des concombres et des radis roses échauffés en « Fiedeshailes », par Miralda.

Et maintenant, dans le mur, dans les profondeurs du « plus », ils ont pensé le « plus », le ciel, la lumière. Une manière douce de contester.

Le chemin de l'homme, le chemin de Rietz sur le mur de béton du bastion de la R.A.T.P.

GENEVIEVE BREERETTE.

ÉCHECS

Les cinquante-troisièmes championnats de France

Kouatly et Sellos disputeront un match de départage Niveau moyen plus relevé

Les 53^e championnats de France d'échecs ont pris fin à Courchevel sans qu'émerge du tournoi national un champion de France. À l'issue de la onzième et dernière ronde, le maître international franco-libanais Bachar Kouatly et le Parisien Didier Sellos (vingt et un ans tous les deux) se sont retrouvés à égalité à 8 points. Un match de départage en quatre parties aura lieu en octobre, probablement à Lyon.

Il faut regretter que ce championnat de France ne soit pas chaque année l'occasion pour les meilleurs Français de se retrouver. Il était boudé cette fois par quelques joueurs de premier plan, MM. Haik, Giffard, Chevaldine entre autres. Ceux-ci considèrent sans doute que leur titre national n'est plus rien à prouver. Grave erreur dans une discipline où aucun Français n'est prophète en son pays, et encore moins à l'étranger. Nos meilleurs éléments, y compris le maître international Aldo Haik, évoluent très loin (à 300 ou 400 points d'écart) des meilleurs joueurs de la planète et aucun d'eux ne domine vraiment ni les autres ni son sujet.

La vogue grandissante des échecs en France s'est confinée à Courchevel, où l'altitude (1.850 mètres) n'a pas trop gêné les « pousseurs de bois » regroupés dans les vastes locaux de l'office de tourisme. Plus de six cents participants étaient réunis en cinq tournois. L'open fédéral ouvert à tous les licenciés, quel que soit leur niveau, comptait à lui seul quatre cent quatre-vingt échéphiles, parmi lesquels bon

nombre de très jeunes joueurs. Les trois tournois à qualification (National, Accession classique et Accession ligue) réunissaient une centaine des meilleurs joueurs français. Enfin, douze femmes disputaient le championnat féminin, dont l'intérêt aussi bien que la philosophie sont contestables : le cerveau féminin est-il donc fait différemment ?

Si l'élite ne progresse que lentement, le niveau moyen de la masse a fait un bond en avant en quelques années, grâce en soit toujours rendue à l'inaccessibilité étoilée Bobby Fischer qui, par le bruit et la fureur de son match contre Spassky en 1972, a réveillé les échecs dans tous les pays du monde.

Après lui, le bois fut changé en or et les jeunes garçons (Où sont les filles ? Elles n'étaient pas vingt-six cents à Courchevel) découvraient émerveillés l'alcôve des pièces. Entre 1972 et 1979, les effectifs de la Fédération française des échecs ont connu un boom dans la mesure où, de six mille à neuf mille cinq cents licenciés. Le bis monte, tel Philippe Benliko, douze ans, déjà champion de France minime, qui réussit à prendre la quatorzième place de l'open en battant des adultes chevronnés et peut aussi se vanter d'une victoire sur Kortschnoi. En effet, le vice-champion du monde est venu, depuis la proche Suisse où il réside, donner une simulée aux quarante échiquiers. Il gagna trente-cinq parties, en annula trois et en perdit deux dont celle contre le jeune Benliko. Celui-ci est, avec un autre minime, Miralles, un des nos plus sérieux espoirs pour la prochaine décennie.

NATIONAL. — 1. Didier Sellos et Bachar Kouatly, 5 pts ; 2. Daniel Roz et Richard Goldenberg, 3,5 ; 3. Pierre Melnikov, Laurent Moretti et Alain Villeneuve, 2,5 (vingt-quatre participants).

ACCESSION CLASSIQUE. — 1. Pascal Herb et Francis Lemaire, 7,5 pts ; 2. Eric Prié et Jean-Luc Roos, 7. Ces quatre joueurs sont qualifiés pour le National 1980 (vingt-quatre participants).

ACCESSION LIGUES. — 1. Jean-Christophe Yoccoz, 4 pts ; 2. Patrick Sicy, 3. Ces deux joueurs sont qualifiés pour le National 1980 (cinquante-deux participants).

OPEN FÉDÉRAL. — 1. Yves Lorenzi, 5,5 pts, qualifié pour le National 1980 (plus de cent soixante-dix-neuf participants).

FÉMININ. — 1. Monique Ruck-Petit, 7,5 pts.

MERCREDI



hebdomadaire chez votre marchand de journaux

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Cannes à l'heure arabe

III. — Et s'ils ne venaient plus...

par GUY PORTE

La clientèle du Proche-Orient même grand train de vie. Les commerçants de luxe se multiplient pour tirer profit de cette frénésie de consommation, de bijoux, de vêtements et de produits divers (« Le Monde » des 4 et 5 septembre.)

Un appartement sur la Croisette, à Cannes, se vendait, il y a trois ou quatre ans, 10 000 ou 20 000 francs. Aujourd'hui, il faut aujourd'hui multiplier ces prix par deux et même, dans le cas des appartements « en front de mer », des Résidences du Grand-Falbi, quatre fois. Dans le quartier résidentiel de la Californie, même progression : de 5 000 à 8 000 francs, on est passé couramment à 12 000 ou 13 000 francs, voire, pour l'ensemble immobilier de très grand luxe Mariposa, à 20 000 francs le mètre carré.

La révolution de l'indice du coût de la construction ni les vives tensions qui caractérisent le marché foncier local ne suffisent à expliquer cette flamée des prix. La loi de l'offre et de la demande est, comme toujours, déterminante et, en l'occurrence, la demande de la clientèle du Proche-Orient constitue sans nul doute l'un des principaux facteurs de l'immobilier de luxe cannois. Celui-ci ne représente que 10 % à peine du parc de logements construits (en chiffre d'affaires, beaucoup plus évidemment !).

Malheureusement, pour les catégories d'appartements de standing — par une autre loi naturelle du marché — ont peu ou prou poussé ce mouvement ascensionnel des prix. « Si bien », constate un jeune agent immobilier, M. Jean-Yves Felloux, que nous avons perdu le contact avec la clientèle traditionnelle. »

Un très petit nombre des trois cents professionnels de Cannes ont la « chance » de pouvoir toucher la clientèle — restreinte — des émirs, ne serait-ce qu'en raison de la piètre d'intensité des échanges qui interposent entre l'acquéreur et le vendeur, moyennant de considérables commissions. À ce propos, d'ailleurs, la pratique du bakchich, sans vraiment faire école — notre vieille institution du pourboire a ses lettres de noblesse — n'a pas tardé à s'épanouir dans le microcosme cannois.

« Les chauffeurs de princes ou d'hommes d'affaires arabes sont des personnages importants qu'il convient de ne pas négliger », remarque un commerçant. Le personnel subalterne des palaces n'est pas en reste. « Courses de

taxi, lavage des voitures, etc., c'est généralement 10 % de la facture », ajoute ce même commerçant, qui a dû personnellement se montrer « compréhensif » de certains clients conglomérés pour faire passer aux « bons clients » ses cartes de visite.

Les effets directs sur l'économie locale des investissements immobiliers réalisés par la clientèle du Proche-Orient sont, au demeurant, plus limités qu'on ne pourrait le penser. Cannes ne voit guère, en effet, la couleur des pétrodollars déposés dans des établissements financiers londoniens, suisses ou américains. Lorsque les transactions interviennent dans des conditions classiques, les agences bancaires locales se bornent à exécuter, par un simple jeu d'écritures, les ordres de transfert de capitaux donnés par l'acquéreur. Un grand nombre d'opérations se font par ailleurs sous forme de cession d'actions, par l'intermédiaire de sociétés étrangères qui ont assez fréquemment leur siège au Liechtenstein.

« Les affaires, qu'il s'agisse de l'immobilier ou d'autres secteurs d'investissement, se traitent ailleurs qu'à », confirme M. Petit-Jean, directeur de l'agence locale du Crédit commercial de France. « Cannes ne peut évidemment prétendre à devenir une place financière. Les commerçants locaux ont ici servent aux dépenses secondaires. Leur niveau n'est d'ailleurs pas négligeable, mais les effets indirects à travers les agences immobilières, les entrepreneurs — il faut bien constater les appartements que l'on vend, les commerçants locaux, sont les plus importants. »

Un vigoureux élan

L'arrivée de la clientèle du Proche-Orient, et essentiellement des Iraniens, a sans doute contribué aussi au phénomène d'hyperinflation du secteur commercial cannois. La colonie iranienne, nombreuse et dispendieuse (1), a incontestablement imprimé un vigoureux élan aux affaires, qui a connu son apogée dans les années 1977-1978. On a vu, pendant cette période, les créations de magasins se multiplier, tout particulièrement dans le domaine du prêt-à-porter (quarante boutiques ouvertes en l'espace de deux ou trois ans dans le secteur de la partie supérieure de la rue d'Antibes).

Le retournement de la situation politique en Iran a brusquement une sourdine à cette euphorie. La soudaine défection des Iraniens, témoigne un certain nombre de commerces masculins, M. Philippe Trauband, a fait chuter notre chiffre d'affaires de moitié dans notre magasin de la Croisette et de 30 % rue d'Antibes. Dans le mobilier, les Iraniens sont aujourd'hui vendeurs, quelquefois même à perte, pour partir s'installer en Californie ou au Québec.

En attendant les Mexicains

La source des investissements iraniens tarie, ou presque, l'apport économique de la clientèle du Proche-Orient repose donc désormais sur des bases beaucoup plus étroites. Certains professionnels locaux restent néanmoins confiants en l'avenir. Claude Muller est de ceux-là. Cet ancien agriculteur d'Algérie, qui dirige aujourd'hui à Cannes l'une des plus importantes agences immobilières de la Côte d'Azur, a su, par son habileté et son mordant, devenir l'interlocuteur privilégié des nouveaux riches du pétrole. « Nous ne sommes qu'un début des investissements arabes », affirme-t-il. La législation française, à la différence de celle de l'Espagne, ne les encourage malheureusement pas.

À ceux qui objectent que les grandes propriétés susceptibles d'intéresser les nouveaux riches de la Côte sont devenues rarissimes, l'entrepreneur agent immobilier entend apporter la preuve qu'un produit spécifique peut encore être créé. Se muant en promoteur, Claude Muller va ainsi réaliser prochainement, dans un parc de 3 hectares, situé dans le quartier de la Croisette-Gardes, à l'ouest de Cannes, vingt appartements de très grand luxe et de dix pièces chacun, en trois immeubles. Uniquement destinés à recevoir la clientèle arabe.

Beaucoup estiment pourtant que la fréquentation de Cannes par les émirs des États pétroliers n'offre aucune garantie de pérennité. « Une conjoncture économique et politique favorable aux amentes, fait-on remarquer. Une autre conjoncture défavorable peut les ramener. » L'exemple iranien vient naturellement étayer ces craintes. « Les

productions de certains représentants du monde arabe pétrolier, prophétise à ce propos un observateur libanais, ne seraient pas perpétuelles. Elles sont déjà sévèrement jugées par certains pays du tiers-monde auxquels on a fait des promesses d'aide économique qui n'ont pas été tenues. »

On commence donc à Cannes à se poser la question : « Et si s'ils ne venaient plus ? » L'éventualité n'efface pas outre mesure. « La ville, argumentent les plus confiants, n'a jamais cessé d'être courtisée par les plus riches clientèles de la Terre. Après les lords écossais et les grands ducs de la Belle Époque, après les milliardaires texans du dernier après-guerre, après les émirs du pétrole, nous attendons maintenant les Vénézuéliens ou les Mexicains... »

FIN

(1) Selon certaines approximations, la colonie iranienne sur la Côte d'Azur surpasse par certaines six à sept mille familles dans les mois précédant les événements. Mais compte de plus de cent mille Iraniens — nécessaires pour des séjours prolongés — ont été actualisés dans le dossier par la préfecture des Alpes-Maritimes.

Une formule éprouvée de cours du soir 1 soir par semaine 1 samedi sur deux

Cadres, futurs Cadres, assurez votre promotion

Formez-vous en : GESTION FINANCIÈRE, FONCTION PERSONNEL, MARKETING et MANAGEMENT.

Prochaines sessions : 10 Novembre Documentation détaillée à :

CNCS CSSE 14 rue de la République 75008 Paris (Métro : Oberkampf) Tél. 33 79 50 50 50

Le consommateur

Pour un cinéma

le verdict du public

Le verdict du public, c'est le verdict des architectes. M. Ch...
Le verdict du public, c'est le verdict des architectes. M. Ch...
Le verdict du public, c'est le verdict des architectes. M. Ch...

RACTION SUR LE TEMPS par Urban Sax

Le rituel de l'invasion

Mod. Les 100...
Le rituel de l'invasion...
Le rituel de l'invasion...
Le rituel de l'invasion...

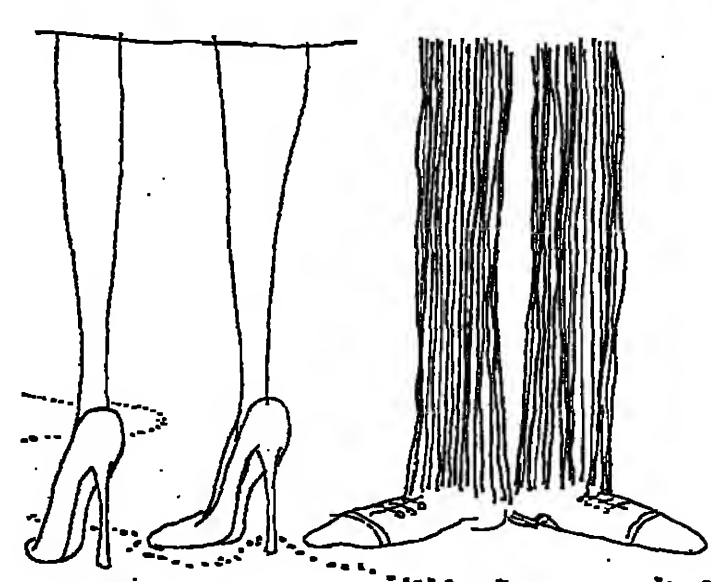
l'heure arabe

ils ne venaient plus...
l'heure arabe...
l'heure arabe...

Une formule éprouvée de cours du soir...
Cadres, futurs Cadres, promotion...
Généraliste, spécialiste, gestionnaire...
C.N.F.E.J.

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES



les enfants

Le consommateur consommé

L'ENFANT aime la publicité comme le sucre, sans se soucier des effets culturels qu'elle provoque dans sa vision de lui-même et du monde. N'en déplaise aux professionnels qui, depuis six mois, suscitent enquêtes et colloques pour nous faire croire que les enfants résistent sérieusement à la pression publicitaire.

On nous dit qu'ils savent fort bien choisir entre les produits. Peut-être. Mais s'ils se défendent de tel ou tel achat, ils n'échappent pas à la norme implicite et réitérée selon laquelle, pour être, il faut acheter.

On nous dit qu'ils rejettent les produits qui ne correspondent pas à leur publicité. Peut-être. Mais ils n'en continuent pas moins de gôber spot après spot, oubliant la déception de l'achat passé par le fantasme de l'achat à venir. Le renouvellement des envies anesthésie les résistances. Ainsi se crée un déséquilibre dynamique qui conduit à ne vivre qu'en vue de futures consommations. Exister, c'est saliver.

On nous dit que, à l'inverse de l'adulte, l'enfant est surtout sensible à la valeur intrinsèque du produit. Peut-être. Mais la publicité ne s'efforce pas moins de lui associer les autres « valeurs » (socio-culturelles), de les y réduire, comme s'il fallait imprégner l'enfant de l'idée que toutes les dimensions de l'existence vont pouvoir se vivre dans la seule consommation. Le goût du risque, l'aventure, l'émotion, les émotions transforment en bêtise. L'effort, le dépassement de soi, c'est Vitell, avec un V. Le radical changement, ce sera tel nouveau papier-toilette : la révolution sera hygiénique ou ne sera pas. Le « merveilleux » se succède aisément à travers un bonbon (Allée au pays de l'Émeraude). La sportivité se trouve dans le cas, soulet William Saurin, le casuel des rugbymen et des footballeurs. Un bon fruité per-

met à l'enfant de rejoindre l'antique sagesse : *mens sana in corpore sano*. Il doit bientôt trouver « génial » un yaourt, sublime une purée : son ventre pense pour lui. Quant à l'image de la grandeur, il la trouvera, non pas dans le général, mais dans un géant qui lui ressemble, le monsieur Nesquik, qui clame devant son bol fumant : « J'ai si ans énormes en moi ! » Et ainsi de suite.

On nous dit, enfin, c'est l'argument-masse : voyez comme l'enfant moderne est en sécurité dans cet univers d'objets ! Comme il est bien dans sa peau : c'est un « consommateur-né » ! Né, ou conditionné ? C'est tout le problème. Nos euphoriques publicitaires oublient un peu vite que l'enfant d'aujourd'hui est déjà le fruit de dix ans de spots. Dix ans qu'on l'invite à se reconnaître dans l'enfant « heureux » qui ne vit que dans et par la consommation. Dix ans que cette peur uniforme de l'enfant « bien dans sa peau » a conduit à des programmes qu'il faut avoir vus, de spots qu'il faut avoir vus, de tentes de normaliser la diversité concrète des enfants tels qu'ils sont. Dix ans qu'ils sont incités, non à vivre leur âge mais à le consommer les stéréotypes à la mode, leurs desquels on n'est pas un enfant comme les autres. Dix ans que nos « consommateurs-nés » sont conviés, par-dessus tout, à consommer un mythe de leur enfance forgé par des adultes nostalgiques, comme pour les dissuader de devenir vraiment hommes.

Il ne suffit pas de considérer l'enfant de la pub : il faut admirer la façon dont on le force à se regarder lui-même (1). Ébahissez-vous devant l'enfant du spot Cadbury, cette merveille de fraîcheur et de spontanéité. Voyez la jeunesse naïve de ses intonations, la douceur délectable de sa voix : « C'est pas grave, monsieur Cadbury, si tu ne les fais pas un peu plus longs, j'en mangerai un peu plus. C'est tout. » Délicieuse candeur, ingénue gourmandise — il est lui-même à croquer, n'est-ce pas ? Et que dire de l'affiche Kodak où l'enfant protégé par son chien savoure sa photo d'enfant protégé par un chien ? Et cette petite aux adorables lachas de rousseur qui sort du concours à 4 heures en même temps que les paquets de EN n'est-elle pas délectable, elle aussi ? Comme il doit être doux aux yeux des enfants de voir comment il est doux d'être enfant !

Pourquoi deviendrait-il adulte ?

Le spectacle des publicités habitude l'enfant à consommer l'image toute sucrée qu'on lui donne de lui-même. Du même coup, on le clôt dans un narcissisme définitif : pourquoi sortirait-il d'une aussi agréable digestion de soi ? Pourquoi deviendrait-il adulte, sinon pour rester grand enfant ? Faut-il s'étonner que tant d'adolescents aient tant de mal à quitter le faux paradis de l'enfance et entrent dans la « vie » à reculons ? On ne dira jamais assez combien l'excitation du mythe de l'enfance déraloie aux yeux des jeunes l'âge mûr et le monde adulte. En les habituant à se voir avec l'œil émerveillé-épiqué des grandes personnes, on les enferme dans la pseudo-essence qu'on leur a inventée. La dimension fondamentale qui manque à la vision publicitaire de l'enfance, c'est bien le désir de croître, de devenir vraiment.

On objectera que nombre de publicités poussent l'enfant à s'identifier aux adultes. Il faut voir de quelle manière. « Soyez Niki Lauda », cela veut dire :

GOLDORAK, GO !

C'est Goldorak, vu par Brice, quatre ans et demi, l'hiver dernier. Un Goldorak parmi d'autres. Il ne dessinait presque plus que lui, ne chantait presque plus que lui : « Il arrive du fond du ciel, aussi vite que la lumière. Qui est-il ? D'où vient-il ? For-mi-dable robot des temps nouveaux (...). C'est Goldorak-le-grand, le grand Goldorak-AAK ! »

Goldorak, pour les intimes, ses « métamorphoses », ses « transits », nous ont fait passer un hiver futuro-spatial au cours duquel les « rétro-lasers » ont balayé tous les petits héros minables de chair et d'os qu'on pouvait présenter comme contre-modèles. Le pot de terre contre le pot de fer en quelque sorte ! Qu'est-ce que l'impact d'un pan-pan-pan de pistolet, d'un arc et de ses flèches ? Des accessoires franchement rétro, ceux-là, contre tous les super-attributs du bon robot ; et un cri de jungle et une liane contre un apocalyptique avec les engins spatiaux sophistiqués des aéroces de la planète Végé ?

Avec Superman, un moment on a cru, comme avec Spiderman, l'homme araignée (probablement en partie la cause



d'une très jolie chanson : « L'araignée, l'araignée, elle pousse ses croches de nez, attention, elle est née dans un trou de cabinet ! Prends ça-sardes ! Prends ça-sardes ! l'araignée est là ! », qu'il y aurait quelques problèmes pour la conquête de l'univers-jeu, ils tombaient presque tous en même temps. Et se sont arrangés entre eux. Juste d'ailleurs pour mettre fin à la mode vampire ; une autre histoire, à laquelle il nous était, nous les vieux, plus facile d'apporter quelques pierres transylvaniennes : il fallait bien expliquer le pourquoi de ces mâchoires en plastique rose ou blanc, vendues avec des petits grains de bonbon (globules ?) chez le libraire installé juste en face de l'école maternelle, et qui passaient allègrement de bouche en bouche, troquées contre un sachet d'images de Maya l'abeille, ou d'Elliot, ou de Casimir, selon les humeurs du moment.

Tout ça pour expliquer que, si on veut être juste dans l'analyse iconographique du dessin ci-dessus, il ne faut pas oublier de noter une certaine tournure des mandibules un rien dragées, une certaine ostentation (un rien de l'attitude du film Superman...) et peut-être aussi un certain fascisme rebours à la Nounours, et des cornes à cheval entre l'oreille d'âne ou de petit lapin...

On dit que ça vient de la télé. Surement. Mais, au fond, Brice n'a pas tellement eu besoin d'aller y voir. Il connaissait Goldorak avant même d'avoir regardé un seul épisode du feuilleton — et après, ce qui l'intéressait presque exclusivement, c'était le générique (il avait bien raison, tout y était dit, c'était le meilleur, question animation). Pour lui et ses copains du même âge, Goldorak a conquis l'attention : quelque grand frère inliné, deux ou trois images-chocs au départ, sur lesquelles est venu se greffer le scénario habituel des badges, vignettes, affiches, posters, albums, livres, 45 tours, emballages de chewing-gum et de bonbons, t-shirts, mannequins, etc. : en vente partout sur le parcours ruineux de l'école.

Cet été on aurait peut-être pu oublier. Mais non. Les esquimaux glacés aussi étaient enveloppés dans du Goldorak. Et, pour le rentrée, beaucoup de cartables, dans les rayons des grands magasins, portaient la tête cornue...

Goldorak parviendra-t-il à maintenir ses positions, cette année ? (A suivre.)

Cela dit, encore et toujours, Brice adore qu'on lui et relise les rééditions de Babar. GENEVIÈVE BREERET.

Pour un cinéma auquel ils ont droit

L'AMOUR des enfants pour le cinéma se développe, et il n'y a pas à s'en plaindre. Si Nicolas, à treize ans, voit sept fois la Guerre des étoiles, si Olivier, à huit ans, raconte, plan par plan, en respectant la durée, le Chat qui vient de l'espace, ce n'est pas un signe d'appauvrissement, simplement la preuve que l'imagination se nourrit d'autres histoires.

Mais, en France, cette passion redoublée, que l'on fait dévier vers les voies obligées de la consommation, est bien mal assouvie. Depuis la fin des années 50, depuis l'heureux temps de Crin Blanc et du Ballon rouge, d'Albert Lamorisse, il n'y a pas eu de films pour enfants. Jean Image poursuit (difficilement) son œuvre de dessins animés, quelques réalisateurs comme Jacques Demy avec le Joueur de flûte de Hamelin et Peau d'Âne, ou Pascal Kané avec Dora et la lanterne magique, font exception à la règle (mais ils ne s'adressent pas uniquement aux enfants), et c'est tout. Parents et enfants doivent se débrouiller avec les moyens du bord, les uns pré-cipitant les autres dans les bras de Walt Disney.

Ce n'est pas qu'il manque des créateurs : il y a beaucoup de cinéastes qui auraient quelque chose à dire aux enfants, comme d'autres écrivent pour eux, ou dessinent, ou font du théâtre, mais on ne leur donne pas les moyens de les atteindre. Quel est le producteur qui financerait un projet de ce type, sachant qu'il ne sera pas distribué ? Les films ne manquent pas non plus : en Scandinavie, dans les pays de l'Est, des structures existent pour permettre ce type de production. Là encore, c'est l'intermédiaire qui fait défaut, le distributeur qui fait écran et rachète pas les droits.

S'il y a ce blocage au niveau de la diffusion et de la distribution, on se doute bien que ce n'est pas par principe. C'est parce que le marché du cinéma pour enfants n'existe pas. Il n'y a qu'un monopole, celui des produits portant la marque Walt Disney. Il faut actuellement trois ans pour « rentabiliser » un film pour enfants, si une quinzaine de semaines pour faire huit cent mille entrées avec une reprise de Candillon.

Face à une situation aussi dramatique, il y a évidemment des gens et des associations pour se battre. Interlocuteur officiel de l'UNESCO, des différents ministères concernés, et du Centre national de la cinématographie, le Centre national français du film pour l'enfance et la jeunesse (le C.N.F.E.J.), a pour tâche principale d'organiser chaque année un festival international et un colloque.

Préfacé par M. Georges Hacquard, directeur de l'Ecole alsacienne à Paris, le C.N.F.E.J. aspire à l'existence d'un « cinéma de qualité ». Au cours d'une conférence de presse préparatoire au festival qui a eu lieu l'automne dernier à Strasbourg, M. Georges Hacquard a insisté sur l'aspect éducatif de ce cinéma et préconisé des clas-

siques, des chefs-d'œuvre, de même qu'il faut « montrer Phédre aux enfants ».

Il y a aussi l'initiative de Mme Sonika Bo, avec le « club Candillon », le comité français du cinéma pour la jeunesse, et bien sûr, tout le secteur non commercial des fédérations de ciné-club, l'Ufolela, la Fédération Jean-Vigo, et la F.F.C.C. Depuis quelque temps, il y a surtout le travail du Comité-manifeste « Pour un cinéma auquel les enfants ont droit » et celui, parallèle, de la commission de promotion Cinéma et Enfants de l'A.F.C.A.E. (Association française des cinémas d'art et d'essai).

« Il ne suffit pas qu'un film soit un chef-d'œuvre pour qu'il puisse être vu par les enfants », dit Gérard Lafèvre, membre du Comité et de la commission de l'A.F.C.A.E., « les enfants de six à dix ans ont des différences indéniables avec les adultes, qui font qu'on ne peut pas tout leur montrer. Or, avant dix ans, il y a une censure terrible. Et il est rare de trouver des films où l'adulte puisse accompagner l'enfant sans avoir à rougir, puisse partager un intérêt, un plaisir, éventuellement dialoguer ».

Composé d'une quinzaine de « volontaires », le Comité-manifeste n'est pas une association, mais un regroupement informel lancé à l'initiative de la section cinéma de la maison des arts et de la culture de Créteil (avant qu'elle soit licenciée, à l'issue d'une première semaine internationale sur le cinéma et les enfants organisée à

Créteil en janvier 1979. Une deuxième semaine a été mise sur pied en 1978, et un manifeste rédigé qui revendique : « un cinéma spécifique, qui ne soit ni moralisateur (l'interdit), ni éducatif (l'interdit), ni didactique (l'interdit), ni d'édification (l'interdit), ni d'édification (l'interdit) ».

En liaison avec les premières Journées Internationales, l'A.F.C.A.E., dont la commission enfance avait été créée en 1975, présentait une semaine du cinéma pour enfants, aidée par le C.N.C. et présentée dans plus de vingt endroits. C'était sa première manifestation. Depuis, la commission s'attache à découvrir des films, a recensé une quarantaine de salles prête à les accueillir, et son but principal est d'ouvrir ce marché qui fait défaut. Elle s'appuie notamment sur les deux petites maisons de distribution des fédérations de ciné-club qui permettent à celles-ci d'acquiescer des droits commerciaux. Citevoix et Citeop ont ainsi acheté les droits d'Aventure dans la baie d'Or, de Brétilav Pöler, Aventures fantastiques, de Karel Zeman, Hugo et Josephine, de Kjetil Grede, Les enfants du jour, de Ivanka Grabcheva...

Notre analyse, expliquent les membres de la commission, a toujours mis en avant le fait que la production (donc la création) française de films pour enfants naît de cette dynamique de la diffusion : il s'agit de créer en aval un appel d'air qui encourage les réalisateurs français à s'adresser aux enfants par le cinéma. Sur ce type de projet, le C.N.C. est prêt à apporter son soutien. — C.D.

LES ENFANTS

L'amour de la danse

ENTRE les séances d'initiation programmées à la maternelle et les quelques heures libérées, plus tard, dans le cadre du temps-pédagogique, il est difficile de parler de véritable enseignement de la danse à l'école. Ce n'est pourtant pas faute de participants à en juger par la profusion d'établissements spécialisés : quatre-vingt-sept ateliers, instituts et écoles ont été recensés par le Centre national d'animation musicale (C.N.A.M.) ; des cours pour tous les âges et toutes les sensibilités, danse classique ou ethnique, flamenco ou claquettes, « expression gestuelle » ou « relations corps et son ».

Dans le domaine de la danse proprement dite, le choix des enfants se limite essentiellement au classique, de structures en apparence plus rigides, mais dont le prestige réel est en province et auprès des filles, et au moderne qui suscite depuis une dizaine d'années un véritable engouement.

Qu'il soit authentique ou « suggéré », le besoin d'un corps de moins en moins sollicité dans la vie quotidienne n'est pas toujours canalisé avec discernement, et les idées reçues ou les négligences peuvent être lourdes de conséquences. Classique ou moderne, la danse demande la même persévérance, les mêmes sacrifices et, commencée trop tôt par inconscience des parents, ou dans de mauvaises conditions à cause d'un professeur inexpérimenté, elle peut engendrer de graves déformations ; des efforts trop prononcés ou de mauvaises positions peuvent au moment de la croissance compromettre irrémédiablement l'avenir de danseur. Le futur diplômé de professeur, obligatoire dans le secteur public mais facultatif dans le privé, devrait limiter ce genre de risques.

Si l'enfant « accroche », si, après l'école de danse, le conservatoire de région, il satisfait aux critères physiques encore plus impitoyables pour les femmes que pour les hommes, il peut brigue une place au Conservatoire national (ouvert à Lyon, ouvrira en octobre) puis à l'école de l'Opéra. Ce cheminement est parfois bloqué au niveau des études secondaires, tant il est difficile de mener de pair ces deux activités, et, même facilité par la création d'un nouveau baccalauréat F II avec spécialité musique et option danse, il n'est mené à son terme que par quelques rares individus plus rares encore parmi les garçons.

YVES CORNU.

* Comité des fêtes du Chénay, 4, square Balzac, 78150 Le Chénay, Tél. 954-43-47.
* C.N.A.M., 55, rue de Varenne, 75007 Paris, Tél. 222-92-60.
* Centre culturel américain, 261, boulevard Raspail, 75014 Paris, Tél. 03-50-52.

Victor Hugo au lycée Lavoisier

« **N**OUS sommes allés à la bibliothèque de Beaubourg lire tout le théâtre de Victor Hugo, dit Stéphane. Il n'y a pas de très bons auteurs contemporains. Sartre, c'est le mieux, mais c'est difficile. Avec Victor Hugo, nous avions le champ libre, et puis on peut en faire ce qu'on veut. Il y a beaucoup de mouvement. Nous cherchons aussi les pièces où il n'y ait pas trop de présences féminines pour ne pas avoir de problèmes. Les filles sont moins motivées ou si elles le sont, ce n'est pas vraiment pour le théâtre. »

Ils ont commencé avec *Des souris et des hommes*, il y a deux ans. « Nous sommes partis de cette idée qu'il fallait tout faire nous-mêmes, sans professeurs, pour ne pas tomber dans la fête de fin d'année », disent Stéphane et Pierre qui, avec six camarades, ont monté au mois de juin *A quelque chose d'habile* (A.Q.C.H.E.B.). A l'heure actuelle ils doivent penser aux *Croquis de Marianne* qu'ils ont choisis pour cette année. La troupe sera seulement un peu modifiée, le maître Jacques de A.Q.C.H.E.B. étant parti aux Etats-Unis.

Chaussettes rouges, lèvres rou-

ges, cheveux lissés en arrière, délibérément rétro par leur tenue et l'affectation de leur jeu, ils avaient donc présenté cette pièce de Victor Hugo qu'ils appelaient A.Q.C.H.E.B. et pour qui avait eu la chance de se trouver dans ces murs du lycée Lavoisier, sans être ni élève ni parent, cela avait été une révélation, ces adolescents qui faisaient du théâtre, qui avaient travaillé seuls pendant un an, qui avaient travaillé comme beaucoup de comédiens du jeune théâtre ne travaillent plus.

« Au début, il y a eu un travail de trois mois sur le premier acte, sans rapport avec le résultat. Nous avons d'abord tout transformé en burlesque. Nous jouions presque en clown. On se l'amusait dessus. On démolissait le texte. On le dynamitait — c'est efficace pour les acteurs ; ils y voient mieux — et nous avons tout recollé après. Petit à petit nous avons appris à faire la vide. Nous enlevions des gags et nous sommes arrivés à une certaine efficacité dans la mise en scène, à ne pas laisser des choses lourdes, inutiles, répétitives. »

« Le plus difficile, c'était les plus belles scènes, les passages dont nous voulions garder l'émotion. Sinon, Victor Hugo on ne

peut pas le jouer en se prenant à son jeu sérieusement. C'est triste comme d'un seul coup il casse tout lui-même. On dirait qu'il a honte. Ce nihilisme, les romantiques le pratiquaient tous. C'est indéniable dans Musset. » A l'interlocuteur étonné qui demande s'ils ont appris cela en classe, ils répondent : « On peut l'apprendre, mais même sans l'apprendre, cela se voit. »

Les spectateurs (« ils ne doivent pas être concernés, devenir acteurs »), ils ne les ont pas réellement trouvés parce qu'ils n'avaient pas assez confiance en eux, ils n'ont joué que dans leur lycée, rendant par leur recette les 900 F qu'ils avaient empruntés. Ils ont été gênés par le public, qui démentait la pièce en étant incapable de critiques objectives. Le public, c'était leurs camarades, « les autres », ceux qui les applaudissent, mais les rejettent pendant l'année scolaire. « Ils sont toujours gênés devant ce qui est positif, expliquent Stéphane et Pierre, car la majorité d'entre eux ne fait rien, laisse passer. » Stéphane expose sa logique : « Je ne suis pas malheureux. Je ne me suis pas mal. J'accepte le système ; simplement, quand il est malade, cela me déplaît. »

Ce ne sont plus des enfants. Dans la troupe, cela allait de quatorze à dix-sept ans, lorsqu'ils ont monté Victor Hugo. Quand on leur dit qu'ils figurent dans un numéro du *Monde* consacré à l'enfance, ils restent perplexes. Ils aiment les spectacles rock, avec des rayons laser, l'esthétique pure, Michel Bouquet, Francis Huster, Klaus Kinski et MacDowell. Ils disent que la génération précédente s'est lancée dans des luttes qui ne la concernaient pas, que l'émotion de l'art ne doit pas être mise au service d'une cause politique. Ce ne sont plus des enfants, mais, pour avoir fait du théâtre aussi sérieusement, sans rien devoir à personne, ce sont bien des enfants d'aujourd'hui.

CLAIRE DEVARRIEUX.

OLIVIER,

Q'U'EN est-il de la lecture des enfants en cette période de développement massif de la culture parallèle (télévision, cinéma, B.D.) ? Selon que l'on écoute les éducateurs en contact quotidien avec les enfants, qui se plaignent du conditionnement télévisuel, ou que l'on se reporte à l'intérêt grandissant pour la littérature de jeunesse et aux brèves des éditeurs, on aura un avis bien différent. Au-delà des schémas simplificateurs, examinons quelques cas concrets.

Olivier H., treize ans, père administrateur, élève de cinquième dans la banlieue sud-est, dit : « Je n'ai jamais aimé lire, mais il y a des livres à la maison : dans ma chambre, il y a plein de livres qui ont appartenu à ma sœur aînée. Mon père lit. » En apparence, pas de difficulté pour déchiffrer le texte, mais aucun livre ne l'a profondément marqué. « Je n'arrive pas à me concentrer, explique-t-il. Au bout d'un quart d'heure, il faut que je fasse autre chose. »

Il ne lit que des B.D., regarde les films à la télévision, va assez souvent au cinéma, assiste à des spectacles de variétés au centre culturel. Pour lui, la lecture est associée à l'univers scolaire et ne « vit » pas.

Il faut être seul

Comme le dit Colette Chiland, « sans vie fantasmatique (rêve et rêverie) et sans un intérêt pour cette vie fantasmatique, on ne peut prendre plaisir à cet acte austère qu'est la lecture. Pour lire, il faut être seul, même en présence de quelqu'un. Il faut se tenir tranquille et être pourtant actif. Il faut être capable d'une activité intérieure sans actions effectives et sans agitation » (1). Olivier H., trop agité, incapable de se concentrer, est inapte à cette discipline.

Pour Julien L., dix ans et demi, élève de CM 2 à Paris, dans le 13^e arrondissement, parents enseignants, le livre joue déjà un rôle beaucoup plus grand. Pourtant, il a une vie scolaire très importante : dès la sortie de l'école, il joue au

Pourquoi A.Q.C.H.E.B. ?

On ne peut prétendre qu'il ait été un grand dramaturge : son théâtre est vide de toute pensée profonde, ses pièces sont interminables... (ce ne sont là que ses défauts les plus flagrants)...

Ses recueils poétiques présentent d'ailleurs les mêmes caractéristiques, sont remplis de hiatus, d'enjambements, de rimes douteuses soutenant une réflexion d'une indigence affligeante.

Pourquoi Victor Hugo ? Parce que, malgré tous ses défauts, on ne peut nier la puissance de son œuvre, parce qu'on ne peut lire un seul de ses livres sans s'arrêter le souffle coupé (« à lécher le parquet », P. Dautpial) par la beauté, la force de certains vers, de certaines tirades.

Nous avons choisi Hugo parce que c'est un maître en illusion et en démolition ; nous l'avons choisi à cause de son vide et de son importance.

Hugo écrit : « A quelque chose d'habile » à seize ans, mais sa jeunesse n'est pas à mettre en cause : il l'a écrit à la fin de sa vie que la pièce n'y aurait gagné qu'en sénilité.

A.Q.C.H.E.B. n'a aucun contenu, voir cette pièce ne peut rien apporter de positif au spectateur. Et c'est ce vide esthétique que nous recherchons.

STEPHANE OUBY.
(Texte distribué aux spectateurs.)

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

THEATRE D'ORSAY

réouverture
mardi 18 septembre

ZADIG

de Georges Coulonges
d'après Voltaire

Prix Plaisir du Théâtre

LOCATION OUVERTE

7, quai Anatole-France - tél. 548.38.53 et agences

MERCURY • PARAMOUNT ELYSÉES • PARAMOUNT OPÉRA
CAPRI GRANDS BOULEVARDS • PARAMOUNT MONTPARNAISE
PARAMOUNT ORLÉANS • PARAMOUNT GALAXIE • PARAMOUNT MONTMARTRE
BOULMICH • PARAMOUNT BASTILLE • LE PASSY • PARAMOUNT MAILLOT
CONVENTION ST-CHARLES

PARAMOUNT Orly • VILLAGE Neuilley • CTRANO Versailles • VELIZY 2 Vélizy
ARTEL Nogent • ARTEL Créteil • CARREFOUR Pantin • ALPHA Argenteuil
MELIES Montreuil • BOXY Val d'Erres

Les femmes l'adorent,
les ministres le déçoivent,
certains jurent même
l'avoir connu,
mais qui est-il ?

L'ASSOCIÉ

THÉÂTRE DE LA MICHODIÈRE

A PARTIR DU 7 SEPTEMBRE

FRANÇOIS PÉRIER

dans

COUP DE CHAPEAU

de Bernard SLADE

Adaptation : Barillet et Grédy
Mise en scène : Pierre MONDY

Location : 742-95-22

TÊTE D'OR

de Paul Claudel

par la compagnie

Théâtre et Lumière

nouvelle mise en scène de
DOMINIQUE LEVERO

du 21 août au 29 septembre

location

BOUFFES DU NORD : 239.34.50

SHOW BIZZ ART

au

LUCERNAIRE FORUM

jusqu'au 19 septembre
à 22 h 30

Textes et musiques de
Jean-Luc DEBATTIGE

orchestrations de
Christian BERGE

sketches, chansons
et lied

Ce comédien-chanteur belge
annonce un ton nouveau. Il
s'exprime avec véhémence, alliant
à des textes déliants une
musique recherchée qui tente de
briser l'habituelle alternance
couplet-refrain.

IRCAM et

ensemble
intercontemporain

abonnements 79-80

dernières semaines

Abbado-Béjart-Boulez
Cambreling - Eötvös
Globokar - Lutoslawski
Mercier-Russell Davies

renseignements tél. 878.04.75
brochure sur demande : EIC
15, rue de Bruxelles-75009 Paris

CENTRES CULTURELS

ETRANGERS

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE

47 bis, avenue Bosquet - 7^e

123, avenue de Suffren,
Téléphone : 553-70-15

10-14 septembre, à 18 h 30
Maison de l'UNESCO
salle 1 - entrée libre

**FESTIVAL DE CINÉMA
DE LA RÉVOLUTION
MEXICAINE**

Le 10 :
El Compadre Mendoza, 1933

Le 11 :
Vamonos con Pancho Villa, 1935

Le 12 :
Memorias de un Mexicano,
1900-1921

Le 13 :
El Principio, 1972

Le 14 :
Reed Mexico Insurgente, 1972

12 septembre-10 octobre

L'ATELIER DE JUAN SORIANO
peintures et sculptures

JACQUES PERGAY

Passage de la Réole - Forum des Halles

GUY SALESSE

Du 5 au 30 septembre

AU MUSÉE DU PETIT PALAIS

la remarquable exposition

**PEINTRES DE FLEURS EN FRANCE
DU XVII^e AU XIX^e SIÈCLES**

organisée dans le cadre des Floralies
sera définitivement fermée

LE 16 SEPTEMBRE INCLUS

**L'art religieux à Venise
(1500-1600)**

Exposition ouverte jusqu'au 1^{er} octobre
tous les jours de 10 h. à 19 h., sauf le mardi

MUSÉE NATIONAL MESSAGE BIBLIQUE MARC CHAGALL

Nice - Tél. (93) 81-75-75

**GROUPEMENT DES
ANTIQUAIRES DU
VEJIN-VAL-D'OISE**

les 7, 8, 9 septembre

1^{ère} exposition d'ANTIQUITÉS

dans les salons du
CHATEAU DE MAISONS-LAFFITTE

de 10 h à 20 h

SPECTACLES

LA NOUVELLE ET LES LIVRES

Visite au Plan

L

TIM NEVEU SILENCIE

PRÉSENTÉ PAR LA FONDATION
PHILIP MORE

POUR LE CINÉMA

PHILIP MORE

présentation de films

14.000.000

15.000.000

16.000.000

17.000.000

18.000.000

19.000.000

20.000.000

21.000.000

22.000.000

23.000.000

24.000.000

25.000.000

26.000.000

27.000.000

28.000.000

29.000.000

30.000.000

31.000.000

32.000.000

33.000.000

34.000.000

35.000.000

36.000.000

37.000.000

38.000.000

39.000.000

40.000.000

41.000.000

42.000.000

43.000.000

44.000.000

45.000.000

46.000.000

47.000.000

48.000.000

49.000.000

50.000.000

51.000.000

52.000.000

53.000.000

54.000.000

55.000.000

56.000.000

57.000.000

58.000.000

59.000.000

60.000.000

61.000.000

62.000.000

63.000.000

64.000.000

65.000.000

66.000.000

67.000.000

68.000.000

69.000.000

70.000.000

71.000.000

72.000.000

73.000.000

74.000.000

75.000.000

76.000.000

77.000.000

78.000.000

79.000.000

80.000.000

81.000.000

82.000.000

83.000.000

84.000.000

85.000.000

86.000.000

87.000.000

88.000.000

89.000.000

90.000.000

91.000.000

92.000.000

93.000.000

94.000.000

95.000.000

96.000.000

97.000.000

98.000.000

99.000.000

100.000.000

« Charles et Lucie » de Nelly Kaplan
en deux tomes

Comment le goût de l'indépendance vient à une concierge et à son bohème d'époux, floués par des escrocs, mais remis à flot par une voyante qui n'est autre que la cinéaste. Pierre Perret égare la chansonnette, donne le ton à cette ballade des braves contre révoltes de leur enfance.

Aussi curieux que cela paraisse, il n'y avait pas encore de festival à Montmartre. Sous le patronage de Télérama et du Monde de la musique, avec la collaboration de France-Inter, le premier festival tente de réunir toutes sortes de programmes et de musiques ; il y aura même du théâtre. En atten-

Fernand Léger, au château de Vascoët : un Normand dans des vieilles pierres normandes où vécut Michelet : Roman Cieslewicz, à Auxerre : soixante-dix photomontages récents et souvent « paniquants » : Hartung, à Antibes : le geste et l'abstraction : Paris-Moscou, au Centre Georges-Pompidou : un énorme rassemblement d'œuvres et de documents, la plupart venus des musées soviétiques.

François Couturier et Jean-Paul Cœlela appartiennent tous deux à la plus jeune génération de jazzmen français et officient dans la quintette de Jacques Tholot. Couturier a montré, lors de ses diverses apparitions sur scène, une rigueur et une personnalité au-dessus de tout soupçon et, s'il continue dans cette voie, il pourrait fort bien devenir un des pianistes majeurs du jazz européen (22 h. 30).

•

7

**LE DERNIER
DU PO**

هذه امانة الاله

LE MONDE DES SPECTACLES

Cinéma

Dans la région parisienne

YVELINES (78)

CHATOUL, L. Jouve (1985-20-07) : Pour une poignée de dollars ; M. 21 h. (v.o.) : la Liberté.

CONFLANS - SAINT-HONORINE, U.G.C. (975-60-95) : Passeur d'hommes ; Voyage au centre de la terre ; Big Boss (*).

LE CHESNAY, Party II (854-54-00) : Au revoir, à lundi ; le Rabbin au Far-West ; Ne tirez pas sur le dentiste ; l'Ours ; le Dernier Secret du Poséidon.

LA CELLE-SAINT-CLOUD, Elysees II (869-69-85) : le Rabbin au Far-West ; Bambi.

ELANCOURT, Centre des Sept-Mars (062-81-64) : le Bon, la Brute et le Truand ; Quatre basses pour un danois ; Histoire d'O ; les Chiens de la nuit.

LES MUREAUX (774-38-80) : l'Associé ; Emmaüs (*). ; Quatre basses pour un danois ; Voyage au centre de la Terre.

LE VESINET, Cinéclap (776-38-17) : Quatre basses pour un danois ; l'Ours ; le Rabbin au Far-West ; l'Associé.

MAINTENON, Domino (062-04-05) : Au revoir, à lundi ; Clair de femme ; Charles et Lucie ; l'Ours ; le Rabbin au Far-West ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

MAINTENON, Centre commercial (946-24-25) : Clair de femme ; Charles et Lucie ; Au revoir, à lundi ; l'Associé.

SEINE-SAINT-DENIS (93)

ASNIERES, Tricyle (793-02-13) : Charles et Lucie ; Clair de femme ; le Dernier Secret du Poséidon.

BOULOGNE, Royal (865-06-47) : Quatre basses pour un danois ; le Bon, la Brute et le Truand ; Charles et Lucie ; l'Ours ; le Rabbin au Far-West ; l'Associé.

CHAVILLE (925-31-55) : les Dames ; l'Humaine.

LA GARENNE, Voltaire (242-22-27) : l'Incroyable Hulk ; Et pour quelques dollars de plus.

GENNEVILLIERS, Maison pour tous (789-90-04) : Quintet ; Play-Time.

LEVALLOIS, C. Radou (270-53-84) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

MAKAROFF, Palais (233-12-65) : D'élégance (*). ; l'Incroyable Hulk ; Quatre basses pour un danois.

NEUILLY, Village (722-63-03) : l'Associé.

RUBILL, Arlet (749-48-25) : Clair de femme ; Bête, mais discipliné ; l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

VAL-DE-MARNE (94)

CACHAN, Pléiade (885-13-58) : Meurtres sous contrôle. Mar. soir : Norma Rae (v.o.).

CHARENTY, Palais (889-52-97) : Charles et Lucie ; Clair de femme ; le Dernier Secret du Poséidon.

CRETEIL, Arlet (898-92-64) : Au revoir, à lundi ; l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

BOULOGNE, Royal (865-06-47) : Quatre basses pour un danois ; le Bon, la Brute et le Truand ; Charles et Lucie ; l'Ours ; le Rabbin au Far-West ; l'Associé.

CHAVILLE (925-31-55) : les Dames ; l'Humaine.

LA GARENNE, Voltaire (242-22-27) : l'Incroyable Hulk ; Et pour quelques dollars de plus.

GENNEVILLIERS, Maison pour tous (789-90-04) : Quintet ; Play-Time.

LEVALLOIS, C. Radou (270-53-84) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

MAKAROFF, Palais (233-12-65) : D'élégance (*). ; l'Incroyable Hulk ; Quatre basses pour un danois.

NEUILLY, Village (722-63-03) : l'Associé.

RUBILL, Arlet (749-48-25) : Clair de femme ; Bête, mais discipliné ; l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

SEINE-SAINT-DENIS (93) : l'Associé ; Et pour quelques dollars de plus.

RADIO-TÉLÉVISION

AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN »

L'Antarctique, continent vierge

L'Antarctique, 14 millions de kilomètres carrés, 25 à 30 millions de kilomètres cubes de glace, soit le tiers de toute l'eau douce de la planète, est un continent physiquement unique en son genre. C'est aussi un continent unique politiquement : tout ce qui est au sud du 60° parallèle est voué à la recherche scientifique et à la coopération internationale depuis une dizaine d'années.

Les « Dossiers de l'écran » du 4 septembre, sur Antenne 2, avalent choisi ce continent vierge, pour leur émission de rentrée. Le film-prétexte a été, pour une fois, superbe et passionnant. Il s'agit du Voyage au bout du monde réalisé pendant l'été austral 1972-1973 par le commandant Cousteau et son équipe à l'extrémité de la péninsule antarctique. Images d'une exceptionnelle beauté : somptueux paysages antarctiques, cocasseries des manchots (les pingouins, eux, vivent et vivent dans l'hémisphère nord, notamment en Bretagne), difficultés de la navigation dans les tempêtes successives et dans les glaces.

L'Antarctique (comme l'Arctique, mais la zone polaire nord est océanique) est une région privilégiée pour l'étude de l'environnement terrestre (biosphère, atmosphère proche et lointaine, activité solaire, etc.). Et ses

glaces constituent les archives climatiques de la Terre. Claude Lorius, glaciologue et directeur de recherches au C.N.R.S., a montré comment l'analyse d'une carotte de glace d'une longueur de 1000 mètres permet de retrouver l'histoire climatique des trente mille dernières années : de -30 000 à -15 000 ans, la dernière des grandes glaciations ; à partir de -15 000 ans, réchauffement général rapide, fonte des calottes polaires continentales de l'hémisphère nord, mais permanence de la calotte polaire antarctique ; ensuite, stabilité du climat actuel, anormalement chaud, depuis dix mille ans. Si on veut s'essayer à prévoir les futures variations climatiques, il faut d'abord chercher à comprendre les mécanismes régissant le climat.

Pour les ressources, tous les participants au débat ont été d'une prudence extrême. Paul-Emile Victor, ancien directeur des Expéditions polaires françaises, Jean-Paul Bloch, directeur scientifique des Terres australes et antarctiques françaises, ont fait remarquer que 2 % seulement du continent antarctique n'étaient pas cachés par plusieurs milliers de mètres de glace. L'Australie, l'Amérique du Sud, l'Afrique du Sud et l'Antarctique orientale, ont fait partie, il y a 225 millions d'années, du même continent. Les trois premières

étant riches en ressources minérales, on peut légitimement penser que des minéraux utiles existent dans le substratum rocheux de l'Antarctique orientale. Mais l'exploration et l'exploitation de ceux-ci ne sont pas envisageables avant des décennies ou des siècles. De même pour l'éventuel pétrole off shore.

La matière vivante ? Certes, les mers antarctiques pourraient probablement produire une bonne centaine de millions de tonnes de petites crevettes (le krill), japonais et Soviétiques commencent à en pêcher. Mais tous les participants au débat, sauf Jean-Paul Bloch, ont protesté : le krill est immangeable.

L'avenir de l'Antarctique ? MM. Roger Brenot, commandant de la Calypso, Haroun Tazieff, directeur de recherches au C.N.R.S., ont insisté sur la nécessité de préserver l'Antarctique, ses beautés, son milieu naturel, sa dépollution, son apollisme. Mais les treize Etats parties au traité de l'Antarctique ont-ils tous des intentions aussi pures ? Comme l'a noté Paul-Emile Victor, les Etats-Unis et l'Australie ont trois bases antarctiques, la France une, etc., mais l'U.R.S.S. en a huit, réparties tout autour et sur le dernier continent (presque) vierge.

YVONNE REBEYROL

MERCREDI 5 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

18 h. 30. Un rue Sésame ; 18 h. 55. C'est arrivé un jour ; 19 h. 10. Les inconnus de 19 h. 45 ; 19 h. 25. Journal ; 19 h. 55. Football : Coupe d'Europe des nations (Suède-France) en direct de Stockholm.

ANNONCES ENCAISSÉES

	Le Monde	Le Figaro
OFFRES D'EMPLOI	3200	2526
DEMANDES D'EMPLOI	700	828
IMMOBILIER	2300	2705
AUTOMOBILES	2300	2705
AGENDA	2300	2705

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI

	Le Monde	Le Figaro
OFFRES D'EMPLOI	3200	2526
DEMANDES D'EMPLOI	700	828
IMMOBILIER	2300	2705
AUTOMOBILES	2300	2705
AGENDA	2300	2705

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSÉES

	Le Monde	Le Figaro
OFFRES D'EMPLOI	3200	2526
DEMANDES D'EMPLOI	700	828
IMMOBILIER	2300	2705
AUTOMOBILES	2300	2705
AGENDA	2300	2705

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

PETIT-BATEAU

Marque internationale leader sur le marché de l'équipement de plaisance

DIRECTEUR DES VENTES ALLEMAGNE

Marque internationale leader sur le marché de l'équipement de plaisance

Le poste implique une formation supérieure (ingénieur TP souhaité), une connaissance du milieu bâtiment TP ainsi qu'un sens marqué des affaires et de réelles qualités de gestionnaire.

Ordre de grandeur de rémunération : 180.000 F + Poste banlieue immédiate Nord-Ouest Paris.

LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE NOUVEAU-ÉVREUX — ELBOEUF

UN CHEF DU SERVICE COMMERCE EXTERIEUR

Le poste implique une formation supérieure (ingénieur TP souhaité), une connaissance du milieu bâtiment TP ainsi qu'un sens marqué des affaires et de réelles qualités de gestionnaire.

Ordre de grandeur de rémunération : 180.000 F + Poste banlieue immédiate Nord-Ouest Paris.

RESPONSABLE DU MARKETING

Le poste implique une formation supérieure (ingénieur TP souhaité), une connaissance du milieu bâtiment TP ainsi qu'un sens marqué des affaires et de réelles qualités de gestionnaire.

Ordre de grandeur de rémunération : 180.000 F + Poste banlieue immédiate Nord-Ouest Paris.

PROMOTEUR CONSTRUCTEUR

CHEF DE DÉPARTEMENT "MATERIE INDIVIDUELLE"

Le poste implique une formation supérieure (ingénieur TP souhaité), une connaissance du milieu bâtiment TP ainsi qu'un sens marqué des affaires et de réelles qualités de gestionnaire.

Ordre de grandeur de rémunération : 180.000 F + Poste banlieue immédiate Nord-Ouest Paris.

offres d'emploi

Société d'Études et Conseils AERO

(Automatique - Electronique - Recherche Opérationnelle)

INGÉNIEURS HAUT NIVEAU GRANDES ÉCOLES

(de débutant jusqu'à 5 ans d'expérience) pour études techniques et techniques opérationnelles dans les domaines suivants :

- Analyse et conception de systèmes techniques complexes (télécommunications, systèmes d'armes, transports, etc.)
- Recherche opérationnelle (études coûts-efficacité, techniques d'optimisation, modélisation et simulation numérique)
- Informaticienne scientifique de haut niveau
- Traitement statistique de données
- Optique théorique et électromagnétique
- Sérialisation de temps réel (communication téléphonique)

QUALITÉS D'IMAGINATION ET CRÉATIVITÉ PARTICULIÈREMENT APPRÉCIÉES

Env. C.V. détaillé 3, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

MATRA

se développe et crée des postes DEPARTEMENT QUALITE

INGENIEUR QUALITE-COMPOSANTS Electronicien ou Physicien

— Il intervient en support fonctionnel des groupes projets. Il participe à la définition de la politique qualité des composants et suit son application.

— Il est par ailleurs responsable des expertises et et encadre une équipe de 5 agents techniques.

— Le profil recherché concerne un ingénieur grande école ayant une expérience professionnelle de 4 ans environ acquise de préférence dans un service Contrôle Qualité ou études.

Déplacements occasionnels de courte durée en France et à l'étranger, nécessitant une bonne connaissance de l'anglais.

INGENIEUR DE LABORATOIRE ELECTRONICIEN - ENI - ISEP - ISEN...

— Il est responsable du laboratoire, chargé des études de composants (composants actifs, passifs et petits électromécaniques).

— A ce titre, il organise le travail d'une équipe d'agents techniques (10 personnes environ). Il conçoit le matériel de contrôle et d'essais et définit les procédures et les spécifications d'essais.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une 1ère expérience industrielle si possible dans le même domaine.

Service Télémétries INGENIEUR D'AFFAIRES

— Il est responsable de la conception, du suivi et des essais de matériel de télémétries embarqué sur engins.

De formation grandes écoles électroniques (E.S.E., E.N.S.I., I.S.E.P., I.S.E.N.), le candidat doit avoir une 1ère expérience professionnelle et doit être intéressé par des techniques évolutives et très diversifiées.

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi sous N° 491 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA BP N° 1 78140 VELIZY

GROUPES BANCAIRES PRIVE PARIS-8

recherche pour son service gestion CREDITS AUX PROMOTEURS

COLLABORATEUR (TRICE)

— Expérience souhaitée dans gestion comptable.

— Expérience dans gestion immobilière appréciée.

Envoyer C.V., prêt, et photo à n° 8728, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris qui transmet.

GÉRANT - ÉLECTROMÉDICAL - MARKETING

DANAVOX France cherche pour le développement de ses affaires en France un homme de marketing et de management qui a fait ses preuves d'initiative et de bons résultats dans une position similaire.

Il devra avoir 35 ans minimum et parler et écrire couramment l'anglais. Formation universitaire souhaitable.

Notre organisation Française comprend actuellement 10 personnes et il aura la responsabilité totale de la filiale Française. Nos produits de qualité sont vendus en France depuis des années, mais ce n'est que cette année que nous avons pris en main propre le service marketing. Nous promettons une position qui donnera beaucoup de challenge et beaucoup de satisfactions.

Envoyer C.V. et références à : DANAVOX FRANCE - Tour Neptune, 24, rue Auguste-Charbrière, 75131 PARIS CEDEX 13 (discretion garantie)

DANAVOX fait partie du groupe Danos le plus important dans le domaine de l'électronique et produit des prothèses auditives distribuées dans plus de 75 Pays

danavox

offres d'emploi

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discretion absolue

Directeur de filiale

référence MT 127 AM

Responsable études de marchés produits nouveaux

référence WI 104 AM

Ingénieur direction de filiale

référence LX 104 CM

Attaché de direction générale assistant du D. G.

référence JC 104 AM

Ingénieur de ventes

référence TA 132 AM

Chef de service entretien et sécurité

référence WD 134 CM

Jeune cadre exportation responsable de zone

référence KR 125 AM

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE DISTRIBUTION DE MATÉRIAUX ET PRODUITS INDUSTRIELS filiale d'un puissant groupe européen, recherche un Directeur capable d'animer une équipe performante (vente et exploitation) et d'orienter la politique de diversification et d'expansion de la société.

Ce poste implique une formation supérieure (ingénieur TP souhaité), une connaissance du milieu bâtiment TP ainsi qu'un sens marqué des affaires et de réelles qualités de gestionnaire.

Ordre de grandeur de rémunération : 180.000 F + Poste banlieue immédiate Nord-Ouest Paris.

UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS (9 usines, CA plus d'un milliard de francs) recherche un Responsable des Études de Marchés pour les produits nouveaux.

Il s'agit de collaborer étroitement avec les services Recherche et Développement en vue d'évaluer les perspectives commerciales et la rentabilité prévisionnelle, des propositions d'innovation et de participer ainsi aux orientations du développement.

Poste très intéressant, concernant des secteurs industriels variés, au sein d'une équipe dynamique, pouvant convenir à un candidat HEC, ESSEC, ESC, Sciences Po... ayant au moins 3 ans d'expérience dans le Marketing de produits industriels.

Très bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.

UN GROUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (secteur mécanique et moteurs) recherche le Directeur d'une de ses filiales. Il s'agit de gérer et de développer un centre de profits réalisant un CA d'environ 30 millions de francs et ayant son autonomie de production, vente et gestion.

Ce poste conviendrait à un ingénieur confirmé ECP, AM ou équivalent, ayant environ 10 ans d'expérience technique et commandement (acquis dans secteur mécanique moyenne, de préférence réalisations unitaires) et l'habitude (ou des aptitudes marquées pour s'adapter) des problèmes commerciaux et de gestion.

Il sera mis en place par le titulaire actuel du poste.

Situation intéressante pour candidat ayant le profil d'un "patron d'entreprise".

Poste : grande ville Normandie.

UN TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS : PRODUITS DE GRANDE DIFFUSION, offre au sein de sa société mère PARIS poste intéressant et très formateur à JEUNE HEC - ESSEC - MBA - SCIENCES PO ou formation de même niveau, disposant 1 à 2 ans d'expérience ou même débutant.

Ce jeune cadre se verra confier des missions ponctuelles dans un large éventail d'activités : contrôle et coordination filiales, analyses de marché, organisation administrative - gestion sociale - analyses financières et ceci tant au niveau de la société mère que des filiales.

L'expérience très riche qu'il pourra acquérir dans ces fonctions lui ouvrira de réelles possibilités de carrière au sein du groupe.

LA FILIALE FRANÇAISE DE BINDER, FIRME RÉPUTÉE DANS LE DOMAINE DES COMPOSANTS ÉLECTRO-MAGNÉTIQUES ET ORGANES DE TRANSMISSIONS, poursuit son expansion et recherche un Ingénieur de Ventes.

Son rôle est de développer une clientèle variée de constructeurs de machines et de biens d'équipement.

Technicien de formation (ingénieur grande école ou équivalent) 30 ans minimum, il devra avoir une expérience des négociations technico-commerciales auprès d'une clientèle commerciale.

La société bien implantée sur son marché peut offrir une situation bien rémunérée et évolutive à un candidat bon technicien ayant le sens des relations commerciales.

La connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Lieu de travail : Paris.

UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour une de ses usines de 1000 personnes (chaudronnerie inox, parc machines important et diversifié) le Responsable de l'Entretien et de la Sécurité.

Ce poste conviendrait à un candidat ingénieur diplômé ou niveau équivalent, ayant une solide expérience similaire acquise dans une usine de chaudronnerie ou de mécanique avec bonnes connaissances en mécanique et électricité, capable de définir la politique d'entretien et de sécurité, de gérer son budget, d'organiser les activités de son équipe et de l'animer (30 personnes).

Situation intéressante pour candidat dynamique et organisateur.

Poste ville 120 km Est Paris.

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUITS INDUSTRIELS, leader dans sa branche, offre un poste intéressant de Responsable de Zone Exportation.

Cette position conviendrait à un candidat, ESC ou formation équivalente, ayant de préférence 2 à 3 ans d'expérience de vente à l'exportation (la candidature d'un débutant d'un bon niveau, ayant fait des stages intéressants, peut être envisagée).

Il sera chargé de suivre, de développer et de gérer une clientèle, d'apporter une assistance aux filiales.

Parfaite connaissance de l'anglais indispensable.

Poste basé à Paris.

offres d'emploi

sciences humaines

Dans le cadre de sa politique de formation interne, la Direction France de la Compagnie CII-Honeywell Bull recherche son

responsable formation au management

De l'analyse critique des attentes et des besoins en formation de l'ensemble de l'encadrement à la conception et à l'animation de Séminaires, ses MISSIONS requièrent toutes :

- un haut niveau d'intervention,
- une solide connaissance de l'environnement socio-économique de l'entreprise.

Une FORMATION SUPÉRIEURE et une expérience de 5 années au moins dans l'étude des organisations et des Sciences Humaines sont demandées.

Une compétence en animation de groupes est souhaitée.

Lieu de travail : région parisienne (quelques déplacements en Province).

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 34 M à CII Honeywell Bull Direction France Poste Courrier 1F103 61-63, rue d'Avron, 75990 PARIS Cedex 20.

CII Honeywell Bull

UN JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

PARIS NORD 90.800 F +

Nous commercialisons des produits semi-finis à travers 18 unités de distribution en France et des filiales en Europe. Notre C.A. est supérieur de 1 milliard de SF.

Nous recherchons l'adjoind direct du contrôleur de gestion (actions ponctuelles, audit interne et externe, fiscalité, assistance diversifiée). Il a plus de 30 ans, le D.E.C.S. ou un diplôme de SUP de CO option Finances - Compta. Il se débrouille en anglais et est prêt à voyager en moyenne une semaine par mois.

Adresser votre dossier sous n° 423, GABRIEL MARCU, 154, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS.

Compagnie Générale d'Informatique

cherche

Jeunes Universitaires

Les candidats retenus recevront :

- une formation à nos méthodes propres (CORIG, PAC ...) et aux techniques avancées de l'informatique (micro-processeurs, télétraitement, bases de données ...)

A l'issue de cette période d'éducation, ils seront affectés à l'une de nos équipes spécialisées dans :

- la conception et la réalisation de systèmes
- l'ingénierie
- la mini-informatique
- les progiciels d'application
- les produits programmes généraux.

Adresser C.V. + photo à : Martine de SAINT SERNIN - CGI 84 rue de Grenelle 75007 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION

recherche

Contrôleur de Gestion Adjoint

Il sera chargé :

- de l'analyse des tableaux de bord,
- du contrôle de la fiabilité des résultats,
- de missions et d'études ponctuelles concernant la gestion et l'organisation administrative.

Il devra :

- avoir une formation supérieure, type Sup de Co, option Finances ou D.E.C.S.
- posséder une grande rapidité d'assimilation et un esprit de synthèse.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à : M. ROCHER, 94, rue Auguste-Charbrière, 75131 PARIS CEDEX 13.

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche pour son Service Applications en Mécanique

un ingénieur

Ayant plusieurs années d'expérience en calcul de structures en particulier pour des applications non linéaires.

Ayant une bonne connaissance des méthodes aux éléments finis (et différences finies) en mécanique des milieux continus (solides, fluides).

Intéressé par une activité technico-commerciale :

- Responsabilité d'un groupe de produits,
- Suivi et promotion des activités du service essentiellement dans le domaine des calculs non linéaires.

Lieu de travail : région parisienne.

Adresser C.V. et prétentions à : CISI, Direction du Personnel, 35, boulevard Brune, 75014 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

AFNOR
Association Française de Normalisation
recherche pour sa division «TRANSPORTS»

deux ingénieurs

Secteurs d'activités :

- véhicules routiers**
Automobiles, Poids Lourds, Moto-cycles, Cyclomoteurs.
Coordination de la normalisation française et internationale.
Coordination avec la réglementation technique internationale.
Profil : Ingénieur Grande Ecole (Centrale, A.M. option B, ...)
Connaissance de l'automobile
Anglais courant indispensable
Allemand souhaité.
- mécanique, aéronautique, construction navale**
Coordination de la normalisation française et internationale.
Profil : Ingénieur Grande Ecole ou équivalent.
Bonnes connaissances pratiques dans les domaines cités.
Anglais courant indispensable
Allemand souhaité.

Ces activités comportent l'animation des commissions d'experts et le suivi technique et administratif des travaux qui en découlent. Elles impliquent une approche globale des problèmes industriels tant économiques que techniques.

Adresser C.V. avec photo et rémunération actuelle (r.éf. 3224) à AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe - Cedex 07 - 92080 Paris La Défense.

ENTREPRISE TRAVAIL TEMPORAIRE
Paris 8e, spécialisée en informatique et Secrétariat, recherche d'urgence

1 directeur régional

Formation Informatique et expérience dans la profession souhaitée, pour le développement d'un secteur et l'animation d'une équipe de technico-commerciaux.

Situation d'avenir.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 7300/S à A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS.

INDUSTRIEL offre à CADRE 30 ans min.
Formation Grande Ecole.
Ayant l'esprit d'entreprendre.

L'OPPORTUNITÉ

de créer, gérer et faire prospérer un nouveau département chargé de commercialiser un produit micro-informatique (conçu et testé) destiné aux P.M.E. et P.M.I.

Envoyer avec curriculum vitae et photo sous n° 8475, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08.

ingénieurs système

La Générale Informatique d'Exploitation

recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de :

- TROIS 3033 - 8000 K chacun,
- UN 370/168 AP - 8000 K,
- 800 terminaux téléprocesseurs.

Envoyer C.V. sous réf. 4706 au Service du Personnel, Tour Franklin cedex 11, 92081 PARIS La Défense.

Pour un Groupe Français

DIRECTEUR DES RELATIONS SOCIALES

35 ANS MINIMUM
Formation Supérieure.
Expérience minimum de 5 ans dans le milieu industriel en entreprise de 300 à 1.000 personnes. Anglais indispensable.

120.000 à 160.000 F/AN

Envoyer C.V. détaillé et photo sous référence 1942 à SWEKETS, B.P. 269, 75424 Paris Cedex 08, qui tr.

Bruno-Petit

TROISIEME CONSTRUCTEUR FRANCAIS DE MAISONS INDIVIDUELLES

recherche

analyste

pour participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de son plan informatique. Rattaché au responsable informatique, il aura la charge de l'analyse face aux utilisateurs des différentes Sociétés du Groupe.

Il contrôlera la réalisation éventuellement confiée à un sous-traitant.

Le candidat aura une formation de niveau DUT minimum ou MIAGE et 3 ans d'activité professionnelle; son expérience lui aura permis d'aborder les mini ordinateurs et le télétraitement.

Adresser C.V. et photo à BRUNO PETIT Direction des Relations Humaines 42, rue d'Arthelon 92190 MEUDON

Organisme professionnel assurance

recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

pour fonctions de responsabilité auprès du Secrétaire Général.

FORMATION THEORIQUE ET PRATIQUE en assurance, étude économique et statistique.

Envoyer curriculum vitae + salaire annuel actuel ou prétentions à S.P. 194 - 75228 PARIS Cedex 17.

PRICEL FUTURS CONTROLLERS

recherche

Les candidats retenus seront du niveau D.E.C.S.

Ils remplissent actuellement des fonctions de assistants dans un cabinet d'audit anglo-saxon où ils ont acquis 3 à 4 ans d'expérience.

D'abord, ils seront affectés au département d'audit interne du groupe afin de se familiariser avec ses méthodes. Ils seront alors amenés à se déplacer fréquemment en province.

Ensuite, en fonction de leurs aptitudes et de leur dynamisme, ils se verront confier un poste de Contrôleur.

Envoyer C.V., photo et prétentions 24, rue des Jeuneurs PARIS 2ème.

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES A PARIS

recrute

UN CADRE

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques et titulaire d'un doctorat en droit international public ou équivalent.

Dans le cadre de la promotion des activités spatiales françaises, il devra traiter les questions économiques et politiques internationales et participera à négociations et rédaction des accords et protocoles.

Parfaite maîtrise de la langue anglaise indispensable. Connaissances espagnoles souhaitées.

Env. C.V. et prétentions au Service du Personnel, 129, rue de l'Université, 75007 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

recherche d'urgence

ÉLECTRONICIEN
(SUPELEC, INSA Rennes, ESIEE...)

pour études de conception de circuits intégrés à la demande :

- Définition et réalisation de circuits en numérique ou linéaire.

Ce poste peut convenir à un débutant ou à un Ingénieur ayant 1 à 3 ans d'expérience.

Lieu de travail : Banlieue SUD

Envoyer C.V. et prétentions, n° 22 384 Contesse Pub., 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui trans.

Société Nationale ELF AQUITAINE PRODUCTION

recherche

INGENIEURS

(déjà technico-commerciaux ou désirant s'orienter vers le commerce international).
Ayant connaissances en calculs économiques et si possible dans le domaine pétrolier (production et transport).
Anglais courant et quelques années d'expérience professionnelle indispensables.
Aptitudes à des déplacements fréquents et ultérieurement à l'exportation.

Adresser CV et photo à SNEAP 21 bis, avenue des Lilas Service Recrutement 64000 PAU.

CABINET CONSEIL EN ORGANISATION

recherche

INGÉNIEUR EN ORGANISATION ADMINISTRATIVE

- Formation supérieure (E.S.C. ou assimilée).
- Ayant expérience professionnelle.
- Capable d'aborder l'informatique.

Nombreux déplacements en métropole.

Adresser curriculum vitae et photo sous le n° 7 015196 M. à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Raoult - 75002 PARIS.

THE ANALYTICAL INSTRUMENT DEPT
of the french subsidiary of a wellknown US Company is looking for its

sales manager

- Age 35
- PhD or equivalent
- 5 years experience in sales of chromatograph and Data systems
- High salary + bonus + expenses + fringe benefits

Send application to A.M.P. sous référence 7304/S 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS.

HAVAS CONSEIL

recrute

RESPONSABLE DE BUDGETS

Vous avez 3 ou 4 ans d'expérience de gestion de budgets de grande consommation. Vous êtes chef de publicité confirmé. Vous voulez devenir responsable de budgets importants dans une structure légère.

Envoyez votre curriculum vitae et prétentions à : HAVAS CONSEIL - Service du Personnel, 135, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS LAITIERS

recherche

POUR SON SIÈGE A PARIS

UN CHEF DE PRODUITS

Vous possédez :

- une expérience de 2 ou 3 ans de produits de grande consommation dans la vente ou la marketing;
- une formation commerciale;
- une capacité à faire face à des situations difficiles nécessitant puissance de travail et facilité d'adaptation.

Les candidats intéressés devront adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à/réf. 816263, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Raoult, 75008 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PÉTROLIÈRE

recherche

UN ASSISTANT RELATIONS PUBLIQUES

Très bon organisateur et rédacteur.

Solide expérience (5 ans minimum) dans domaine relations publiques acquise dans une entreprise ou agence spécialisée.

Anglais indispensable (rédaction et conversation).

Envoyer C.V. et photo à n° 21 816, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

Entreprise 1^{er} rang dans sa spécialité, région parisienne recherche pour sa Division capteurs à Jauges de contrainte

INGÉNIEUR A.M.
30 ANS MINIMUM

Le candidat retenu devra :

- prendre en charge l'unité de production. La tâche technique de cette fonction, fabrication, contrôle qualité et développement se situe dans une technologie de pointe.
- Être capable d'assurer la gestion de celle-ci qui pourra éventuellement devenir autonome.

Envoyer C.V. sous réf. 1945 à SWEKETS - B.P. 269 75424 Paris Cedex 08, qui transmettra.

INGENIEURS
MINI et MICROPROCESSEURS pour logiciel temps réel installations réseaux téléx

INGENIEURS ÉLECTRONICIENS
Plages stables

T.N. pour rendez-vous : 522-11-71

Établissement d'enseignement privé secondaire et supérieur hors contrat recherche

PROFESSEURS AGREGES
physique - biologie et anglais, allemand, espagnol, pour classes préparatoires - grandes écoles. Écrire n° 9172 Publ. Masters, 115, rue de Reuilly PARIS-12^e, qui transmettra.

ANALYSTES PROGRAMMEURS
connaissant matériel IBM (OS) Langage PL/I - IAL3 ou ayant connaissance système IBM produit VETAM. S'adresser Service - 244-41-57 40, rue de Chabrol, Paris-10^e.

UN ARCHITECTE D'INTERIEUR

Projeteur mais aussi détails d'exécution pouvant assurer responsabilité groupe d'études.

Tél. pr. rendez-vous 261-53-26

PROFESSEUR expression française, BAC C, 23 ans minimum, diplôme obligatoire militaire, 701, rue de Reuilly, rendez-vous 371-66-96

IMPE SOCIÉTÉ (1.500 PERSONNES)

Fabricant d'instruments avec techniques de pointe recherche pour PARIS-20^e

INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL OPTO-ÉLECTRONIQUE

Pour étudier avec les clients de leurs problèmes techniques dans le domaine des systèmes et assemblages, comprenant à la fois optique, électronique, mécanique de précision. Nécessité d'une expérience de quelques années dans un service technico-commercial soit optique, soit électronique.

Env. C.V. à SOFELIM, à l'attention de M. SERRE, 102, rue Chapal, 92306-LEVALLOIS-PERRET

Le Directeur Financier
d'un important groupe de sociétés - secteur tertiaire - cherche son

responsable contrôle budgétaire

Avec l'aide de deux collaborateurs, il sera chargé : de préparer le budget annuel, d'assurer l'exécution et d'analyser les écarts, d'établir et de mettre à jour les plans pluriannuels, de généraliser le système des tableaux de bord, de concevoir à l'évolution des outils de gestion informatique.

Il est indispensable, pour ce poste, d'avoir 30 ans minimum, une formation école de gestion + D.E.C.S. et une réelle expérience, pratique des contrôles budgétaires.

Salaire de départ de l'ordre de 130.000 F annuels.

Veuillez adresser sous référence 4704 M. A

Société d'Instrumentation Scientifique
Filiale de Creusot Loire

recherche

INGÉNIEUR MÉTHODES

Formation A. M. ou équivalent appréciée.

En collaboration avec les études et le développement, il réalisera l'industrialisation de matériels complexes fabriqués en petites séries.

Adresser C.V. et prétentions à : I.S.A. Division Riser - B. P. 221 52505 BUXI-MALMAISON

IMPORTANT GROUPE PRIVÉ D'ASSURANCES
solidement implanté sur le marché recherche

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

pour lui confier la fonction d'assistant technique en production et règlements, pour tout ce qui concerne les risques BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS.

Cette fonction implique :

- une formation d'ingénieur dans la spécialité concernée;
- une expérience de 5 à 10 ans dans un organisme d'assurance ou un bureau de contrôle technique;
- la mise des contacts à tous niveaux.

Poste basé à Paris avec quelques déplacements en Province. Réf. 3308/IA

RESPONSABLE DU SERVICE PRODUCTION BÂTIMENT

pour lui confier l'animation et la gestion du service.

Cette fonction implique :

- une formation juridique;
- une bonne expérience de l'assurance construction, acquise de préférence en Compagnie.

Poste basé à Paris. Réf. 3308/IB

Pour ces postes, adressez C.V., photo et prétentions en rappelant sur l'enveloppe la référence à AXIAL Publicité, 01, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Pour participer à la réalisation de son PLAN INFORMATIQUE

LOCAFRANCE

recherche

PROGRAMMEURS COBOL CONFIRMÉS

Expérience O.I.C.S. - D.I. 1 très appréciée.

- Équipe dynamique.
- Formation permanente assurée.

Adresser C.V., photo et présent. au Département Formation et Recrutement, 13/47, avenue de la Grande-Armée, 75016 PARIS.

NOUS SOMMES L'UN DES LEADER EUROPÉEN DU VEHICULE INDUSTRIEL
(proche Banlieue Ouest)

Nous recherchons pour notre Direction des Pilotes de recherche

UN CONSEILLER COMMERCIAL

PROFIL :
Vous avez 28 ans minimum.
Vous avez une formation commerciale supérieure ou acquise une expérience confirmée dans le marketing industriel.

MISSION :
Vous serez chargé - d'assister et conseiller le réseau - d'appliquer le plan marketing - d'étudier les marchés potentiels régionaux - de promouvoir les ventes.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. et vos prétentions à N° 23281, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra. Une totale discrétion vous est garantie et nous vous assurons une réponse rapide.

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
proche banlieue Paris-Ouest

recherche

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

pour laboratoire d'études

Adresser C.V. détaillé sous n° 753 à C.G.P., 23, rue Cavendish, 75019 PARIS, qui transmettra

• Important Groupe de Transport (Quartier La Défense) recherche :

1 CADRE ANALYSTE PROGRAMMEUR

- Niveau ingénieur ou I.U.T. 2 ans d'expérience minimum.
- Pour renforcer son équipe informatique dans ses activités centralisées.
- Expérience Cobol, bases de données et gestion du Personnel appréciées.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à notre service informatique, 82000 COURBEVOIE Cedex

Deux ingénieurs civils des mines

UN'IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE de travaux et de constructions internationales recherche deux ingénieurs civils des mines pour la réalisation de grands projets de construction et d'exploitation minière.

- POUR DES CLERCS principaux établissements de la région parisienne, en exploitation minière, en construction et en exploitation minière.
- POUR DIRIGER l'exploitation minière d'une des mines de la région parisienne, en exploitation minière, en construction et en exploitation minière.

Les deux candidats devront dominer les domaines de la géologie, de la mécanique des sols, de la mécanique des roches, de la mécanique des fluides, de la mécanique des structures, de la mécanique des machines, de la mécanique des matériaux, de la mécanique des vibrations, de la mécanique des ondes, de la mécanique des phénomènes de transport, de la mécanique des phénomènes de déformation, de la mécanique des phénomènes de rupture, de la mécanique des phénomènes de fatigue, de la mécanique des phénomènes de corrosion, de la mécanique des phénomènes de vieillissement, de la mécanique des phénomènes de dégradation, de la mécanique des phénomènes de déformation, de la mécanique des phénomènes de rupture, de la mécanique des phénomènes de fatigue, de la mécanique des phénomènes de corrosion, de la mécanique des phénomènes de vieillissement.

réf. 18 139 02

Env. C.V. et photo à : **etap**, 102, rue Chapal, 92306-LEVALLOIS-PERRET

HARRIS
COMMUNICATION AND MULTIMEDIA PROCESSOR

recherche

1 JEUNE INGÉNIEUR

MEILLEUR DEPUTANT

pour la réalisation de projets de recherche et développement dans le domaine de la communication et de la multimedia.

Env. C.V. et photo à : **HARRIS**, 102, rue Chapal, 92306-LEVALLOIS-PERRET

1 JEUNE INGÉNIEUR DE VENTES

MEILLEUR DEPUTANT

pour la réalisation de projets de recherche et développement dans le domaine de la communication et de la multimedia.

Env. C.V. et photo à : **HARRIS**, 102, rue Chapal, 92306-LEVALLOIS-PERRET

Société d'Instrumentation Scientifique
Filiale de Creusot Loire

recherche

RESPONSABLE DE PRODUCTION

pour la réalisation de projets de recherche et développement dans le domaine de la communication et de la multimedia.

Env. C.V. et photo à : **HARRIS**, 102, rue Chapal, 92306-LEVALLOIS-PERRET

TEXAS INSTRUMENTS

DIVISION DES PRODUITS GRAND PUBLIC

D'INGENIEURS DE VENTE

pour la réalisation de projets de recherche et développement dans le domaine de la communication et de la multimedia.

Env. C.V. et photo à : **HARRIS**, 102, rue Chapal, 92306-LEVALLOIS-PERRET

demandes d'emploi

L'immobilier

Locations

meubles
Demande
Paris
SERVICE AMBASSADE
pour Cadres mutés Pa
du STUDIO au 5
ERS GARANTIS p
ambassadeurs 785-11

La loi de

bureaux
BASTILLE (11^e)
PRIETAIRE loue 1.4
spectable climatisés,
0.000/an. Libres. 563-
FOCH - V. HUGO
160 à 320 m2 bureaux
Qualité exceptionnelle
TRESA - 776-07-
immeuble

[illegible]

extérieurs, ch. situa-
entreprise industr. ou

MOGENT-SUR-MARNE
immeuble plusieurs
e bâtiment. Partie lit
e occupée pr rén
Tél. : 825-42-17 -

villas

mon, centre ville 40'
bourgeoise anc.
110 m2 habit. Joli
clos 575 m2.
NO F. (37) 1

EE ENGHEN SA
EE ENGHEN GRA
villa confortable, sé
ch., calme et très ré
garage, jardin - 98

RGENT CAUSE DEP
Part. à Part. vend

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the current situation and the goals that need to be achieved.

2. The second step is to analyze the problem. This involves breaking down the problem into smaller, more manageable parts and identifying the causes of the problem.

3. The third step is to develop a plan. This involves creating a strategy to address the problem and identifying the resources needed to implement the plan.

4. The fourth step is to implement the plan. This involves putting the plan into action and monitoring progress.

5. The fifth step is to evaluate the results. This involves assessing the effectiveness of the plan and making adjustments as needed.

CADRE COMPT

viagers

... de nouveaux crédits
se soumise à l'encadre

— Votre société est
— Vous avez de bon

NEW-JERSEY
TERRAIN
pour
de 105 m
avec tous les permis
ainsi que raccord
approvisionnement
silvrés pour de no
rés bel emplacement
a pleine expansion
rix U.S. \$ 1.500.00
viabilité.
investissement solid
ations veuillez vou
Walter Schmi
-5060 Bergisch Glas
Tele

[illegible]

15 M Régie-Presso
Reaumur, 75002 Paris

agenda

the 1990s, the number of people in the world who are illiterate has increased from 1.1 billion to 1.5 billion. The number of illiterate people in the world is projected to reach 1.8 billion by the year 2015. The number of illiterate people in the world is projected to reach 2.1 billion by the year 2020. The number of illiterate people in the world is projected to reach 2.4 billion by the year 2025. The number of illiterate people in the world is projected to reach 2.7 billion by the year 2030. The number of illiterate people in the world is projected to reach 3.0 billion by the year 2035. The number of illiterate people in the world is projected to reach 3.3 billion by the year 2040. The number of illiterate people in the world is projected to reach 3.6 billion by the year 2045. The number of illiterate people in the world is projected to reach 3.9 billion by the year 2050. The number of illiterate people in the world is projected to reach 4.2 billion by the year 2055. The number of illiterate people in the world is projected to reach 4.5 billion by the year 2060. The number of illiterate people in the world is projected to reach 4.8 billion by the year 2065. The number of illiterate people in the world is projected to reach 5.1 billion by the year 2070. The number of illiterate people in the world is projected to reach 5.4 billion by the year 2075. The number of illiterate people in the world is projected to reach 5.7 billion by the year 2080. The number of illiterate people in the world is projected to reach 6.0 billion by the year 2085. The number of illiterate people in the world is projected to reach 6.3 billion by the year 2090. The number of illiterate people in the world is projected to reach 6.6 billion by the year 2095. The number of illiterate people in the world is projected to reach 6.9 billion by the year 2100.

... (niveau national et international)
... excellente animatrice, habituée cont

exceptionnellement
de 2 500 000 allu-
à 1/100 reproduit
fidèle de l'authen-
tiques expositions. Co-
à amateur d'objets
d'honneurs ou expos-
musée. Prix à débat
n° 1276 «le Monde»
tailleurs, 75027 Paris c

[illegible]

TACHEE DIRECTION - 36 ans - Dipl
diversitaire E.S.I.T. - allemand - ans

programmes, ALI, C
tended Studies, San
SAN DIEGO, CA.
S.A. - TEL (714) 286.5

...the ...

Le Monde

économie

BUDGET

La loi de finances

(Suite de la première page.)

L'élargissement fiscal est beaucoup plus lourd pour les tranches supérieures qui ne seront relevées que de 4 % (9^e et 10^e tranches) ou même pas du tout (11^e, 12^e et 13^e tranches). C'est dire que, d'une façon générale, les contribuables seront en partie imposés sur des augmentations de revenus fictives puisqu'annulées par la hausse du coût de la vie. Mais le gouvernement a voulu que cet effort fiscal, qui s'aggrave à partir du taux de 40 % du barème, soit beaucoup plus important pour les rémunérations importantes.

En revanche, les limites d'exonération seront relevées de 10 %.

Deux mesures avaient été gardées secrètes : l'une concerne les profits des entreprises de production d'hydrocarbures, l'autre la création d'une vignette sur les motos de plus de 500 cm³.

Les entreprises qui, en France, produisent du gaz et du pétrole (Elf-Aquitaine, mais aussi Esso et Shell), vont devoir payer une taxe exceptionnelle qui ne touchera pas les firmes de raffinage et de distribution. Les entreprises qui extraient des richesses du sol — peuvent — la loi donne ce droit — maître en provision une fraction (23,50 %) de la valeur de leurs ventes. Ces provisions échappent donc, sous certaines conditions d'emploi, à l'impôt sur les bénéfices. Le renchérissement des prix pétroliers ayant accru

les revenus des sociétés produisant des hydrocarbures, le gouvernement a décidé de créer une taxe exceptionnelle sur cette provision dénom-

L'EMPRUNT D'ÉTAT PORTÉ À 7 MILLIARDS SOUSCRIT DANS LA JOURNÉE

Le troisième emprunt d'État lancé cette année par le Trésor a été porté, sans aucune prévision, de 6 milliards à 7 milliards de francs, le 4 septembre. Officiellement ouverte dans la matinée, l'opération était close dans la soirée. Comme de coutume, les banques et les compagnies d'assurance ont soutenu la quasi-totalité de cet emprunt, qui porte à 14 milliards de francs la somme collectée par l'État depuis le début de l'année.

Avec le quatrième emprunt, lancé cette année par le Trésor, l'État couvrira environ la moitié du déficit budgétaire escompté pour 1979 (40 milliards de francs).

mée « pour reconstitution de glissements ».

Les motos de grosses cylindrées — c'est-à-dire au-delà de 500 cm³ — paient une vignette dont

les tarifs sont, selon la puissance du moteur, de 100 F à 800 F (100 F pour 6 CV, 160 F pour 7 CV, 280 F pour 8-9 CV, 560 F pour 10-11 CV et 800 F au-delà de 11 CV). Les motos déjà anciennes (plus de cinq ans d'âge) paieront moitié prix.

Le soud d'inciter aux économies d'énergie — joint à celui d'une certaine redistribution des revenus par l'impôt — explique deux autres mesures qui feront grincer bien des dents :

1) Les avions et hélicoptères de tourisme ou d'affaires seront soumis à une taxe annuelle : les navires de plaisance supporteront des droits plus importants ;

2) La vignette automobile payable le 1^{er} décembre 1980 sera sensiblement augmentée (la mesure ne concerne pas, soulignons-le, la vignette que les automobilistes paieront le 1^{er} décembre prochain, qui, elle, restera inchangée). Les tarifs au 1^{er} décembre 1980 seront les suivants :

140 F pour les moins de 5 CV (au lieu de 120 F, soit + 16,7 %); 240 F pour les 5 à 7 CV (au lieu de 200 F, soit + 20 %); 560 F pour les 8-9 CV (au lieu de 480 F, soit + 16,7 %); 640 F pour les 10-11 CV (au lieu de 480 F, soit + 33,3 %); 1100 F pour les 12 à 18 CV (au lieu de 840 F, soit + 30 %). Enfin, pour les très grosses voitures (au-dessus de 18 CV) la vignette passera de 1200 F à 5000 F pour les véhicules ayant moins de cinq ans d'âge.

AL. V.

MARCHÉ COMMUN

La Commission de Bruxelles dénonce le poids excessif des dépenses agricoles

De notre correspondant

budgetaire disponible en 1979 et 10,3 % en 1980. Ce déséquilibre, note la Commission, est dû au fait que le Royaume-Uni bénéficie très peu des remboursements effectués par la Communauté au titre du soutien des marchés agricoles.

Pour la Commission, il n'y a pas d'autre anomalie européenne à signaler dans le fonctionnement du budget européen : d'après ses calculs, en 1979 et en 1980 les autres pays relativement pauvres de la C.E.E., l'Italie et le Danemark, recevront de la Communauté des sommes plus élevées que leur contribution.

La contribution du Royaume-Uni, calculée comme celle des autres États membres, résulte de l'addition des droits de douane et des prélèvements agricoles perçus sur les importations en provenance des pays tiers, et d'une partie des recettes de la T.V.A. Alors que la part du produit national brut britannique dans le P.N.B. de l'ensemble de la Communauté est de 16 %, cette contribution de 17,6 % en 1979 et 20,5 % en 1980. En effet, à partir de 1980, les dispositions du traité d'adhésion, qui ont pour objet de limiter la prestation britannique pendant une période de transition, ne joueront plus.

Déception italienne

En réalité, l'ampleur du déficit net du Royaume-Uni tient surtout moins à une contribution excessive qu'à la faiblesse des transferts opérés à son profit par le budget européen. Selon les calculs de la Commission, les crédits affectés au Royaume-Uni représenteront 13,5 % de la masse

Crue déception pour les Italiens qui, dans cette affaire, ont joué à fond la carte anglaise, espérant que l'opération engagée sous la pression de Londres — le réajustement des comptes de l'Europe — leur profiterait aussi largement. Les auteurs du rapport conçoivent de la situation ainsi créée et certainement peu satisfaisante, le gouvernement britannique, ajoutant dans leurs conclusions — thèmes qui apparemment débordent largement le mandat confié à la Commission par le Conseil européen — que la Communauté n'a jusqu'ici guère permis de réduire, comme il l'aurait fallu, les inégalités régionales. Il conviendrait donc, soulignent-ils, d'accroître substantiellement les transferts communautaires au profit des régions les plus défavorisées, en particulier en Italie et en Irlande.

Comment opérer un tel réajustement alors que la plus grande partie du budget européen continue à être affectée au soutien des marchés agricoles, en particulier des produits de l'élevage du Nord (produits laitiers, céréales, viande bovine, sucre). On en arrive ainsi, de façon toute naturelle, au passage suivant des conclusions du rapport : « La Commission, une fois de plus, souligne la nécessité de réviser certains aspects de la politique agricole commune, en particulier de réduire et finalement d'éliminer les excédents structurels dont l'ensemble des pays de la Communauté dont le P.N.B. est le plus bas ».

Il convient donc, soulignent-ils, d'accroître substantiellement les transferts communautaires au profit des régions les plus défavorisées, en particulier en Italie et en Irlande.

Comment opérer un tel réajustement alors que la plus grande partie du budget européen continue à être affectée au soutien des marchés agricoles, en particulier des produits de l'élevage du Nord (produits laitiers, céréales, viande bovine, sucre). On en arrive ainsi, de façon toute naturelle, au passage suivant des conclusions du rapport : « La Commission, une fois de plus, souligne la nécessité de réviser certains aspects de la politique agricole commune, en particulier de réduire et finalement d'éliminer les excédents structurels dont l'ensemble des pays de la Communauté dont le P.N.B. est le plus bas ».

Il convient donc, soulignent-ils, d'accroître substantiellement les transferts communautaires au profit des régions les plus défavorisées, en particulier en Italie et en Irlande.

Comment opérer un tel réajustement alors que la plus grande partie du budget européen continue à être affectée au soutien des marchés agricoles, en particulier des produits de l'élevage du Nord (produits laitiers, céréales, viande bovine, sucre). On en arrive ainsi, de façon toute naturelle, au passage suivant des conclusions du rapport : « La Commission, une fois de plus, souligne la nécessité de réviser certains aspects de la politique agricole commune, en particulier de réduire et finalement d'éliminer les excédents structurels dont l'ensemble des pays de la Communauté dont le P.N.B. est le plus bas ».

Il convient donc, soulignent-ils, d'accroître substantiellement les transferts communautaires au profit des régions les plus défavorisées, en particulier en Italie et en Irlande.

Comment opérer un tel réajustement alors que la plus grande partie du budget européen continue à être affectée au soutien des marchés agricoles, en particulier des produits de l'élevage du Nord (produits laitiers, céréales, viande bovine, sucre). On en arrive ainsi, de façon toute naturelle, au passage suivant des conclusions du rapport : « La Commission, une fois de plus, souligne la nécessité de réviser certains aspects de la politique agricole commune, en particulier de réduire et finalement d'éliminer les excédents structurels dont l'ensemble des pays de la Communauté dont le P.N.B. est le plus bas ».

Il convient donc, soulignent-ils, d'accroître substantiellement les transferts communautaires au profit des régions les plus défavorisées, en particulier en Italie et en Irlande.

Comment opérer un tel réajustement alors que la plus grande partie du budget européen continue à être affectée au soutien des marchés agricoles, en particulier des produits de l'élevage du Nord (produits laitiers, céréales, viande bovine, sucre). On en arrive ainsi, de façon toute naturelle, au passage suivant des conclusions du rapport : « La Commission, une fois de plus, souligne la nécessité de réviser certains aspects de la politique agricole commune, en particulier de réduire et finalement d'éliminer les excédents structurels dont l'ensemble des pays de la Communauté dont le P.N.B. est le plus bas ».

Il convient donc, soulignent-ils, d'accroître substantiellement les transferts communautaires au profit des régions les plus défavorisées, en particulier en Italie et en Irlande.

Comment opérer un tel réajustement alors que la plus grande partie du budget européen continue à être affectée au soutien des marchés agricoles, en particulier des produits de l'élevage du Nord (produits laitiers, céréales, viande bovine, sucre). On en arrive ainsi, de façon toute naturelle, au passage suivant des conclusions du rapport : « La Commission, une fois de plus, souligne la nécessité de réviser certains aspects de la politique agricole commune, en particulier de réduire et finalement d'éliminer les excédents structurels dont l'ensemble des pays de la Communauté dont le P.N.B. est le plus bas ».

Il convient donc, soulignent-ils, d'accroître substantiellement les transferts communautaires au profit des régions les plus défavorisées, en particulier en Italie et en Irlande.

Comment opérer un tel réajustement alors que la plus grande partie du budget européen continue à être affectée au soutien des marchés agricoles, en particulier des produits de l'élevage du Nord (produits laitiers, céréales, viande bovine, sucre). On en arrive ainsi, de façon toute naturelle, au passage suivant des conclusions du rapport : « La Commission, une fois de plus, souligne la nécessité de réviser certains aspects de la politique agricole commune, en particulier de réduire et finalement d'éliminer les excédents structurels dont l'ensemble des pays de la Communauté dont le P.N.B. est le plus bas ».

Il convient donc, soulignent-ils, d'accroître substantiellement les transferts communautaires au profit des régions les plus défavorisées, en particulier en Italie et en Irlande.

Comment opérer un tel réajustement alors que la plus grande partie du budget européen continue à être affectée au soutien des marchés agricoles, en particulier des produits de l'élevage du Nord (produits laitiers, céréales, viande bovine, sucre). On en arrive ainsi, de façon toute naturelle, au passage suivant des conclusions du rapport : « La Commission, une fois de plus, souligne la nécessité de réviser certains aspects de la politique agricole commune, en particulier de réduire et finalement d'éliminer les excédents structurels dont l'ensemble des pays de la Communauté dont le P.N.B. est le plus bas ».

Il convient donc, soulignent-ils, d'accroître substantiellement les transferts communautaires au profit des régions les plus défavorisées, en particulier en Italie et en Irlande.

Comment opérer un tel réajustement alors que la plus grande partie du budget européen continue à être affectée au soutien des marchés agricoles, en particulier des produits de l'élevage du Nord (produits laitiers, céréales, viande bovine, sucre). On en arrive ainsi, de façon toute naturelle, au passage suivant des conclusions du rapport : « La Commission, une fois de plus, souligne la nécessité de réviser certains aspects de la politique agricole commune, en particulier de réduire et finalement d'éliminer les excédents structurels dont l'ensemble des pays de la Communauté dont le P.N.B. est le plus bas ».

Il convient donc, soulignent-ils, d'accroître substantiellement les transferts communautaires au profit des régions les plus défavorisées, en particulier en Italie et en Irlande.

Comment opérer un tel réajustement alors que la plus grande partie du budget européen continue à être affectée au soutien des marchés agricoles, en particulier des produits de l'élevage du Nord (produits laitiers, céréales, viande bovine, sucre). On en arrive ainsi, de façon toute naturelle, au passage suivant des conclusions du rapport : « La Commission, une fois de plus, souligne la nécessité de réviser certains aspects de la politique agricole commune, en particulier de réduire et finalement d'éliminer les excédents structurels dont l'ensemble des pays de la Communauté dont le P.N.B. est le plus bas ».

Il convient donc, soulignent-ils, d'accroître substantiellement les transferts communautaires au profit des régions les plus défavorisées, en particulier en Italie et en Irlande.

Comment opérer un tel réajustement alors que la plus grande partie du budget européen continue à être affectée au soutien des marchés agricoles, en particulier des produits de l'élevage du Nord (produits laitiers, céréales, viande bovine, sucre). On en arrive ainsi, de façon toute naturelle, au passage suivant des conclusions du rapport : « La Commission, une fois de plus, souligne la nécessité de réviser certains aspects de la politique agricole commune, en particulier de réduire et finalement d'éliminer les excédents structurels dont l'ensemble des pays de la Communauté dont le P.N.B. est le plus bas ».

Il convient donc, soulignent-ils, d'accroître substantiellement les transferts communautaires au profit des régions les plus défavorisées, en particulier en Italie et en Irlande.

Réintégration de nouveaux crédits dans la masse soumise à l'encadrement

Le gouvernement va, d'autre part, être obligé de prendre des mesures pour limiter l'accroissement des liquidités (masse monétaire), qui, depuis le début de l'année, s'élève à un rythme plus rapide que prévu. C'est en fait la variation d'une année sur l'autre (glissement), la masse monétaire a augmenté d'environ 14 %, en base annuelle, pour les premiers mois de 1979, au lieu des 11 % prévus par les pouvoirs publics.

Les causes de ce « dérapage » figurent une nette progression de certaines des composantes de la masse monétaire, notamment les disponibilités quasi monétaires (comptes à terme et bons de caisse dans les banques), l'épargne logement gérée par les banques (+ 12 % sur cinq mois en rythme annuel) et les crédits à l'économie dont le rythme de distribution a progressé de 1,7 % en mai, atteignant 12 % sur une base annuelle entre le 1^{er} janvier et le 31 mai. Pour redresser la situation, il faut agir sur les contreparties de la masse monétaire : or et devises, créances sur le Trésor public, concours à l'économie (crédits bancaires).

L'or et les devises ? Dans le passé, les rentrées massives de devises ont pu contribuer dans une certaine mesure à l'ajustement des liquidités : ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Les créances sur le Trésor ? Responsables déjà d'un dérapage de la masse monétaire au premier trimestre 1979 en liaison avec le financement d'un déficit budgétaire de 40 milliards de francs (plan de relance de l'automne 1978), elles vont continuer à se gonfler en 1980, précisément pour financer de nouveau un déficit budgétaire massif. L'ampleur de la création monétaire entraînée par l'émission massive de bons du Trésor pourra seulement être limitée par le recours plus

important à des ressources longues (emprunts obligataires).

Restent les concours à l'économie, c'est-à-dire les crédits bancaires : un nouveau tour de vis pourrait être donné en poursuivant la réintégration des crédits « désencadrés » au sein de la masse des crédits soumis à l'encadrement. On sait que les sommes « désencadrées » (financement à moyen terme des exportations et des économies d'énergie, prêts immobiliers conventionnés, prêts complémentaires d'épargne-logement, crédits professionnels sous caution mutuelle) progressent très rapidement (+ 35 % à + 40 % pour certains d'entre eux, contre 5 % pour les crédits « classiques » des grandes banques). Déjà, l'automne 1978, l'ampleur de cette dérogation, jugée dangereuse, avait commencé à être limitée. 15 % de l'augmentation annuelle de ces crédits désencadrés se trouvaient alors grésés dans l'enveloppe globale soumise à l'encadrement. A l'automne 1978, ce pourcentage avait été porté à 20 %. Cette fois-ci, on pourrait, atteindre 25 % sinon plus.

Relevons enfin que parmi les causes réelles de l'augmentation trop rapide des liquidités figure la forte croissance des dépôts dans les caisses d'épargne (plus de 450 milliards de francs, soit plus de 25 % des liquidités de l'économie), qui, chose curieuse, défigurent par ailleurs les composantes de la masse monétaire retenue par les pouvoirs publics pour leurs calculs (dite M2), mais dans la définition plus large de la masse monétaire (dite M3) retenue par l'Allemagne fédérale.

Or les dépôts dans les caisses d'épargne augmentent actuellement à vive allure, ce qui a provoqué une augmentation (en rythme annuel) de 17,3 % de l'ensemble M3 durant les quatre premiers mois de 1979. De plus, et surtout, ces capitaux à court terme sont « transformés » par la Caisse de dépôts en crédits à long terme (prêts aux E.L.M., aux collectivités locales), ce qui entraîne une création monétaire notable d'une part et se retrouve sous forme de dépôts dans les banques, et donc dans la masse M2.

Jusqu'à présent, l'ensemble des opérations des caisses d'épargne-Caisse de dépôts n'entre pas, par convention, dans le calcul de la masse monétaire M2, alors que leur nature n'est pas différente de celle des réserves bancaires classiques.

FRANÇOIS RENARD.

Le budget de l'agriculture pour 1980-1981 prévoit une croissance des dépenses d'équipement plus importante que celle des dépenses de fonctionnement », a déclaré le 4 septembre M. François Guillaume, président de la F.N.S.E.A. (Fédération des exploitants agricoles), à l'issue de la conférence mensuelle au cours de laquelle le ministre de l'Agriculture a présenté aux responsables syndicaux les grandes lignes du projet de budget. « Il enregistrera une croissance globale de 3 points au-dessus du taux d'inflation », a précisé M. Guillaume, qui semblait relativement satisfait du projet, mais s'est en revanche inquiété de la progression prévue des cotisations sociales agricoles (+ 25 % en 1980).

Visite à un « S.V.P. » anti-marée noire

A Brest

De notre envoyé spécial

Brest — M. François Delmas, secrétaire d'État à l'Environnement, s'est rendu, le 4 septembre, à Brest pour faire un premier bilan des activités du centre de documentation, de recherche et d'expérimentation (CEDRE) sur la pollution accidentelle des eaux.

Installé à Brest depuis cinq mois, le Cedre (1) — on ne l'appelle plus qu'ainsi — est un peu l'enfant de la catastrophe de l'Amoco-Cadiz. La fameuse marée noire de mars 1978 avait révélé — entre autres — une dramatique ignorance en matière de techniques antipollution. Quels sont les produits, les spécialistes, les matériels vraiment efficaces ? Comment, où et quand les expérimente-t-on ? Au lieu de créer une nouvelle administration, on a réuni une vingtaine de jeunes ingénieurs, qui ont pour mission de déchiffrer toute la documentation dispersée et de coordonner les multiples recherches entreprises. En cas de malheur, ils sauront au moins de quels moyens on peut disposer, comment il convient de les employer et ce qu'il faut éviter. L'équipe du Cedre fonctionnera comme une

sorte de S.V.P. anti-marée noire.

Elle a déjà commencé sa tâche. Sur les quais du port de commerce de Brest, M. François Delmas a pu examiner les premiers véhicules spécialement équipés pour défendre les plages menacées. L'un porte des laves de caoutchouc broyé et même de débris de cuir. Des barges peuvent alors « écraser » plus facilement la surface de l'eau. Mais tout cela n'est vraiment efficace que sur les plus faibles surfaces par mer calme, dans les baies abritées ou les ports.

Au large, il faut donc traiter les nappes avec des produits dispersants. Plusieurs exercices ont eu lieu cet été en Méditerranée et dans la Manche pour essayer d'en savoir davantage sur l'effet de ces substances, les conditions de leur épandage, etc. Que faire encore lorsque le pétrole s'est déposé dans la vase des anses, qu'il est échoué sur les plages, qu'il a été récupéré par du sable ? Le Cedre a fait labourer une plage proche de Portail, puis répandre des produits qui, théoriquement, dispersent le mazout ou le liquéfient. La marée devait faire le reste. Echer qu'il total : sur 2 tonnes de pétrole enfoui dans le sable, quelques kilos seulement sont repartis.

Un radar à Ouessant

Dans les abers — ces fjords bretons semés de parcs à huîtres — c'est pire encore. Les hommes de la Manche pour essayer d'en savoir davantage sur l'effet de ces substances, les conditions de leur épandage, etc. Que faire encore lorsque le pétrole s'est déposé dans la vase des anses, qu'il est échoué sur les plages, qu'il a été récupéré par du sable ? Le Cedre a fait labourer une plage proche de Portail, puis répandre des produits qui, théoriquement, dispersent le mazout ou le liquéfient. La marée devait faire le reste. Echer qu'il total : sur 2 tonnes de pétrole enfoui dans le sable, quelques kilos seulement sont repartis.

En vérité, plus on avance plus on se rend compte qu'une fois le pétrole échappé de ses cuves tout devient dérisoire. Les marins le savent très bien. A la préfecture maritime de Brest, comme en temps de guerre un petit état-major veille jour et nuit. Dans les nouveaux couloirs de circulation au large de Ouessant, les navires de garde se relaient. Il ne se passe pas de jour sans qu'ils dressent un rapport. Récemment, un tanker britannique de 200 000 tonnes annonçait que ses machineries montraient des signes de faiblesse. On ne l'a laissé passer que flanqué de deux remorqueurs. Et l'Abécille de 30 000 CV basée à Brest se tenait prête à foncer à Ouessant, on se hâte de dresser une tour radar pour mieux surveiller le large. « Pour remplir ma mission antipollution, dit l'amiral de

ENVIRONNEMENT

UN DIPLOME UNIVERSITAIRE EN FORMATION CONTINUE C'EST POSSIBLE

Si vous avez plusieurs années d'expérience professionnelle, une formation générale de niveau secondaire. Vous pouvez directement préparer un diplôme national de fin de premier cycle.

LES D.U.T.

« INFORMATIQUE »
« GESTION DU PERSONNEL »
« CARRIÈRES JURIDIQUES ET JUDICIAIRES »

La formation peut être suivie à plein temps sur une année ou à temps partiel sur trois ans pour éviter une absence prolongée hors de l'entreprise.

Les frais de formation sont à la charge de l'entreprise.

Des exonérations sont prévues pour les demandeurs d'emploi.

La prochaine session se tiendra en novembre 1979. Les inscriptions sont ouvertes.

Villetaneuse CENTRE DE FORMATION CONTINUE

141, boulevard de la République - 93430 Villetaneuse - Tél. 821 671 - 672 - 673 - 674 - 675 - 676 - 677 - 678 - 679 - 680 - 681 - 682 - 683 - 684 - 685 - 686 - 687 - 688 - 689 - 690 - 691 - 692 - 693 - 694 - 695 - 696 - 697 - 698 - 699 - 700 - 701 - 702 - 703 - 704 - 705 - 706 - 707 - 708 - 709 - 710 - 711 - 712 - 713 - 714 - 715 - 716 - 717 - 718 - 719 - 720 - 721 - 722 - 723 - 724 - 725 - 726 - 727 - 728 - 729 - 730 - 731 - 732 - 733 - 734 - 735 - 736 - 737 - 738 - 739 - 740 - 741 - 742 - 743 - 744 - 745 - 746 - 747 - 748 - 749 - 750 - 751 - 752 - 753 - 754 - 755 - 756 - 757 - 758 - 759 - 760 - 761 - 762 - 763 - 764 - 765 - 766 - 767 - 768 - 769 - 770 - 771 - 772 - 773 - 774 - 775 - 776 - 777 - 778 - 779 - 780 - 781 - 782 - 783 - 784 - 785 - 786 - 787 - 788 - 789 - 790 - 791 - 792 - 793 - 794 - 795 - 796 - 797 - 798 - 799 - 800 - 801 - 802 - 803 - 804 - 805 - 806 - 807 - 808 - 809 - 810 - 811 - 812 - 813 - 814 - 815 - 816 - 817 - 818 - 819 - 820 - 821 - 822 - 823 - 824 - 825 - 826 - 827 - 828 - 829 - 830 - 831 - 832 - 833 - 834 - 835 - 836 - 837 - 838 - 839 - 840 - 841 - 842 - 843 - 844 - 845 - 846 - 847 - 848 - 849 - 850 - 851 - 852 - 853 - 854 - 855 - 856 - 857 - 858 - 859 - 860 - 861 - 862 - 863 - 864 - 865 - 866 - 867 - 868 - 869 - 870 - 871 - 872 - 873 - 874 - 875 - 876 - 877 - 878 - 879 - 880 - 881 - 882 - 883 - 884 - 885 - 886 - 887 - 888 - 889 - 890 - 891 - 892 - 893 - 894 - 895 - 896 - 897 - 898 - 899 - 900 - 901 - 902 - 903 - 904 - 905 - 906 - 907 - 908 - 909 - 910 - 911 - 912 - 913 - 914 - 915 - 916 - 917 - 918 - 919 - 920 - 921 - 922 - 923 - 924 - 925 - 926 - 927 - 928 - 929 - 930 - 931 - 932 - 933 - 934 - 935 - 936 - 937 - 938 - 939 - 940 - 941 - 942 - 943 - 944 - 945 - 946 - 947 - 948 - 949 - 950 - 951 - 952 - 953 - 954 - 955 - 956 - 957 - 958 - 959 - 960 - 961 - 962 - 963 - 964 - 965 - 966 - 967 - 968 - 969 - 970 - 971 - 972 - 973 - 974 - 975 - 976 - 977 - 978 - 979 - 980 - 981 - 982 - 983 - 984 - 985 - 986 - 987 - 988 - 989 - 990 - 991 - 992 - 993 - 994 - 995 - 996 - 997 - 998 - 999 - 1000 - 1001 - 1002 - 1003 - 1004 - 1005 - 1006 - 1007 - 1008 - 1009 - 1010 - 1011 - 1012 - 1013 - 1014 - 1015 - 1016 - 1017 - 1018 - 1019 - 1020 - 1021 - 1022 - 1023 - 1024 - 1025 - 1026 - 1027 - 1028 - 1029 - 1030 - 1031 - 1032 - 1033 - 1034 - 1035 - 1036 - 1037 - 1038 - 1039 - 1040 - 1041 - 1042 - 1043 - 1044 - 1045 - 1046 - 1047 - 1048 - 1049 - 1050 - 1051 - 1052 - 1053 - 1054 - 1055 - 1056 - 1057 - 1058 - 1059 - 1060 - 1061 - 1062 - 1063 - 1064 - 1065 - 1066 - 1067 - 1068 - 1069 - 1070 - 1071 - 1072 - 1073 - 1074 - 1075 - 1076 - 1077 - 1078 - 1079 - 1080 - 1081 - 1082 - 1083 - 1084 - 1085 - 1086 - 1087 - 1088 - 1089 - 1090 - 1091 - 1092 - 1093 - 1094 - 1095 - 1096 - 1097 - 1098 - 1099 - 1100 - 1101 - 1102 - 1103 - 1104 - 1105 - 1106 - 1107 - 1108 - 1109 - 1110 - 1111 - 1112 - 1113 - 1114 - 1115 - 1116 - 1117 - 1118 - 1119 - 1120 - 1121 - 1122 - 1123 - 1124 - 1125 - 1126 - 1127 - 1128 - 1129 - 1130 - 1131 - 1132 - 1133 - 1134 - 1135 - 1136 - 1137 - 1138 - 1139 - 1140 - 1141 - 1142 - 1143 - 1144 - 1145 - 1146 - 1147 - 1148 - 1149 - 1150 - 1151 - 1152 - 1153 - 1154 - 1155 - 1156 - 1157 - 1158 - 1159 - 1160 - 1161 - 1162 - 1163 - 1164 - 1165 - 1166 - 1167 - 1168 - 1169 - 1170 - 1171 - 1172 - 1173 - 1174 - 1175 - 1176 - 1177 - 1178 - 1179 - 1180 - 1181 - 1182 - 1183 - 1184 - 1185 - 1186 - 1187 - 1188 - 1189 - 1190 - 1191 - 1192 - 1193 - 1194 - 1195 - 1196 - 1197 - 1198 - 1199 - 1200 - 1201 - 1202 - 1203 - 1204 - 1205 - 1206 - 1207 - 1208 - 1209 - 1210 - 1211 - 1212 - 1213 - 1214 - 1215 - 1216 - 1217 - 1218 - 1219 - 1220 - 1221 - 1222 - 1223 - 1224 - 1225 - 1226 - 1227 - 1228 - 1229 - 1230 - 1231 - 1232 - 1233 - 1234 - 1235 - 1236 - 1237 - 1238 - 1239 - 1240 - 1241 - 1242 - 1243 - 1244 - 1245 - 1246 - 1247 - 1248 - 1249 - 1250 - 1251 - 1252 - 1253 - 1254 - 1255 - 1256 - 1257 - 1258 - 1259 - 1260 - 1261 - 1262 -

SOCIAL

SELON LA DIRECTION DE LA SONACOTRA

La grève des loyers est suivie par 10 000 personnes au lieu de 17 000 il y a un an

(Publié)
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
IFACE
Département Perfectionnement
PROPOSE
un stage rémunéré à des cadres de l'industrie et du commerce à la recherche d'un emploi.
RECONVERSION DE CADRES A LA FORMATION
Ce stage à plein temps, de 14 semaines, a pour objectif de préparer les cadres au métier de formateur : acquisition des méthodologies et techniques pédagogiques et entraînement à l'animation (stages en entreprises).
Dates :
17 septembre au 31 décembre 1979
INSCRIPTIONS :
78, avenue de la République,
75001 PARIS. Tél. 355-39-08, p. 319.

(Publié)
CVC - CORPORATION AUTONOME REGIONALE DU CAUCA
PROJET DE REGULARISATION DU COURS D'EAU DU FLEUVE CAUCA
TRAVAUX PUBLICS DE SALVAVINA BARRAGE ET DEVERSOIR
INSCRIPTION ET QUALIFICATION PREALABLE DE FIRMES CONSTRUCTRICES

OBJET. — Inscrire au « Répertoire d'entreprises de travaux publics de la CVC » et qualifier préalablement les firmes désirant participer à la licitation publique internationale en vue de la construction des travaux publics suivants : barrage, déversoir et ensemble de travaux qui seront construits à l'aval du barrage de Salvavina et constitueront le projet de régularisation du fleuve Cauca.
En vue de la licitation, on tiendra seulement compte des offres des firmes qui ont été inscrites et qualifiées sur le registre de qualification préalable, et qui aient été qualifiées préalablement pour participer à la dite licitation, en tant que firmes individuelles ou en tant qu'associations.
Les firmes et associations qui ont été qualifiées préalablement par la CVC en 1978 en vue de ce même projet devront se soumettre aussi à cette nouvelle procédure de qualification préalable.
OUVERTURE. — Le 15 octobre 1979.
VENTE DES DOCUMENTS. — Les intéressés devront solliciter personnellement, par eux-mêmes ou par leurs délégués dûment accrédités, les formulaires de qualification préalable à la Corporation autonome régionale du Cauca CVC, sous-direction technique, Carrera 2a, No 10-20, Cali, Colombie, Amérique du Sud (boîte postale aérienne 2366).
VALEUR DES DOCUMENTS. — Description : Col. \$ 300 ou U.S. \$ 12. — Qualification préalable : Col. \$ 1 000 ou U.S. \$ 40.
En cas de demande d'envoi par retour du courrier, la firme devra préalablement envoyer un chèque au nom de C.V.C. pour la valeur des documents.
REMISE DES DOCUMENTS. — Les documents devront être remis à la même adresse où ils ont été demandés, au plus tard à 18 heures, le lundi 19 octobre 1979, ou les envoyer par retour du courrier, de façon qu'ils arrivent au plus tard à la date et à l'heure indiquées.
CONSULTATION DES DOCUMENTS. — On pourra consulter les documents d'inscription et de qualification préalable à la Corporation autonome régionale du Cauca CVC, à la Société colombienne d'ingénierie (Bogotá), Association d'ingénieurs civils ACIC (Bogotá), et à l'Association d'ingénieurs du Valle (Cali).
FINANCEMENT. — Le montant en monnaie étrangère du coût des travaux civils pour lesquels cette qualification sera faite sera financé à la charge d'un emprunt à l'Organisation Economique Coopération Fund O.E.C.F. du Japon. A cette occasion, on qualifiera à l'avance seulement les firmes individuelles ou les membres de l'Association aux participant aux pays développés de l'Organisation Economique Coopération and Development (O.E.C.D.) ou aux pays en voie de développement nommés dans le « Memorandum of the Development Assistance Committee » signé le 14 décembre 1961.
NOTE. — Les firmes qui auraient déjà acheté les documents d'inscription, dont la vente a commencé le 13 juillet 1979, devront présenter maintenant, en annexe, un document de qualification pour les ouvrages dont parle cet avis (barrage, déversoir et quelques excavations à ciel ouvert).

RÉPUBLIQUE ARABE POPULAIRE SOCIALISTE DE LIBYE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 8

SECRÉTARIAT MUNICIPAL
MUNICIPALITÉ DE TRIPOLI

La municipalité de Tripoli de la République Arabe Populaire de Libye invite les entrepreneurs internationaux spécialisés dans les travaux de construction de routes à soumettre leurs offres pour un projet international pour la réalisation du second tronçon de routes périphériques à Tripoli. Les soumissionnaires devront se conformer aux conditions, au cahier des charges, plans et documents divers concernant ce projet.

Les travaux comprendront la construction d'une route double d'environ 10 km de long et de croisements à différents niveaux. La nouvelle route crociera les voies existantes sur des ponts en béton armé de différentes largeurs.

Les soumissionnaires devront avoir une bonne expérience de la réalisation de routes et de ponts et de l'exécution de ce type de contrat de construction en général. Ils devront inclure dans leur offre un prix de base fixe conformément aux conditions contractuelles.

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu auprès de la municipalité de Tripoli de la République Arabe Populaire de Libye contre la somme de 500 LD (cinq cents Dinars libyens) non remboursables. La date limite de soumission est le 9 Dhul - Qa da, 1399 Hegiras (1^{er} octobre 1979) à midi. Les offres devront être accompagnées d'une caution initiale équivalant à 1 % (un pour cent) de la valeur totale de l'offre. Cette caution devra être valide pour une période d'au moins trois mois à compter de la date de l'offre, et elle sera présentée selon l'une des formes suivantes :

- en espèces, à la Trésorerie de la municipalité ;
- traite bancaire tirée sur l'une des banques opérant en Libye ;
- lettre de garantie inconditionnelle valide jusqu'à trois mois après la date de l'offre, à compter du dernier jour d'ouverture des enveloppes.

Le présent appel d'offres est considéré comme effectif et irrévocable pour une période de six mois commençant à partir de la dernière date limite désignée de remise des offres. La municipalité se réserve le droit d'accepter ou de refuser toute offre sans avoir à donner aucune raison dans l'un ou l'autre cas, et sans aucun engagement de compensation.

La Municipalité de Tripoli.

M. Pierre Bon, directeur général de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (Sonacotra), a fait le point, mardi 4 septembre, sur la grève des loyers qui affecte, parfois depuis plus d'un an, un grand nombre de foyers d'immigrés gérés par cette société d'économie mixte. Selon M. Bon, la situation s'est nettement améliorée depuis quelques mois. De plus de 17 000 à la rentrée l'an dernier — chiffre

communiqué le 16 octobre 1978 par le président de la Sonacotra, M. Philippe Daublain — le nombre des résidents qui refusent les paiements est passé à 13 878 au 30 juin dernier et à 11 078 au 31 juillet.

Aujourd'hui au 31 juillet 1979, le nombre de foyers concernés (situation surtout en région parisienne et dans l'Est) s'établissait à 71 au lieu de 82 à la fin de juin 1979. Sur ce total de 71 établissements, 26 (au lieu de 35 le mois précédent) étaient en situation de blocage, c'est-à-dire que les paiements étaient inférieurs à 80 % des recettes normales.

Depuis le mois de mars, des protocoles d'accord pour la reprise des paiements ont été signés séparément par des comités de résidents « dans treize foyers, dont trois contresignés par les représentants des municipalités (à Nanterre, Drancy et Montreuil), dans quatre cas en présence de représentants de la C.G.T. et dans un cas en présence de représentants de la C.F.D.T.

Dans chacun de ces accords, les résidents doivent s'engager individuellement à deux obligations : l'acquiescement immédiat à la rétrocession de septembre et la reprise des paiements selon un calendrier qui prévoit le remboursement des arriérés. Les chiffres relatifs à l'évolution de la situation au mois d'août n'ont pas été collectés, mais dans plusieurs foyers, une forte majorité on la totalité des résidents auraient accepté les propositions de la Sonacotra de régulariser leur situation. « On peut raisonnablement estimer, a conclu M. Bon, que le nombre des refus de paiements est actuellement inférieur à dix mille. »

Un déficit de 101 millions de francs

Sur le fond du conflit, le directeur général de la Sonacotra a rappelé que le déficit de la société gestionnaire — qui est loin d'être imputable à la grève des loyers — s'élevait à 101 millions de francs pour la seule année 1978. Le montant des impayés pour cessation collective de paiement en 1978 s'élevait à 45,7 millions de francs (non inclus dans le déficit d'exploitation). L'évolution du déficit s'établissait comme suit : 33 millions en 1976, 49 millions en 1977, 70 millions en 1977, pour atteindre les 101 millions de 1978. Parallèlement, le montant des impayés est passé de 9 millions en 1976 à 15 millions en 1978.

20 millions en 1977 et 45,7 millions de francs en 1978.

Pour le reste, les dirigeants de la Sonacotra ne semblent pas devoir revenir sur leurs positions après les mesures policières et judiciaires, prises ces derniers mois contre les résidents au cours de la grève. Deux mille décisions d'expulsion sont « susceptibles d'être exécutées d'ici au 1^{er} décembre ».

A propos du conflit de Garges-lès-Gonesse, où les immigrés jetés à la rue continuent de camper devant l'immeuble de la Sonacotra, M. Bon a estimé que « la plate-forme revendicative rassemblée parfois quatre ans par le comité de coordination des foyers est à présent démodée » et « devant l'obstination manifestée par ce comité, la situation est sans issue, d'autant qu'il y a eu décision de justice et expulsion des contestataires ».

D'ailleurs, a ajouté M. Bon, le foyer de Garges-lès-Gonesse sera fermé plusieurs mois en raison de travaux d'aménagement. Reconnaisant qu'une certaine libération de la vie des foyers a été atteinte par la grève, M. Bon a fait état des améliorations proposées dans les nouveaux accords, avec pour objectif « la transformation des relations entre la Sonacotra et les résidents ». L'amélioration des conditions de vie des locataires par « le desserrement des foyers, la disparition des cloisons sonores et l'agrandissement des chambres de 450 m² existant dans 20 % des établissements, l'augmentation des surfaces des locaux collectifs, la suppression des escaliers sur le plan de l'hygiène et du confort ». Dans le nouveau système de tarification, les locataires disposeront d'un formulaire distinctif la structure de des divers redevances, charges, prestations individuelles (comme le blanchissage) et loyer proprement dit. Enfin, la Sonacotra poursuit « une politique d'investissement sur le plan de l'hygiène et du confort ».

J. B.

LA SEMAINE D'ACTION C.G.T. CHEZ CHAUSSON

« Ils n'osent pas bouger »

Chez Chausson à Gennevilliers, la ville est dans l'usine. Des deux côtés de la rue, c'est la même boîte. Mardi 4 septembre, un peu avant midi, une bonne vingtaine de militants dévoués de la C.G.T. attendent la sortie des quatre mille cent salariés, le badge autocollant sur la ceinture et le tract à la main.

Mais où sont passés les ouvriers ? Il semble que l'usine ait été désertée. A la vérité, la cantine n'acceptant que les rationnaires par petites vagues successives, les hommes sortent par groupes de cinq ou six, certains pressés, d'autres nonchalants, tous, ou presque, portant les stigmates dorés du soleil. On prend son tract sans interrompre sa marche ni la conversation.

Devant cette absence de foule, M. Gérard Négrier, secrétaire de l'union départementale C.G.T. des Hauts-de-Seine, peut difficilement faire entendre son mégaphone, ressort pour l'occasion de placard où il avait passé l'été : d'autant que le ballet des lourds semi-remorques oblige les militants qui occupent l'entrée à se plaquer contre le portail à chacun de leur passage.

Manifestement, le syndicat reprend très vite le collier, mais il a encore les jambes lourdes. Aussi, la prudence s'est imposée : on fait un « travail à la base », accompagné de prises de parole dans les ateliers, mais il n'est donc pas donné que dans la masse des immigrés, il y ait « un peu de recul et un peu de peur... ils n'osent pas bouger ».

Ainsi, on se retrouve entre soi, on manifeste son espoir dans l'ouverture faite par M. Edmond Malra à l'usine par table, et on attend ce que va dire M. Georges Ségué place de la République. Mais, pour l'instant, rien n'est prévu pour la suite de la semaine d'action, et on n'a pas eu le temps d'organiser une délégation massive pour assister au discours du secrétaire général.

On attend les consignes sur un fond d'inquiétude, mais dans la discipline... — P. L.

LES PROPOSITIONS DE CONCERTATION DE M. BARRE

M. Ceyrac : la préférence du patronat va à un aménagement annuel des horaires

Les partenaires sociaux continuent de s'interroger — voire de s'inquiéter — sur les propositions de concertation du premier ministre. M. Raymond Barre, qui devrait prochainement annoncer dans une nouvelle lettre les thèmes prioritaires à débattre (« le Monde » du 5 septembre), devrait ajouter aux has salaires et à la réduction des horaires celui de l'expression des salariés dans les entreprises. En ce qui concerne la durée du travail, l'accent devrait être mis sur l'extension du travail en cinq équipes.

La proposition de concertation du premier ministre pourrait « être un premier pas vers un échange et une recherche d'un terrain médiateur », a déclaré M. François Ceyrac, président du C.N.F.P., mardi 4 septembre à Antenne 2.

Prenant l'exemple de « la solidarité du consensus entre le patronat et le syndicat ouest-allemand D.G.B. », M. Ceyrac a souhaité que cette concertation « s'engage en France sans insinuer la défection ». Il a réaffirmé la volonté du patronat d'aboutir à un accord sur l'aménagement annuel de la durée du travail afin d'éviter la rentabilité des machines.

Au sujet de la situation des entreprises, M. Ceyrac a affirmé que « si les bénéfices réalisés n'ont pas abouti à des créations d'emploi, c'est qu'il est encore trop tôt, que nous ne sommes pas encore à l'après-midi du déboisement économique ».

Interrogé sur l'action de M. Barre et le président du C.N.F.P. a estimé « comprendre très bien que certaines catégories de Fran-

çais soient déçues ». Cependant, pour lui, le « procès brutal » qui est fait au premier ministre relève plus de la « démagogie facile et de la critique politicienne ». Il faut voir les choses avec beaucoup plus de sang-froid, il y a des échecs, comme l'absence de réforme de la Sécurité sociale, de relance de l'investissement et de l'emploi, mais il y a aussi des éléments très positifs, notamment la bonne tenue de la monnaie et du commerce extérieur.

Pour M. Ceyrac, les entreprises qui ont amélioré leurs résultats financiers l'an dernier ne savent pas encore quels investissements elles doivent entreprendre, compte tenu du « brouillard qui règne sur l'économie mondiale ». Deux cent quarante-huit milliards de francs — soit la moitié du budget de l'Etat — ont déjà été investis en 1978 par les entreprises et, en 1979, a précisé le président du C.N.F.P., « on espère faire 2 % de mieux globalement ».

F.O. en progression de 5 % par an

« S'il n'y a plus de grain à moudre, la politique contractuelle mourra avec tout ce que cela comporte de grève », a déclaré au Monde (5 septembre) M. André Bergeron, secrétaire général de F.O. en s'inquiétant des nouvelles recommandations que se propose de présenter M. Raymond Barre. Le dirigeant de F.O., après avoir indiqué que les revendications prioritaires sont les prix, les salaires, puis la réduction des horaires, a affirmé que s'il n'y a pas de négociation il faudra bien « envisager le recours à la grève ».

« Nous n'avons jamais eu d'opposition formelle à l'unité d'action avec n'importe quel syndicat en ce qui concerne les branches professionnelles. Mais il est bien évident que nous ne sommes absolument pas favorables à l'unité d'action au niveau confédéral ».

M. André Bergeron a, d'autre part, précisé, à propos de « la constante progression » des effectifs de sa centrale, que « le nombre de cotisations payées est en progression de 5 % par an depuis six ans ».

ÉTRANGER

Diminution du chômage en R.F.A.

Nuremberg (A.F.P.). — Le chômage en Allemagne fédérale a touché en août 1979 900 personnes, en baisse de 4 800 (0,5 %) par rapport à juillet. En un an, par rapport à août 1978, la diminution est de 125 100 (13,5 %). Le pourcentage des sans-emploi dans la population active est de 3,5 %, inchangé par rapport à juillet. Il était de 4 % en août 1978.

Les offres d'emploi non pourvues se sont élevées en août à 173 800, soit 8 900 postes de plus (plus 5,4 %) qu'en juillet. Toutefois, elles ont régressé de 400 unités (moins 0,2 %) par rapport à août 1978.

Le chômage est plus important chez les femmes (6,1 % de la population active) que chez les hommes (2,4 %). Il a régressé en août par rapport à juillet plus fortement chez les hommes (346 900 chômeurs, soit moins 3 400 ou moins 1 %) que chez les femmes (453 000 femmes sans emploi, soit moins 1 400 ou moins 0,3 %).

LA GRÈVE DES DOCKERS PARALYSE LE PORT DE ROTTERDAM

Les installations pétrolières de Rotterdam, aux Pays-Bas, ont à leur tour été touchées, le mardi 4 septembre, par la grève déclenchée depuis plus d'une semaine par les dockers. En solidarité avec les autres grévistes, les soixante-dix employés des services de remorquage ont cessé le travail pour vingt-quatre heures dans les bassins spécialisés dans le déchargement des produits pétroliers, minéraux et autres produits en vrac. Dans les autres installations du port, on voit manipuler annuellement 30 millions de tonnes de marchandises, les ouvriers à qui et le personnel de remorquage sont toujours en grève depuis le 23 août.

Les grévistes — environ huit mille — réclament des augmentations de salaires et une réduction du temps de travail. Ils n'ont pas obtenu, jusqu'à présent, l'appui des organisations syndicales. Mardi, trois mille d'entre eux ont manifesté devant les bureaux du syndicat des transports. Après avoir vainement tenté de persuader les grévistes de reprendre le travail, les responsables de cette organisation ont entrepris de négocier avec les employeurs une révision de la convention collective, avec toutefois des exigences plus modestes que celles des grévistes. — (A.F.P.)

SOCIAL

LA

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

Les non-grévistes

AFFAIRES

Les procédures d'attribution des aides de l'État à l'industrie vont être réformées

Le président de la République a présidé, mardi 4 septembre, un conseil central de planification consacré aux grandes orientations de la politique industrielle. A l'issue de ce conseil, un communiqué a été publié dans lequel il est notamment indiqué : « Le conseil a arrêté un ensemble d'orientations destinées à permettre de réaliser de nouveaux et importants progrès au cours des prochaines années en simplifiant et décentralisant en province les procédures de décision et en portant l'effort dans les secteurs utiles pour notre stratégie industrielle. »

« Le président de la République a souligné la nécessité d'inscrire cette action dans une perspective industrielle et technologique à long terme de telle sorte que l'industrie française puisse affronter victorieusement la compétition internationale. » Les communications publiées à l'issue des conseils centraux de planification sont généralement peu explicites. Celui-ci n'échappe pas à la règle. De ce court texte, on peut cependant déduire que les procédures d'aides de l'État à l'industrie vont être profondément réformées.

Elles vont, dans un premier temps, être simplifiées. Les interventions de l'État sont, dans ce domaine, nombreuses et obéissent à des objectifs qui ne sont pas toujours convergents. Aides à la décentralisation, à l'innovation, à l'aménagement du territoire, Fonds de soutien et d'adaptation industrielle — cette liste n'est pas exhaustive — constituent autant de cordes à l'arc de la puissance publique. Depuis longtemps, un sordid affrontement oppose le Trésor, qui tient les cordons de la bourse, et le ministre de l'Industrie, qui voudrait que les moyens de l'État convergent et viennent à l'appui de la politique de redéploiement industriel. Tout laisse supposer que la rue de Grenelle l'a emporté sur la rue de Rivoli, et que le ministère de l'Industrie se verra confier les responsabilités de l'attribution des aides publiques.

Les aides seront décentralisées. Il s'agit de permettre à des entreprises de province d'utiliser ces procédures sans être contraintes de passer par Paris. Cela suppose qu'un fonctionnaire dispose de pouvoirs suffisamment

CORRESPONDANCE

Les prix de la réparation automobile

Nous avons reçu d'un lecteur la lettre suivante :

Habitué d'un garage concessionnaire d'une grande marque allemande, à Levallois (92), j'ai eu la curiosité de comparer les factures de ces deux dernières années, et plus spécialement le prix hors taxe de l'heure de main-d'œuvre tel qu'il m'est facturé :

9 novembre 1977 : 38,12 F l'heure ;
11 septembre 1978 : 46,90 F ;
28 août 1979 : 54,80 F.

Soit une hausse de 43 % en moins de deux ans de la réparation automobile !

PRECISION. — Dans notre article sur les dépenses sociales aux Pays-Bas, publié dans le Monde du 5 septembre, il fallait lire « le pouvoir d'achat », ne sera pas réduit grâce à des primes sociales plus élevées, mais « du fait des cotisations sociales plus élevées qui seront en fait prises en charge par l'État ».

SOCIAL

LE CONFLIT DES ARSENAUX

Les syndicats contestent le démenti du ministère sur les primes versées à des non-grevistes

En dépit du démenti publié par le ministère de la Défense, les syndicats C.F.D.T. des personnels de la défense nationale et C.G.T. des travailleurs de l'Etat, réclament que des « primes et allocations diverses » ont bien été versées à certaines personnes des arsenaux et notamment à des non-grevistes (le Monde du 1^{er} et du 5 septembre).

Dans un communiqué rendu public mardi 4 septembre, la C.G.T. annonce qu'elle tient à la disposition de la presse des feuilles de paie qui ne laissent aucun doute sur cette affaire. De son côté, la C.F.D.T. réclame que des précisions soient données sur la nature des primes accordées ainsi que sur les critères de choix des bénéficiaires. « Des travailleurs de Cherbourg, affirme la C.F.D.T., sont en attente de primes depuis des mois d'arrêt des sommes. Les salaires, vont de 1 000 à 2 000 F. » La direction locale, ajoute-t-elle, « n'a pas démenti qu'une prime identique serait versée fin septembre et que les bénéficiaires seraient au nombre de sept cents ».

D'autre part, à l'établissement d'Indret (Loire-Atlantique), toujours selon la C.F.D.T., un responsable administratif du bureau des salaires aurait indiqué que soixante-dix-neuf personnes auraient perçu une compensation salariale correspondant selon le cas à six ou huit jours de grève, ces personnes ayant déclaré n'avoir pu travailler du fait des aléas de grève. Mais, dit la C.F.D.T., le chiffre total avoisinerait les trois cents personnes car des sommes moins importantes auraient aussi été versées. Le syndicat demande l'extension de cette prime à tous les travailleurs qui ont été contraints à la grève durant neuf semaines et précise que si tel n'était pas le cas, ces primes constitueraient des primes anti-grève et qu'elle se verrait contrainte de donner « cette affaire des suites juridiques ».

TRANSPORTS

● **Ligue Corse-continents** : réductions des tarifs maritimes. — La Société nationale maritime Corse Méditerranée (S.N.C.M.), qui assure la totalité des liaisons entre le continent et la Corse, vient d'annoncer l'application de tarifs réduits pendant la période d'octobre à mai. Si les automobiles bénéficient déjà, pendant cette période d'environ deux cents jours, d'une réduction de 50 %, les passagers pourront désormais voir le prix de leurs billets réduits de 25 %, et un demi-tarif sera proposé aux personnes âgées : soixante ans pour les femmes et soixante-cinq pour les hommes.

● **Grande-Bretagne** : hausse des tarifs aériens limités à 5 %. Le gouvernement britannique a autorisé un relèvement immédiat de 5 % seulement des tarifs aériens au départ de Grande-Bretagne vers l'Europe, au lieu des 10 % recommandés par l'Association du transport aérien international (IATA). Les tarifs d'outre-mer ont une augmentation de 10 %, six mois à peine après une majoration de 5 % à 7 %. British Airways a protesté contre cette décision qui, selon elle, va à l'encontre de la politique de libéralisation des prix adoptée par le gouvernement Thatcher. — (AFP)

● **L'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)** a déposé un certain temps sur la hausse spectaculaire des actions de l'IFI (Institut financier industriel), la société financière qui détient 28 % du capital de la Fiat. En un peu plus d'un mois, le titre a augmenté de près de 50 % à la Bourse de Milan, passant de 2 350 à 3 400 francs (valeur au 4 septembre). Mouvement spéculatif, dit le groupe Agnelli ? Les interrogations ne manquent pas. Au siège de l'IFI à Milan, on se borne à déclarer que cette hausse doit être restituée dans le mouvement général de la Bourse, que d'autres valeurs ont enregistré des hausses plus importantes et que de toute façon, les actions de l'IFI étaient nettement sous-évaluées jusqu'à présent.

CONJONCTURE

● **L'indice trimestriel de la production industrielle** calculé par l'INSEE s'est inscrit (hors bâtiment et travaux publics) à 130 au premier trimestre 1979 (sur la base 100 en 1970) et après correction des variations saisonnières) contre 128 au quatrième trimestre 1978 ce qui traduit une hausse de 1,5 %. Par rapport au premier trimestre 1978, la production industrielle est en hausse de 3,2 % (+ 3,4 % pour les biens intermédiaires, + 3,8 % pour les biens de consommation). Au premier trimestre 1979 (par rapport au quatrième trimestre 1978) la production de biens d'équipement (+ 7,5 %), l'industrie chimique (+ 6,9 %) et l'industrie électrique (+ 6,9 %).

Campenon-Bernard va reprendre l'essentiel des activités de la société Ducassou

La société Campenon-Bernard va reprendre l'essentiel des activités de l'entreprise bretonne de constructions Henri Ducassou, de Lorient, qui avait connu de graves difficultés en 1978.

Créée en septembre 1945, la société Ducassou et ses filiales ont employé en France et à l'étranger jusqu'à deux mille sept cents personnes pour un chiffre d'affaires d'environ 400 millions de francs, dont le quart à l'exportation (Afrique, Proche-Orient).

Trois chantiers ayant entraîné en 1978 un déficit d'exploitation de 8 millions de francs, qui se sont ajoutés à d'autres difficultés, la société bénéficiaire, en octobre de la même année, de la procédure de suspension provisoire des poursuites. En février 1979, le tribunal de Rennes approu-

La hausse des titres du holding Fiat intrigue la Bourse italienne

De notre correspondant

Rome. — Les observateurs financiers s'interrogent depuis un certain temps sur la hausse spectaculaire des actions de l'IFI (Institut financier industriel), la société financière qui détient 28 % du capital de la Fiat. En un peu plus d'un mois, le titre a augmenté de près de 50 % à la Bourse de Milan, passant de 2 350 à 3 400 francs (valeur au 4 septembre). Mouvement spéculatif, dit le groupe Agnelli ? Les interrogations ne manquent pas. Au siège de l'IFI à Milan, on se borne à déclarer que cette hausse doit être restituée dans le mouvement général de la Bourse, que d'autres valeurs ont enregistré des hausses plus importantes et que de toute façon, les actions de l'IFI étaient nettement sous-évaluées jusqu'à présent.

Il faut ajouter que la société a obtenu son bilan du 30 juin dernier avec des résultats nettement supérieurs à ceux de l'exercice précédent. Les principaux postes de dépenses ont été également réduits. Les dividendes de cette année seront supérieurs à ceux de 1977-1978. Mais tout cela ne semble pas justifier la course aux actions qui s'est engagée. D'autant plus que certains investisseurs n'ont pas varié, celle de biens de consommation a baissé (— 0,7 %) de même que la production de biens d'équipement (— 7,5 %). Mais l'indice énergie a progressé de 8,9 %.

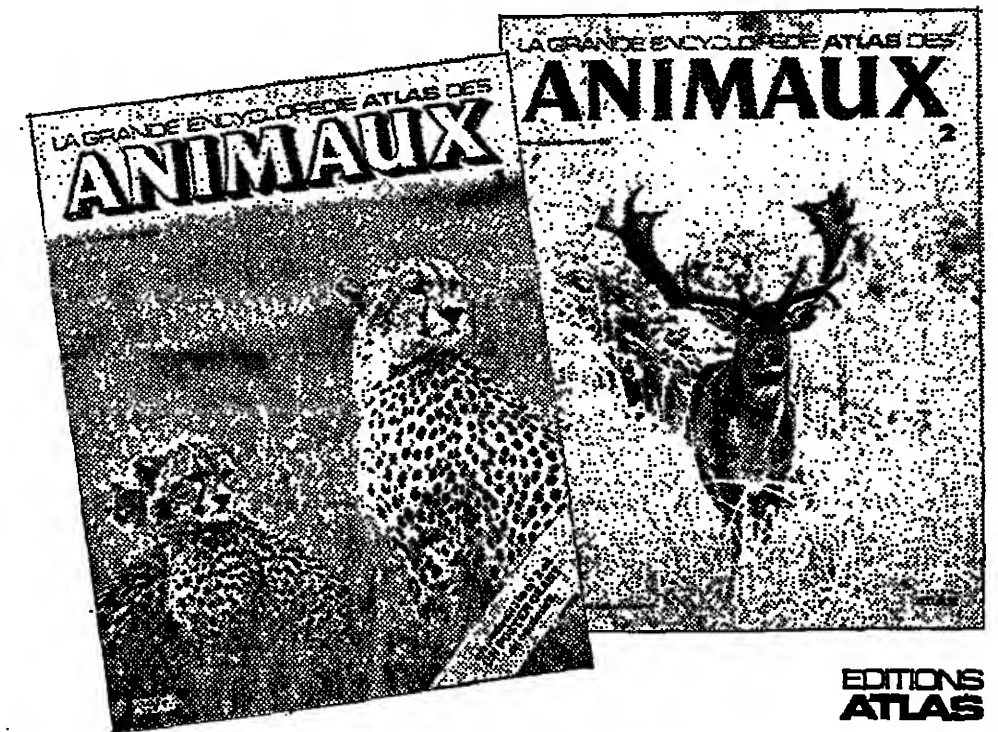
Que l'IFI soit en train de prendre de nouvelles initiatives n'est pas une nouveauté pour l'IFI. En 1977-1978, il a acquis 10 % de l'Alitalia, une société financière

Tous les mardis chez votre marchand de journaux.

LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE ATLAS DES

ANIMAUX

La vie secrète du monde animal



Les deux premiers fascicules au prix d'un seul : 6F. En cadeau : un poster géant en couleurs.

LA SEMAINE D'ACTION C.G.T. CHEZ CHAUSSON

Ils n'osent pas bouger

Les salariés de la société Chausson, fabricant de vélos à Paris, ont lancé une semaine d'action C.G.T. pour protester contre la débauche de primes versées à des non-grevistes. Les syndicats ont déposé une plainte au tribunal de commerce de Paris pour abus de biens sociaux.

La C.G.T. a annoncé qu'elle tient à la disposition de la presse des feuilles de paie qui ne laissent aucun doute sur cette affaire. De son côté, la C.F.D.T. réclame que des précisions soient données sur la nature des primes accordées ainsi que sur les critères de choix des bénéficiaires.

CONCORTATION DE M. BARRE ÉTRANGER

La préférence du patronat pour l'annuel des horaires...

Le ministre de l'Industrie a annoncé qu'il ne sera pas de médiation dans le conflit des arsenaux. Les syndicats ont réagi en lançant une semaine d'action.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
Cité Administrative Saint-Sever - 76037 ROUEN CEDEX
Téléphone : 62-81-44 - Téléc : DEROU 77075 F

PREMIER AVIS

Communes d'ISNEAUVILLE, BOISGUILLAUME, FONTAINE-SOUS-PREAUX, SAINT-MARTIN-DU-VIVIER, QUINCAMPOIX, SAINT-ANDRÉ-SUR-CAILLY, PIERREVAL, LA RUE-SAINT-PIERRE, LE VIEUX-MANOIR, ESTOUTEVILLE-EGALLES

M. le Préfet de la Seine-Maritime informe le public que, par arrêté en date du 2 août 1979, il sera procédé :

a) Sur la commune d'ISNEAUVILLE, BOISGUILLAUME, FONTAINE-SOUS-PREAUX, SAINT-MARTIN-DU-VIVIER, QUINCAMPOIX, SAINT-ANDRÉ-SUR-CAILLY, PIERREVAL, LA RUE-SAINT-PIERRE, LE VIEUX-MANOIR, ESTOUTEVILLE-EGALLES :
— à une enquête sur l'état public du projet de réalisation des travaux de construction d'une nouvelle route nationale N° 28 entre la route nationale N° 7180 à la Sorie Nord de la commune de BOISGUILLAUME et la PK 22,250 sur la commune d'ESTOUTEVILLE-EGALLES ;
— à une enquête publique en vue du classement en route express de cette voie.

b) Sur la commune d'ISNEAUVILLE :
— à une enquête publique sur les modifications du Plan d'Occupation des Sols de cette commune.

Les dossiers se rapportant à ces enquêtes qui se dérouleront pendant 28 jours consécutifs, du 17 septembre 1979 jusqu'au 15 octobre 1979 inclus, seront mis à la disposition du public :

— à la Préfecture de la Seine-Maritime, Direction Départementale de l'Équipement, Cité Administrative Saint-Sever, à ROUEN, bâtiment N° 4, 4^e étage, bureau 78, de 9 heures à 17 heures et de 13 heures à 16 heures, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
— à la Mairie d'ISNEAUVILLE, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, les lundis, mardis, jeudis et vendredis, et de 9 heures à 12 heures, les samedis (mardi, dimanches et jours fériés exceptés) ;
— à la Mairie de BOISGUILLAUME, de 8 h. 30 à 12 heures et de 13 heures 30 à 18 heures tous les jours (mardi, samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
— à la Mairie de FONTAINE-SOUS-PREAUX, de 18 heures à 19 heures les mardis et vendredis, de 18 heures 30 à 17 heures 30, les lundis et jeudis, et de 18 heures à 19 heures les samedis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
— à la Mairie de SAINT-MARTIN-DU-VIVIER, de 9 heures 30 à 12 heures et de 14 heures à 19 heures tous les jours (mardi, samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
— à la Mairie de QUINCAMPOIX, de 9 heures à 18 heures, tous les jours et de 9 heures à 12 heures les samedis (dimanches et jours fériés exceptés) ;
— à la Mairie de SAINT-ANDRÉ-SUR-CAILLY, de 17 heures 30 à 18 heures tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
— à la Mairie de PIERREVAL, de 18 heures à 19 heures, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
— à la Mairie de LA RUE-SAINT-PIERRE, de 14 heures à 15 heures, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
— à la Mairie de LE VIEUX-MANOIR, de 16 heures 30 à 17 heures 30, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
— à la Mairie d'ESTOUTEVILLE-EGALLES, de 18 heures à 19 heures, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

La Commission d'Enquête sera présidée par :

M. René CHABOT, Conservateur des Hypothèques Honoraire, demeurant 4 Paro de Lyons, à MONT-SAINT-AIGNAN, avec lequel siègeront :

M. Henri TRÉPON, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, retraité, demeurant 28 bis, rue Lemaître, à ROUEN ;
M. Jean BOUCHER, Membre du Conseil Régional de l'Ordre des Architectes, demeurant 13, rue Crevin, à ROUEN.

La Commission d'Enquête aura son siège à la Préfecture de la Seine-Maritime, Direction Départementale de l'Équipement, Cité Administrative Saint-Sever à ROUEN où toutes observations doivent lui être adressées par écrit.

Pendant les trois derniers jours, les 10, 11 et 12 octobre 1979, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures, les Membres de la Commission d'Enquête recevront, en personne, à la Direction Départementale de l'Équipement de la Seine-Maritime, Cité Administrative Saint-Sever, à ROUEN, bâtiment N° 2, 4^e étage, bureau 76, les observations du public.

Une copie du procès-verbal, dans lequel la Commission d'Enquête aura énoncé ses conclusions motivées, sera déposée à compter du 21 décembre 1979 dans la Mairie des communes citées ci-dessus, ainsi qu'à la Préfecture de la Seine-Maritime, Direction Départementale de l'Équipement, Cité Administrative Saint-Sever, à ROUEN (bureau 4 et 78).

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées au Préfet du département de la Seine-Maritime (à l'adresse sus-visée).

LE PRÉFET,
pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Groupe Interministériel Central :
A. MARECHAL.

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS

- Séminaire destiné aux cadres supérieurs.
- Dates : 22, 23, 24 octobre 1979 (9 h à 17 h 30).
- Thème : LE DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE : les enjeux de la décennie 1980-1990.
- Animé par M. Albert DUCROUX, professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris, avec le concours de responsables scientifiques de haut niveau.
- Principaux thèmes : l'énergie, les transports, la biologie, l'informatique et la micro-électronique, la mer, la terre et l'espace.
- Programme détaillé et inscription :

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS

Formation continue

27, r. Saint-Guillaume - 75341 Paris Cedex 07 - Tél. : 260-39-60

RÉPUBLIQUE POPULAIRE RÉVOLUTIONNAIRE DE GUINÉE

MINISTÈRE DES POSTES

ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

DIRECTION GÉNÉRALE

DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de son programme de développement du réseau de télécommunications, la Direction Générale des Télécommunications lance un appel d'offres ayant pour objet la fourniture du matériel de réseau et de ligne civil et l'installation des travaux de pose et de raccordement et de ligne civil nécessaires à l'extension et à la modernisation des réseaux téléphoniques souterrains de Boko, Faramba, Fria, Kinkia, Labe, Mamou, N'Zérékore.

Cet appel d'offres est ouvert aux entreprises guinéennes et étrangères.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré tous les jours ouvrables et contre paiement d'une somme de 2500 sylvils ou 500 F.F. aux adresses suivantes :

- Ministère des Postes et Télécommunications de la République
- Ministère des Postes et Télécommunications de la République
- Ambassade de la République Populaire Révolutionnaire de Guinée, 24, rue du Général de Gaulle, 75001 Paris
- Sofrecom, 8, rue de Berri, 75008 Paris

Les soumissionnaires doivent parvenir au Ministère des Postes et Télécommunications à Conakry au plus tard le samedi 3 novembre 1979, à 12 heures.

PRÉFECTURE DE LYONNE

2^e Direction - 2^e Bureau - FD/NS

COMMUNE DE LIGNY-LE-CHATEL

CONSTRUCTION DU POSTE DE TRANSFORMATION

400/225 KV DE SEREIN

EXPROPRIATION

POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

AVIS D'ENQUÊTES

Le public est prévenu qu'en exécution du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et en exécution d'un arrêté préfectoral du 28 août 1979, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et une enquête parcellaire seront ouvertes conjointement à la mairie de LIGNY-LE-CHATEL au sujet de la construction, par la commune de LIGNY-LE-CHATEL, d'un poste de transformation d'énergie électrique 400/225 KV de SEREIN sur le territoire de ladite commune.

Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur unique : M. Lucien MATHON, attaché administratif retraité, Route de Pélissier à CHAMPELLE-SUB-LYONNE.

Le commissaire-enquêteur siège à la mairie de LIGNY-LE-CHATEL.

Les pièces des dossiers d'enquête ainsi que des registres d'enquête seront déposées à la mairie de LIGNY-LE-CHATEL pendant 21 jours consécutifs du 28 août 1979 au 22 octobre 1979 inclus, à l'exception de la période du 28 août 1979 au 22 septembre 1979, pendant laquelle les registres d'enquête seront déposés à la mairie de LIGNY-LE-CHATEL pendant 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 17 heures (sauf les dimanches et jours fériés).

Pendant le délai des dix jours et heures habituelles d'ouverture des registres d'enquête, les observations sur l'utilité publique de l'opération pourront être consignées directement sur le registre d'enquête publique. Elles pourront également être adressées par écrit au commissaire-enquêteur, lequel les annexera audit registre.

Les observations sur les limites des biens à exproprier pourront être consignées par les intéressés directement sur le registre d'enquête parcellaire ou adressées par écrit au commissaire-enquêteur.

En outre, le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comprendra une étude d'impact qui pourra être consultée pendant le délai des dix jours et heures habituelles d'ouverture des registres d'enquête.

Après l'expiration du délai, les registres d'enquête seront déposés à la mairie de LIGNY-LE-CHATEL pendant 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 17 heures (sauf les dimanches et jours fériés).

Une copie du rapport dans lequel le commissaire-enquêteur formule ses conclusions motivées sur l'utilité publique du projet sera déposée à la mairie de LIGNY-LE-CHATEL et à la mairie de LIGNY-LE-CHATEL.

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication des conclusions motivées du commissaire-enquêteur.

Les demandes devront être adressées au préfet de l'Yonne - 2^e Direction - 2^e Bureau.

Le 28 août 1979, le Préfet, le Secrétaire Général, BENOÎT FAUTRAUX.

Vous vous destinez à la gestion des entreprises

Suivez le programme de formation polyvalente ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE

Intensif, concret, résolument pratique, il offre les avantages exclusifs suivants :

- études de courte durée (9 mois seulement, d'octobre à juin) ;
- travail en petit groupe (30 stagiaires admis par session) ;
- accès au diplôme de "Maîtrise en Administration d'Entreprise" ;
- formation assurée exclusivement par des praticiens, tous cadres, dirigeants ou conseils d'entreprises ;
- contenu couvrant tous les domaines de la gestion moderne : techniques de base, secrétariat général, ressources humaines, finances et comptabilité, organisation et production, marketing et publicité ;
- contrôle systématique et continu des connaissances et performances ;
- études en Suisse, dans un milieu réellement international.

Conditions minimales d'admission : 21 ans, niveau d'études supérieures. Coût total du programme à plein temps : FF 18'000.-. Documentation complète en retournant le coupon ci-dessous au Secrétariat de l'Ecole.

Centre international de formation et perfectionnement en administration d'entreprise, fondé en 1963.

Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse), tél. (021) 22 15 11.

Ecole de Cadres de Lausanne

Centre international de formation et perfectionnement en administration d'entreprise, fondé en 1963.

Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse), tél. (021) 22 15 11.

Pour ceux qui veulent apprendre le maximum dans le minimum de temps

découvrez et retenez ce coupon à l'Ecole de Cadres de Lausanne (adresse ci-dessus) : vous recevrez une documentation complète sur le programme "Administration de l'Entreprise" 1979/80.

M

CIRCULATION

RÉFORME DE LA CONDUITE DES MOTOCYCLES

Trois catégories, trois permis

La réforme du permis de conduire des motocyclettes, qui devait entrer en vigueur au plus tard le 1^{er} mars 1980 (le Monde du 5 septembre), a pour but essentiel, a indiqué, le 4 septembre, M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, « d'élever le niveau de formation des jeunes motards et de veiller à ce qu'ils aient acquis qu'ils la conduite d'engins correspondant à leurs aptitudes ».

On sait que, aux termes de cette réforme, les personnes âgées de plus de seize ans et de moins de dix-huit ans auront plus accès qu'une seule et unique catégorie de machines, dites « motos légères », dont la cylindrée n'excède pas 80 cm³ et dont la vitesse maximum sera limitée à 75 kilomètres à l'heure. Pour avoir le droit de piloter ces engins, il leur faudra passer des épreuves théoriques et pratiques et obtenir un permis.

Pour s'installer au guidon d'une moto dont la cylindrée s'élève entre 81 et 400 cm³, il faudra avoir dix-huit ans et passer avec succès les épreuves théoriques et pratiques d'un permis de piloter ces machines baptisées « moyennes ». Enfin, pour les machines dépassant 400 cm³ de cylindrée, dites « motos lourdes », il faudra, à partir de dix-huit ans, obtenir un « super-permis », dont il est évident que les modalités d'attribution seront sévères.

De telles décisions n'ont pas sans susciter, on s'en doute, de très nombreuses réactions de la part des jeunes aspirants motards, des constructeurs et importateurs de motos. Déjà, l'association Française Sécurité Moto (F.S.M.), dans un communiqué, qu'en instaurant une catégorie unique de 81 cm³ à 400 cm³ « les responsables de la sécurité routière prennent le ris-

que considérable de voir s'aggraver le nombre et la nature des accidents des deux-roues à moteur tout en prétendant viser à les réduire ». Il est vrai que la mise en place d'un permis accessible dès seize ans et intégrant une catégorie de motos allant de 81 cm³ à 125 cm³ aurait pu constituer, comme le note P.S.M., « une étape d'apprentissage et d'éducation » avant le passage aux cylindrées supérieures, moyennes ou grosses.

Chez les fabricants, on craint déjà que le marché de la 125 cm³, le plus important, ne subisse un violent coup d'arrêt, un très grand nombre d'utilisateurs de ces machines — quelles soient des « routières » ou de « tout-terrain » — étant précisément des jeunes motards, titulaires, des deux-roues, de la 125 cm³, et des plus, fin octobre, au Salon du cycle et du motocycle, à la Porte de Versailles.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Les policiers C.G.T. contre le recouvrement immédiat des amendes. — La Fédération des syndicats de la police nationale C.G.T. s'est déclarée hostile au projet du garde des sceaux visant au recouvrement immédiat des amendes. « Ce projet est dangereux », estime M. Pascal Martin, secrétaire de la Fédération. Le gouvernement veut faire rentrer de l'argent plus vite en transformant les policiers en percepteurs. Cela va creuser encore la fossé entre l'agent recouvreur et le contrevenant. En outre, la police n'a pas à se substituer à la justice. »

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Technip ouvre un bureau permanent à Moscou. — La société Technip, l'une des premières firmes françaises d'ingénierie, annonce l'ouverture d'un bureau permanent de représentation à Moscou.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

(Principaux postes sujets à variation en millions de francs)

ACTIF	23/8	16/8
1) OR ET CREANCES SUR L'ÉTRANGER	100 700	100 328
Fautes de change	7 928	7 860
2) CREANCES SUR LE TRÉSOR	19 718	17 448
Manquants diversifiées	17 448	17 448
Comptes courants post.	240	288
Comptes en 11/53/57	17 448	14 762
3) CREANCES PROVENANT DE LA CÉLÉBRATION DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE	22 382	37 423
Effets escomptés	48 581	48 488
Effets achetés sur le marché mon.	21 359	38 581
Avances sur titres	81	64
Est. en cours de recouv.	8 314	8 358
4) DIVERS	5 737	5 858
	209 289	239 824

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION	138 546	138 508
2) COMPTES DÉPOSÉS	6 531	6 383
EXTÉRIEURS	1 435	1 298
Comptes des banques étrangères et des banques étrangères	1 435	1 298
Comptes des banques étrangères et des banques étrangères	1 435	1 298
3) COMPTES DÉPOSÉS	3 788	3 786
4) COMPTES DÉPOSÉS	316	683
5) COMPTES DÉPOSÉS	36 399	22 344
6) COMPTES DÉPOSÉS	34 118	20 191
7) COMPTES DÉPOSÉS	2 288	2 183
8) COMPTES DÉPOSÉS	96 289	96 283
9) COMPTES DÉPOSÉS	1 634	1 634
10) COMPTES DÉPOSÉS	5 785	5 741
	209 289	239 824

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
REP. + ou -	REP. + ou -	REP. + ou -	REP. + ou -
\$ E.-U.	4,2830	4,2860	4,2860
\$ can.	3,6435	3,6435	3,6435
£ (100)	2,9180	2,9185	2,9185
DM	2,3300	2,3335	2,3335
FF (100)	14,5400	14,5380	14,5380
Y.S. (100)	2,5670	2,5705	2,5705
£ (100)	2,5670	2,5705	2,5705
Y.S. (100)	2,5670	2,5705	2,5705
Y.S. (100)	2,5670	2,5705	2,5705

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8
DM	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8
DM	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8
DM	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8
DM	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8
DM	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8
DM	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8
DM	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8	12/8

Nous donnons ci-dessus les courbes pratiquées sur le marché interbancaire des devises tel qu'il était en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

Les deux Allemagnes auraient conclu un important accord de coopération

La République fédérale d'Allemagne et la République démocratique d'Allemagne ont conclu un vaste accord de coopération dans le domaine énergétique, rapporte le *Financial Times* dans son édition du 5 septembre. Selon les termes de cet accord, d'une durée de six ans, et d'un montant de 6 milliards de Deutschmarks, l'Allemagne de l'Ouest livrera du pétrole brut et du charbon à la R.D.A. Celle-ci, de son côté, approvisionnera Berlin-Ouest en pétrole et en divers produits raffinés.

Actuellement, l'Allemagne de l'Est dépend pour une très large part de l'U.R.S.S. pour ses approvisionnements en pétrole. Or, Moscou a averti les pays du COMECON qu'ils ne devaient pas s'attendre à une augmentation des livraisons de pétrole soviétique après 1980. La R.D.A. avait donc le choix entre l'achat des quantités supplémentaires nécessaires sur le marché libre. Mais à quel prix ? On la signature de contrats avec les pays de l'OPEP. Mais il faut alors payer le pétrole en dollars. L'accord avec l'Allemagne fédérale n'impliquerait pas de paiements comptants et en devises pour le gouvernement de Pankow.

La R.D.A. pourra également s'approvisionner en lignite et en charbon auprès de la R.F.A. Au cours de l'hiver dernier, elle avait déjà acheté du charbon à l'Allemagne fédérale, ses mines de lignite à ciel ouvert étant gelées. Cet accord a été conclu malgré le refroidissement des relations politiques entre Bonn et Pankow. D'autres contrats entre les deux pays sont en cours de négociation. Ainsi, l'Allemagne de l'Ouest pourrait participer, au cours du prochain plan quinquennal, à la reconstruction des industries chimiques et sidérurgiques de la R.D.A.

En juillet, les importations françaises de pétrole brut ont atteint 9,9 millions de tonnes, en augmentation de 9 % par rapport à juillet 1978. Pour les sept premiers mois de l'année, les importations se sont élevées à 73,9 millions de tonnes (+ 11,4 % par rapport aux sept premiers mois de 1978).

Après 1980, l'U.R.S.S. N'augmenterait plus ses livraisons de pétrole aux pays de l'Est.

Les pays socialistes membres du Comecon ne doivent pas s'attendre à une augmentation des livraisons de pétrole soviétique après 1980 et devront s'approvisionner auprès de producteurs non socialistes. Indiqué en fin de semaine M. Lubomir Strougal, premier ministre de Tchécoslovaquie.

Au cours de la période 1978-1980, l'U.R.S.S. a livré 384 millions de tonnes de pétrole brut aux pays du Comecon, qui dépendent à plus de 90 % de leur grand fournisseur. Les sept premiers mois de l'année, les importations de pétrole consommées annuellement par la Tchécoslovaquie.

OCDE

Nouvelles publications importantes :

POURQUOI DES POLITIQUES D'AJUSTEMENT POSITIVES ?

Recueil des Documents de l'OCDE : 1978-1979

Les pays de l'OCDE ont beaucoup de difficultés, depuis 1973, pour s'adapter à la hausse des prix de l'énergie, une croissance plus lente et à la concurrence des nouveaux pays. Les documents réunis dans ce volume sont consacrés à l'action des gouvernements destinée à promouvoir des changements structurels dans les domaines des politiques sociales et de main-d'œuvre, industrielles, technologiques, agricoles et régionales.

Julien 1979, 156 pages, F16*

L'INCIDENCE DES NOUVEAUX PAYS INDUSTRIELS

sur la production et les échanges des produits manufacturés. Rapport du Secrétaire général.

Structure et évolution des échanges de produits manufacturés entre l'OCDE et les NPI. L'avantage comparatif et le cycle des produits ; « délocalisation » et le rôle des entreprises transnationales ; changements structurels de la production mondiale. Politiques commerciales et le renouveau du protectionnisme ; l'incidence des échanges avec les NPI sur l'emploi dans les pays industriels avancés. Les caractéristiques des NPI ; politiques de croissance tournées vers l'extérieur et le risque d'une adaptation inadéquate. Politiques pour les pays industriels avancés et les NPI. Juin 1979, 104 pages, F48*

PRIX DE TRANSFERT ET ENTREPRISES MULTINATIONALES

Examen des différentes méthodes permettant de déterminer les prix applicables à des transactions entre deux entreprises associées pour le calcul de leurs bénéfices imposables.

Juillet 1979, 108 pages, F38*

INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET ENTREPRISES MULTINATIONALES

Réexamen de la Déclaration de des Déclarations de 1976. Août 1979, 64 pages, F24*

OBJECTIFS MONÉTAIRES ET LUTTE CONTRE L'INFLATION

Cette publication, la septième de la série des études monétaires, examine l'emploi de la régulation monétaire, fondée sur la formulation d'objectifs chiffrés, aux fins de lutte contre l'inflation. Elle fournit une analyse de l'expérience de politique monétaire dans les sept grands pays de l'OCDE et certains petits pays à économie ouverte au cours de la période 1974-1978. Juin 1979, 112 pages, F38*

POLITIQUE DE CONCURRENCE DANS LES SECTEURS RÉGLEMENTÉS (ÉNERGIE, BANQUES ET TRANSPORTS)

Septembre 1979, 216 pages, F44*

BÉNÉFICES ET TAUX DE RENDEMENT, par T.P. HIE

Ce rapport a pour objet la mesure des bénéfices et des taux de rendement du capital. Il est consacré à l'étude des questions conceptuelles et théoriques concernant par exemple l'inflation et la comptabilité aux prix courants et les opposant aux prix historiques. Des données statistiques au niveau macro-économique sont présentées pour certains pays Membres de l'OCDE. Août 1979, 140 pages, F20*

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et décembre les Perspectives économiques de l'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.

N° 26 (juillet 1979) F32*

L'ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES PAYS DE L'OCDE

Juin 1979, 168 pages, F40*

LES ÉTUDES D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Analyse des conséquences pour l'environnement des projets publics et privés importants.

Mai 1979, 80 pages, F16*

L'OBSERVATEUR DE L'OCDE

Le numéro : F8* Abonnement (6 numéros) : F30*

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE ET BROCHURE D'INFORMATION SUR LES ABONNEMENTS SÉLECTIFS (versions française ou anglaise)

AUX PUBLICATIONS DE L'OCDE ; gratuit

* Prix au Bureau des Publications de l'OCDE

NOM

ADRESSE

Offre d'écriture en CAPITALISÉ

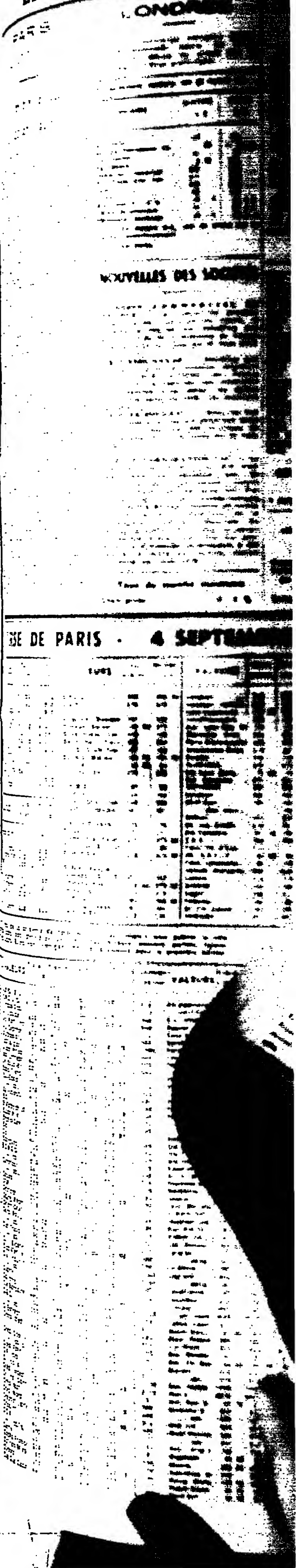
Date : Signature :

Bon à découper et à retourner à :

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16

LES MARCHÉS



NEW-YORK

une séance depuis décembre 1978. Sur 1 670 valeurs cotées au Big Board, 1 281 ont reculé, 277 ont progressé et 312 sont restées inchangées. La hausse internationale de l'or et la perspective d'un nouveau rachèvement des taux d'intérêt sont directement à l'origine de ce brutal accès de faiblesse.

Dans ce contexte, même l'annonce d'une nouvelle progression des dépenses de construction en juillet (+ 2,4 % après + 0,6 % en juin)

VALEURS	COURS 31/3	COURS 4/3
Alcoa	55 7 8	54 5 8
A.T.T.	55 1/2	55 1/4
Amstar	48	45 5/8

Chase Manhattan Bank	42 1/8	41 1/2
Chs. Pant. de Mexico	43 1/4	41 3/4
Eastman Kodak	57 3/4	56 1/8
Exxon	56 1/8	54 3/4
Ford	43 1/8	43 1/4
General Electric	53 1/4	52 7/8
General Foods	34 3/4	34 1/8
General Motors	60	58 7/8
Goodyear	16 5/8	15 3/8
S.M.	70	68 1/8

Y.T.	30 1/2	29 5/8
Knappcott	27 1/8	26 3/4
Mohr Oil	43 7 8	42 ..
Pfizer	35 1.2	34 3.8
Schmabarger	26 3.8	23 3/8
Exxon	29 1 4	28 1.2

A.I. Inc.	27 5/8	26 1/4
Union Carbide ..	43 1/2	42 1/4
U.S. Steel	23 ..	22 3/4
Westinghouse ..	22 ..	21 3/8
Kerox	66 1/2	65 ...

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	49	5.9
1 dollar (en yens)....	221 48	221 17

1. CICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1978)

Valeurs françaises ..	110,5	111,1
Valeurs étrangères ..	130,5	131
CA DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1951)		
Indice général	101,5	102,4

RE - COMPTANT

Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
228 ..	Immoyest.....	142 --	147 50
229 ..	Fin. Ind. (cours)	157	159 10

158	50	UFTMIES.....	135	135	..
187	..	U.S.F.M.O.....	203	208	..
175	..	Union Habit.....	294	298	..
234	..	Un. Imm. France..	248	243	90
400	20	Ucr Investiss..	116	116	..
307	..	Uzrael.....	251	251	20

152			
376	10		
74	10	Aheila (Cis ind.)	323 323 ..
221	50	Applie. Hydracel..	280 280 ..
305	..	Artis.....	228 230 ..
385	..	Centex. Slazey.	407 50 405 ..

135	(NY) Centrost.	125	125
196	(NY) Champex		
333	Char. H&A. (F.)	3678	3658
291	Comindus	579	588
195	(LI) Nev. R. Ward	158	146
288			

24 50	Electro-Financ...	348	354
1108	(M) Et. Particip...		
1848	Fin. Bretagne...	82 28	82 28
329	Fin. Ind. Gaz Euro	591	598
185	Fin. et Mar. Part.	98 90	87 30
	France (La).....	781	785

221	68	La Mure.....		
180	--	Lehen et Cie....	245	245
196	.	(NY) Lordex....	121	.
203	.	Cla Marocaine..	32	32

Dernier	Compt. premier	Compen-	MAINTIEN	Pré-
---------	----------------	---------	----------	------

COSTS		COSTS		COSTS	
1827	1025 ..	92	NOUVEL. EM..	98	
199 80	186 ..	182	CHATEAUB..	181	
373 50	378 ..	123	GRIF-FARLES	121	

292	80	294	112	Farfashan	118
357		357	99	P.B.K.	96
158	160		127	— (tbl.)	131
483		480	50	Penatraya	51
385	18	371	279	Penam	273
416	18	416	280	Penam	281

72	73	40	338	Perrin	325
217	216	..	73	Petrolas S.P.	74
258	258	..	295	Peugeot-Cil.	296
194	50	194	50	.. (en L.)	350
58	90	58	94	Pierre-Anhy.	94
213	212	48	71	..	74

233	233	215	Pacta.....	276
50	48 95	229	Pollet.....	225
122	120 80			
215	211	78	Pompey.....	79
224	221 59	245	P.M. Labinal	249
145	146 50	38	Prangal	32

226 50	226	305	Pressas-Gita.	305
509	504	540	Protonail St.	550
324 50	335	240	Pricel	228
217	215 50	235	Prinmagz...	243
86 50	85 30	116	Printemps...	116
579	579	525	Radar S.A...	524

123	123	525	— (M.)	634
153	151 10	320	Radlotech...	350
85 40	84 10	138	Raffin (Fee)	155
66 80	88 70	123	Raffi, St-Louis	132
262 50	253 50	435	Redoute ..	425
272 50	272 70	535	Revillon Frs.	530
535	535	130	Revillon, St.	132

385	384	290	Roussel-Uclaf	293
1638	1638	458	Rest. Cotas	467
2176	2200	648	Ruche-Pic...	
267	267 18	795	Rue Imp....	788
476	476 ..	26	Sacilar.....	28
884	885	175	Code	178

2539	2539	870	Sagem.....	879
421	470	120	Saint-Gobain	127
63 48	62 50	420	SAI ...	430
570	573	43	Salmes.....	43
837	833	216	Sammere-Duv.	212
43	43 80	198	Committee	200

48 50	42 98	162 ..	Schneider	164
513	519 .	49 ..	S.C.D.A.	49
519 .	515 ..	98 ..	- (ohl.) ..	97
1098	1078	215 ..	Sen.	227
6360	6350	186 ..	Sefineg	184
82 78	62 80	325 ..	S.I.A.S.	326

928	819	510	Sign. E. El..	545
588 20	588 20	275 ..	S.I.L.I.C.,...	276
738	710	256 ..	Since.....	252
528	529	137	S.I.M.N.D.R.	137
640	632	1430	St. Rassignat	1440
728	728	67	185

83	98 50	378	Southern-Al.	386
471 50	467 ..	275	Suez.	275
263	262 ..	238	Talc Lux...	238
129 00	120 ..	706	T.R.T.....	728
46 70	45 80	715	Tel. Electr...	735

30 .. 33 08 || 34 .. - (00/0) 100

[illegible][illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES
 - L'ESPRIT DES LOIS : « Les impostures de la démocratie », par Jacques Robert ; « Les gérations dans le jardin », par Lucien Sfez ; « Pour un ministère de l'administration », par Gérard Languet.
3. PROCHE-ORIENT
 - IRAN : l'armée poursuit le nettoyage des régions bordées occupées ; un livre de l'imam Khomeiny ; Pour un gouvernement islamique.
4. AFRIQUE
 - ALGERIE : en lançant une vaste opération de police à Alger, le gouvernement entend engager avec éclat la « lutte contre les fléaux sociaux et le parasitisme ».
 - TUNISIE : le dixième congrès du parti unique se place sous le signe de l'ouverture et de la libéralisation.
5. AMÉRIQUES
 - ARGENTINE : un appel de Jolie Cortazar et Carlos Fuentes.
6. ASIE
- 6-7. EUROPE
 - U.R.S.S. : la Foire internationale du livre de Moscou.
8. DIPLOMATIE
 - Le pacte de Varsovie moderniserait ses forces plus vite que l'Otan.
 - Le mouvement des non-alignés doit exprimer les intérêts de l'humanité tout entière, déclare le maréchal Tito.
9. POLITIQUE
 - Les congrès de septembre : trois socialistes en compétition pour succéder à M. Michel Barin à la tête du Grand-Orient de France.
12. SOCIÉTÉ
 - La chasse aux chevaux longs.
12. MÉDECINE
 - Le congrès de thérapeutique comportementale.
13. JUSTICE
 - Introduction collective par du poète « antisocial ».
- 14-15. SCIENCES
 - Un cosmographe français pourrait voler dès 1982.
15. SPORTS
 - TENNIS : l'Open des Etats-Unis.
16. RÉGIONS
 - Le Forum des Haïles sous le verdict du public.
 - Cones à l'heure arabe (III), par Guy Porte.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Pages 17 à 24

LES ENFANTS : Pour un cinéma actuel les ont droit, par Claire Devarieux ; La consommation consomme, par François Brune ; Goldorak Go!, par Geneviève Breuer ; L'Amour de la danse, par Yves Conz ; Victor Hugo au lycée Lavoisier ; Olivier, Julien, Sophie et les livres, par Paul Lickier ; Marco Ferrari à l'école maternelle, par Vania Lukic.

- 31 à 34. ÉCONOMIE
 - SOCIAL : la semaine d'action C.G.T. chez Chausson ; la grève des loyers à la Sonacotra.
 - AFFAIRES : Compagnon-Bernard va reprendre l'essentiel des activités de la société Ducasson.
 - EUROPE : la Commission de Bruxelles dénonce le poids excessif des dépenses agricoles.
 - ENVIRONNEMENT : visite, à Brest, d'un « S.V.P. » antimoré noir.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (24)
 Annonces classées (26 à 30) :
 Aujourd'hui (28) ; Carnet (25) ;
 Météorologie (25) ; Mots croisés
 (25) ; Bouffe (30).

17, avenue Franklin-Roosevelt
LASSERRE EST OUVERT
 359-53-43 - 67-45

A B C D F G H

LES CYCLONES AUX CARAIBES

Mille deux cents morts ont déjà été recensés en République Dominicaine

Le cyclone tropical Frédéric a balayé l'île de Saint-Martin, le 3 septembre, et dans une moindre mesure Saint-Barthélemy et la Guadeloupe. Les informations sont encore très fragmentaires car les pluies diluviennes accompagnant Frédéric ont perturbé les réseaux téléphoniques de la Guadeloupe et de Saint-Martin, et le pylône de relais hertziens de Saint-Martin a été renversé par les vents.

Il semble que Saint-Martin ait le plus souffert de Frédéric : il y aurait un disparu, un blessé grave par électrocution, une soixantaine de sans-abri, un pont emporté, plusieurs bateaux et quelques constructions endommagées. La piste d'atterrissage située dans la partie nord-est de l'île, dans la partie nord-est de l'île, a été ravagée et un Transal venant de la Guadeloupe, apportant des secours et du matériel pour réparer les lignes téléphoniques, a pu s'y poser.

La violence de Frédéric ayant beaucoup diminué, le deuxième cyclone n'a pas fait autant de dégâts sur Porto-Rico que son

ALLEN, BONNE, CHARLEY ET LES AUTRES

Les cyclones tropicaux se produisant dans les Caraïbes sont désignés par des prénoms depuis 1953. Chaque liste annuelle suit l'ordre alphabétique. De même, les typhons d'Extrême-Orient portent eux aussi des prénoms.

Jusqu'à l'année dernière pour les typhons et jusqu'à cette année pour les hurricanes des Caraïbes, les prénoms étaient exclusivement féminins. Des mouvements féministes américains ayant fait remarquer que les typhons n'étaient pas le lot des seules femmes, les prénoms s'ont maintenant alternativement masculins et féminins.

Les listes sont arrêtées longtemps à l'avance par le centre d'études des cyclones de Miami. En 1980, les hurricanes des Caraïbes s'appelleront Allen, Bonnie, Charley, Daniel, Earl, Frances, Georges, Hermine, Ivan, Jeanne, Karl, Lisa, Mitch, Nicole, Otto, Paula, Richard, Shary, Tomas, Virginia et Walter.

« Les étonnantes possibilités de la mémoire humaine : comment vaincre la limite ? » A chacun sa réussite

Les lois éternelles du succès

tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche ; quel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui fait-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent pas le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous, nos habitudes de pensée déshéritées, nos complexes obscurs, notre manque de confiance en nous.

Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquiescer la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg : « Les Lois Éternelles du Succès ».

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue W.R. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

W.R. Borg, dpt. 451, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon

BON GRATUIT

pour recevoir « LES LOIS ÉTERNELLES DU SUCCÈS », découpez ou recopiez ce bon et envoyez-le à : W.R. Borg dpt. 451, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon. Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement.

NOM _____ PRENOM _____
 N° _____ RUE _____
 CODE POSTAL _____ VILLE _____
 AGE _____ PROFESSION _____
 Aucun démarcheur ne vous rendra visite.

AU RASSEMBLEMENT C.G.T. A PARIS

M. Séguéy devait renouveler sa proposition de rencontrer les autres syndicats

Qualité de « temps fort » de la semaine d'information, de renforcement syndical et d'action, le rassemblement qu'organise la C.G.T. à Paris, place de la République, à 16 h. 30, mercredi 5 septembre, devait être marqué par le discours de rentrée de son secrétaire général, M. Georges Séguéy.

Le leader de la C.G.T. devait dénoncer la politique « agressive » du gouvernement contre le pouvoir d'achat des salariés, justifier la semaine d'action dont le caractère unitaire est dû, selon lui, à l'attitude des autres centrales, notamment de la C.F.D.T. M. Séguéy, insistant sur la volonté de la C.G.T. et sur la nécessité d'une relance unitaire de l'action, devait aussi renouveler sa proposition de rencontrer les autres centrales, sans exclusive, tout en acceptant au préalable une rencontre à deux avec la C.F.D.T.

Ce même mercredi, un autre meeting C.G.T. devait se tenir à Toulouse, où des arrêtés de travail sont annoncés, notamment dans la chimie. Mais la plupart des rassemblements en province doivent avoir lieu jeudi ou vendredi. La C.G.T. indique d'autre part qu'à l'occasion des prises de parole dans les entrées — dont certaines se heur-

L'ambassade de Libye à Paris a vécu...

L'ambassade de Libye à Paris est contrainte, depuis le dimanche 2 septembre, par les « masses » populaires. Conformément à l'appel lancé la veille à Tripoli par le président Kadhafi, qui avait invité « tous les étudiants, tous les citoyens libyens résidant à l'étranger, à marcher sur les ambassades de la République arabe libyenne populaire et socialiste, et particulièrement celles qui se trouvent en Europe et en Amérique en vue de les transformer en bureaux populaires » (le Monde du 4 septembre).

Un « comité populaire », composé de cinq membres, a été élu par les anciens fonctionnaires de l'ambassade, et les citoyens libyens résidant en France. Son secrétaire, qui sera choisi ultérieurement, est appelé, nous a indiqué mardi un porte-parole de la représentation diplomatique, à succéder au chef de poste M. Achour Gasmoun, qui s'était rendu à Tripoli pour les fêtes du dixième anniversaire de la révolution et à qui « on a expliqué qu'il bas les raisons pour lesquelles il devait abandonner son poste ». Le nouveau « diplomate » devra toutefois avoir l'agrément du gouvernement français.

Notre interlocuteur nous expose les intentions du « comité ». « Nous allons ouvrir des portes ouvertes aux citoyens libyens qui ont des problèmes ou qui veulent retourner en Libye, comme le colonel Kadhafi les y a invités dans le même discours (1) ».

En attendant, les portes de tous les bureaux sont symboliquement ouvertes, tandis que des étudiants vont et viennent. Les portraits, jugés sans doute un peu trop conventionnels du président Kadhafi qui en ornaient les murs, sont flanqués de « posters » montrant le dirigeant libyen dans toutes les tenues et sous tous les angles.

Le groupe qui stationne à l'extérieur, compte moins de Libyens candidats au retour que de journalistes en quête de nouvelles. Ils vont pouvoir apprécier les efforts des « forces révolutionnaires » et déterminer si elles seront fidèles à la promesse qu'elles ont faite dimanche de « veiller à l'application d'un autre principe fondamental de la révolution du 1^{er} septembre, qui est la nécessité d'établir des ponts entre les divers peuples de la terre d'intensifier un dialogue permanent et sincère entre eux ».

L'ambassade de Libye à Paris a vécu. Le « bureau populaire arabe libyen en France » s'ouvre ses portes. — R.D.

(1) Le président Kadhafi avait déclaré : « Il est indispensable que les citoyens libyens résidant à l'étranger, alors que leur pays est le pays de la liberté, le pays du pouvoir populaire... »

PLUSIEURS JOURNALISTES INTERPELLÉS EN IRLANDE DU NORD

Plusieurs journalistes — dont M. Pierre Salinger, ancien porte-parole du président Kennedy, et actuellement grand reporter de la chaîne de télévision américaine ABC — ont été interpellés, mardi 4 septembre à Belfast, alors qu'ils venaient d'assister à une conférence de presse du Sinn Féin, formation politique légale de l'I.R.A. Ils ont été relâchés dans la soirée après avoir été longuement interrogés par des soldats britanniques. Deux films, qui avaient été confisqués, leur ont été rendus après avoir été cotés.

Le même jour, un homme a été tué par quatre individus masqués, qui ont ouvert le feu sur lui alors qu'il se trouvait sur le pas de sa porte. La responsabilité de l'attentat n'a pas été revendiquée.

Les obsèques de lord Mountbatten

C'est, d'autre part, ce mercredi en fin de matinée, à Londres, qu'ont lieu les obsèques nationales de Lord Mountbatten, assassiné par l'I.R.A. provisoire le 27 août dernier avec trois de ses proches non loin des côtes de la République d'Irlande. De très nombreuses personnalités, et l'ensemble des membres de la famille royale britannique, devaient y assister. M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, avait été chargé par M. Giscard d'Estaing d'y représenter le président de la République et le gouvernement français.

Un très important dispositif de sécurité avait été mis en place par les autorités de police le long du trajet que devait emprunter le cortège, et où la foule des Londoniens se pressait depuis l'aube ce mercredi.

A Radio-France JEAN LEFFÈRE QUITTERAIT LA DIRECTION DE L'INFORMATION

M. Roland Faure, ancien directeur-rédacteur en chef de l'« Europe 1 », qui démissionnera de ce poste en novembre 1979, vient d'être pressenti par Mme Jacqueline Baudrier, P.D.G. de Radio-France, pour prendre la direction de l'information de cette société (qui regroupe France-Inter, France-Culture, France-Musique et Radio-France internationale). Un ultime entretien entre Mme Baudrier et M. Roland Faure — qui est également administrateur d'Antenne 2 en qualité de représentant de la presse écrite — est prévu ce mercredi 5 septembre avant que la décision ne soit rendue officielle.

Rappelons que le poste de directeur de l'information de Radio-France est occupé, depuis janvier 1977, par M. Jean Leffère.

M. ALEXANDRE BALOUZ NOMMÉ DIRECTEUR DE LA RÉDACTION DE R.T.L.

A R.T.L., M. Alexandre Balouz vient d'être nommé directeur de la rédaction. Il était déjà directeur adjoint depuis janvier dernier. Rappelons que M. André Lacaze occupe également le poste de directeur de la rédaction à R.T.L.

Signalons, d'autre part, que M. Jean-Pierre L'Hénaux devient secrétaire général de la station (dont il était secrétaire général adjoint depuis 1969).

La préparation du « projet socialiste »

LES DÉCISIONS ESSENTIELLES SERONT PRISES LA SEMAINE PROCHAINE PAR M. MITTERRAND

M. Jean-Pierre Chevènement, membre du secrétariat national du P.S., a rendu compte à la presse, mardi 4 septembre, de la préparation du « projet socialiste ». M. Chevènement a indiqué que le document qu'il a élaboré (le Monde du 1^{er} septembre) est considéré comme une base de discussion par la majorité et par le courant Mauroy, les amis de M. Michel Rocard ayant déclaré pour leur part que ce texte est une base de discussion « par la force des choses », mais que sa « logique » ne leur convient pas.

Le député de Belfort a affirmé qu'il ne croit pas s'être inspiré des idées du G.C.E.S. (dont il est l'animateur) dans la rédaction de ce texte, mais qu'il a « essayé de donner une traduction aussi claire que possible de l'orientation qui s'est dégagée au congrès de Metz ».

Le comité directeur, convoqué le 28 septembre, sera saisi d'un ou de plusieurs documents, qui seront connus au milieu du mois, après la prochaine réunion de la commission chargée de la préparation du projet, le 11 septembre. C'est au cours de cette réunion que M. François Mitterrand donnera son avis sur le texte de M. Chevènement et sur les contributions et critiques émanant de la majorité et des minoritaires. Des décisions que prendra le premier secrétaire dépendra l'adoption ou l'opposition des courants Mauroy et Rocard au texte de la majorité et, par conséquent, l'image d'unité ou de division que le parti socialiste donnera de lui-même lors de la convention nationale des 15 et 16 décembre, chargée d'adopter ce qui deviendra le programme du parti.

MORT DE M. CALMELS DOYEN DU SÉNAT SÉNATEUR DE L'HÉRAULT

M. Gabriel Calmels, sénateur de l'Hérault, doyen du Sénat, est décédé à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

(M. Gabriel Calmels était né le 14 septembre 1887 à Villeneuve-la-Duchèrie). Suppléant de M. Pierre Brousse, il avait remplacé ce dernier en septembre 1976, lorsqu'il était entré au gouvernement comme ministre du commerce et de l'artisanat.

Vice-président d'origine, M. Gabriel Calmels est resté maire de sa commune natale, Villeneuve, de 1919 à 1977. Il a été conseiller général du canton de Claret de 1930 à 1976. Comme M. Brousse, il appartenait au groupe sénatorial de la Gauche démocratique. Son siège, renouvelable en septembre 1980, tombe dans moins d'un an, restera vacant jusqu'à cette date.

Le numéro du « Monde » daté 5 septembre 1979 a été tiré à 571 430 exemplaires.

EP
ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS
 Préparation simultanée ou non, aux diplômes d'état :
 • D.E.C.S.
 • B.T.S. de distribution

Une large ouverture sur la vie des entreprises (stages, séminaires, visites, jeux d'entreprise).

Documentation gratuite sur demande :
 130, rue de Clignancourt
 75018 Paris - 252.27.27
 (établissement privé d'enseignement technique supérieur)

DE PARTICULIER À PARTICULIER
VENDEZ DIRECTEMENT VOS ANTIQUITÉS

ART DEPOT
 350 m²
 D'EXPOSITION-VENTE
 AU CŒUR DU MARAIS
 24, rue des Roisiers - 75004 PARIS
 Tél. 278-85-25 (Métro Saint-Paul)

« Étudiant
 M. Nour
 en son rôle
 d'enseignant »

V. Vance
 « très sérieux »
 d'une brigade

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »

« Les grands écrivains
 sous 1980 »